LES FRANÇAIS
EN MARCHE
LE MANUEL
€sclavoïdes
ROMAN
RESERVE SUX ADULTES
PHILIPPE

Du même auteur,

La Collection :
_ ALERTE, le Triptyque Humaniste Existentiel, qui comprend :

Son fascicule de présentation
Son livre 1 : le dernier regard en 2 tomes
Son livre 2 : les fictions de la science en 2 tomes
Son livre 3 : l'insouciance de la conscience en 2 tomes
Son fascicule d'expertise

La seconde Collection :

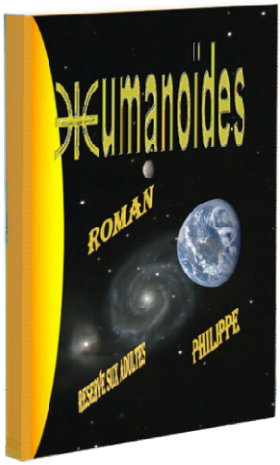
_ LES POPULATIONS ESCLAVES, qui comprend

Son livre 1 : Social
Son livre 2 : Economie
Son livre 3 : Science
Son livre 4 : Entités
Son livre 5 : Spiritualité

Ces deux Collections sont numérisées et accessibles par téléchargement gratuit, en lecture i Book (au format PdF).
Les deux Collections sont confectionnées en livres brochés et vendus par AMAZON, aux couts de fabrication et d'expédition, sans droits d'auteur ni d'éditeur : livres français, Philippe Vaisseau.
Elles sont également en Conférences vidéophoniques, réparties par chapitres, sur YouTube.

Et aussi : « HUMANOÏDES »

LE PREMIER OUVRAGE DU PREMIER TRIMESTRE 2019

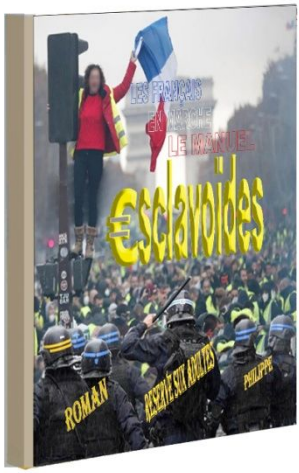


Vous pensez tout savoir sur le fonctionnement de la Société Humaine ?
Vous allez avoir des surprises...
Vous voulez connaître comment la Société Humaine est organisée ?
Pourquoi elle est organisée de cette manière ?
Par qui elle est organisée ?
Pour qui elle est organisée ?
Quelles sont les finalités d'une telle organisation ?
Les réponses à toutes vos questions se trouvent dans ce dernier ouvrage : Humanoïdes

Il est aussi confectionné en livre broché et vendu par AMAZON, aux couts de fabrication et d'expédition, sans droits d'auteur ni d'éditeur. Il est également en Conférence vidéophoniques, réparti par chapitres, sur YouTube.

« ESCLAVOÏDES »

EST LE DERNIER OUVRAGE, PARU AU PREMIER TRIMESTRE 2019



Il est, lui aussi, confectionné en livre broché et vendu par AMAZON, aux couts de fabrication et d'expédition, sans droits d'auteur ni d'éditeur. Il est également en Conférence vidéophoniques, réparti par chapitres, sur YouTube.

Prélude

Un roman est le seul moyen permettant de masquer des vérités dérangeantes. Contrairement à la recherche conventionnelle où l'information recueillie est aussitôt transmise, celle issue de l'investigation ne peut être dévoilée que lorsqu'elle apparaît cohérente et complète, après de nombreuses recherches. Toutefois, il vous faudra convenir par avance, que la devise d'un roman, consiste à ce que toute ressemblance, avec des lieux ou des personnes, ne sera que pure coïncidence…

À vous d'en méditer...

AVERTISSEMENT :

Jacques GUILLEMAIN, ex-officier de l'armée de l'Air,
Pilote de ligne retraité.

Lettre de Jacques GUILLEMAIN, adressée à Mr le premier ministre Edouard PHILIPPE

Monsieur le Premier ministre,

Vous venez de nous livrer un discours pitoyable comme on en voit peu. Alors que le pays est au bord de l'explosion, que la fracture sociale est totale et que bientôt la fracture identitaire, que vous niez depuis toujours, va désintégrer la nation, vous venez d'ajouter à l'arrogance de l'exécutif envers les Gilets jaunes une humiliation sans précédent.
Vous croyez vraiment que le compte y est avec quelques miettes jetées à des millions de Gilets jaunes en train de crever ? Oui, je dis bien à des millions de GJ.
Car quand 75 % de la population soutiennent encore le mouvement, malgré vos tentatives de le discréditer, malgré les insultes de vos sbires qui les ont traînés dans la boue, on ne parle plus de 10 000 ou 15 000 GJ autour des ronds-points, mais de dizaines de millions de Français,

travailleurs et retraités, jeunes et vieux, de droite comme de gauche, qui soutiennent sans restrictions ce cri de détresse de tout un peuple abandonné par une caste dirigeante, arrogante et méprisante qui s'enrichit toujours plus et laisse crever le peuple.
Ils vous l'ont dit pendant trois semaines. Ils sont en train de crever. Le 20 du mois, ils doivent choisir entre manger, se chauffer ou faire le plein. Mais vous êtes incapable de comprendre ça.
Les caisses sont vides ?
Mais à qui la faute ? Vous avez dilapidé l'héritage des Trente Glorieuses, quand la France avait le 5e niveau de vie au monde, derrière les États-Unis, le Luxembourg, la Suisse et la Suède. Aujourd'hui, les GJ ont le frigo vide.
Qui a fait venir des millions d'immigrés sans diplôme ni qualification, la plupart incapables de s'intégrer dans une économie moderne et performante et qui vont gonfler le flot des assistés ?
Vous l'ignorez sans doute, mais selon l'Insee, le social représente 4 % des revenus d'un natif, mais 22 % des revenus d'un immigré africain.
Cette immigration bas de gamme coûte plus cher en social que sa contribution au PIB. Elle ne fait qu'appauvrir le pays en le nivelant par le bas.
Le taux d'emploi des natifs est de 85 %, celui des immigrés de 65 %
Vous accueillez des illettrés à l'heure du numérique.
Votre discours n'était que dissimulation sur les véritables causes de votre impuissance à satisfaire les Gilets jaunes. C'est l'immigration de pauvres qui nous a ruinés.
Car ces GJ, c'est à eux que vous faites supporter le coût démentiel de l'immigration, 100 milliards par an, chiffre jamais démenti officiellement.
Les Gilets jaunes paient 1 038 milliards de taxes et impôts. Où vont-ils, puisque vous n'en avez jamais assez ?
Contrairement à votre discours sur la hausse des salaires, il est prouvé que **le niveau de vie a baissé de 440 euros depuis 2008.**
Depuis 40 ans, la France emprunte pour maintenir à crédit le niveau de vie.
Depuis 40 ans, elle paie 40 milliards d'intérêts à ses créanciers, étrangers pour la plupart. 2 points de PIB ! Plus que la croissance qui est de 1,6 % !
Difficile de s'en sortir dans ces conditions, surtout quand on charge la barque avec toute la misère du monde qui vient profiter de l'eldorado social.

Les caisses sont vides ?
Mais fermez donc les frontières au lieu d'aller à Marrakech signer le **Pacte sur les migrations,** un torchon onusien qui va signer notre arrêt de mort en légalisant l'immigration clandestine et en accordant le statut de réfugiés aux migrants économiques.
Car au final, c'est bien un droit que l'ONU accorde à tous les migrants et un devoir de les accueillir qu'elle impose aux pays signataires.
Supprimez l'AME, qui coûte 1 milliard chaque année et soigne les sans-papiers couverts à 100 %, alors que plus d'un tiers des Français diffèrent leurs soins faute de moyens.
Arrêtez de payer des retraites de 830 euros à des étrangers (1 300 pour un couple) **qui n'ont jamais cotisé ni travaillé en France**.
Ça vous permettra d'annuler la hausse de CSG sur les retraites et le gel des revalorisations. **Vous saignez des retraités qui ont travaillé pendant 45 ans, sans connaître les 35 heures ou les 5 semaines de congés payés.**
Faites donc la traque aux faux mineurs isolés qui représentent 60 % des MNA, selon le Sénat.
Vous n'avez pas un sou à donner aux GJ, mais en 2017 vous avez dépensé 1,250 milliard pour accueillir 25 000 mineurs isolés et en 2018 la facture sera de 2,5 milliards. Dont plus de 2 milliards pour les faux mineurs.
Et pendant ce temps, 25 000 de nos paysans sont en faillite et les suicides se multiplient, mais ce sont des GJ, ils peuvent donc crever en silence.
350 euros par mois pour un paysan qui trime 15 heures par jour sans vacances, mais 50 000 euros par an pour chaque MNA !
De l'argent, pour l'immigration de masse, il y en aura toujours. Les Gilets jaunes paieront. Du moins c'est ce que vous pensiez jusqu'à la révolte.
Vous attirez toute l'Afrique. Mais peut-être ignorez-vous que le milliard d'Africains produit moins de richesses chaque année que ne produisent nos Gilets jaunes qui sont les forces vives de la nation. Nous leur devons tout.
Ils sont ouvriers, paysans, infirmiers, policiers, chauffeurs routiers, commerçants.
Ce sont eux qui ont fait de la France la 5e puissance économique du monde que vous êtes en train de détruire avec l'immigration de pauvres totalement inutiles.
En Afrique, le PIB par habitant, c'est 1 000 euros par an en moyenne, beaucoup moins au Sahel. Et vous vous étonnez que le tsunami migratoire s'amplifie ?

Votre politique est pitoyable, elle va détruire la France.
La mise à sac des beaux quartiers de Paris, c'est votre faute.
La colère des Gilets jaunes accablés de taxes et impôts, c'est votre faute.
Les 4 morts et les centaines de blessés, c'est votre faute.
Le ras-le-bol des forces de police, dont les effectifs ont été laminés et qui travaillent dans des conditions déplorables, c'est votre faute.
L'effondrement du niveau scolaire et l'islamisation de l'école, c'est votre faute.
Les 1 000 agressions gratuites par jour, c'est votre faute.
Les familles juives qui fuient le 9-3 pour leur sécurité, c'est votre faute.
Le terrorisme qui a fait 250 morts et 1 000 blessés depuis 2015, c'est votre faute.
L'explosion des mini-califats qui envahissent les banlieues, c'est votre faute.
La fracture identitaire et la dislocation de la nation, c'est votre faute.
La faute collective de toute une caste méprisante qui se croit revenue à l'Ancien Régime et s'octroie de plus en plus de privilèges, comme l'a montré la scandaleuse affaire Benalla. Soi-disant un simple porteur de bagages, avec appartement de fonction, voiture avec chauffeur, port d'arme, badge d'accès à l'Assemblée, grade de lieutenant-colonel de réserve à 26 ans ! Du n'importe quoi !
Oui, tous ces maux, ces fléaux, vous en êtes tous responsables car votre seule obsession c'est de promouvoir le mondialisme et le multiculturalisme quel qu'en soit le prix pour les natifs.
Emmanuel MACRON est au service de l'Union européenne et du grand capital.
Et votre seul combat c'est celui que vous menez contre les patriotes et les identitaires, ces salauds de populistes qui ont le culot de défendre leur identité et leur culture, et que les juges rouges harcèlent en permanence pendant que les vraies racailles, qui pourrissent la vie des Français, sont remises en liberté après un simple rappel à la loi.
Notre justice du « mur des cons » est tombée tellement bas qu'un immigré peut violer une jeune gamine de 15 ans en toute impunité, « parce qu'il n'a pas les codes » !
CASTANER n'a vu que des néo-nazis chez les Gilets jaunes. Mauvaise pioche. Parmi les 400 manifestants arrêtés, aucun crâne rasé avec tatouage de croix gammée.
DARMANIN, encore plus nul, a fait de la surenchère. « Sous les Gilets jaunes, il y a des chemises brunes ».
Mais le pompon revient à votre porte-parole Benjamin GRIVEAUX.

« Certaines personnes arborant un gilet jaune remontaient les Champs-Élysées avec des drapeaux en disant : « On est chez nous ». Ceux-là appartiennent à une extrême droite identitaire… Et ceux-là, nous les combattrons à chaque minute, à chaque heure et à chaque journée de ce quinquennat, jusqu'au bout. »
Agiter un drapeau en clamant « on est chez nous » va bientôt mener au tribunal !
Après la dictature de la pensée, on passe au cran supérieur, comme à Cuba ?
Vous rendez-vous compte, Monsieur le Premier ministre, combien ces déclaration sont grotesques, mais aussi insultantes pour les Gilets jaunes?
Vous rendez-vous compte que des millions de Gilets jaunes sont dans la désespérance pendant que vos sbires les insultent et les méprisent ?
Mais où donc êtes-vous allés chercher de telles nullités qui ne comprennent rien à rien. Il aura fallu que Paris s'embrase pour qu'ils réalisent enfin qu'ils étaient à côté de la plaque et que la situation devenait gravissime !
Mais qu'allez-vous faire quand les banlieues vont s'embraser à leur tour, comme en 2005, mais à la puissance 10, alors que 5 000 armes de guerre dorment dans les caves ?
Si vous êtes incapables de gérer un paisible mouvement des Gilets jaunes, ce n'est plus l'état d'urgence qu'il faudra décréter, c'est l'état de siège.
Votre incompétence et votre manque de jugement font peur.
Pour conclure, quelles que soient les mesures que vous prendrez, Emmanuel Macron ne renouera pas avec le peuple. Vous l'avez trop méprisé et trop insulté.
C'est fini, le divorce est définitif.
Et la rupture va s'aggraver avec la mondialisation et l'immigration que vous souhaitez amplifier. Le monde nouveau de MACRON, c'est en marche vers la catastrophe sociale et identitaire. On se demande s'il a tous ses esprits.

Jacques Guillemain

_ « Si nous rapportons l'intégralité, dans son intégrité, de cette « lettre ouverte », publiée sur Internet, nous en laissons aussi l'entière responsabilité à son auteur…

Ce document va cependant permettre d'apporter un niveau de connaissances et de compétences sur de nombreux sujets sociétaux liés aux politiques françaises… mais pas seulement qu'à elles, à travers cet ouvrage très condensé : « ESCLAVOÏDES » !

Il est numérisé et accessibles par téléchargement gratuit, en lecture E Book (au format PdF). Il est aussi confectionné en livre broché et vendus par AMAZON, aux coûts de fabrication et d'expédition, sans droits d'auteur ni d'éditeur : livres Français, Philippe Vaisseau. Il est également en Conférences (vidéo-phonique), sur YouTube, consultable sur Smarphones, tablettes, ordinateurs et tous téléviseurs, connectés à Internet. »

Note de l'Editeur

UN SCHÉMA FONCTIONNEL

Philippe, l'auteur de tous ces ouvrages, présentés en en-tête de ce dernier : « ESCLAVOÏDES », n'avait pas pour vocation de rédiger. Parce qu'il ne comprenait pas les raisons des disfonctionnements de la société humaine, il a voulu en savoir un peu plus. Lorsqu'il est enfin parvenu à admettre quels étaient les modèles de fonctionnement : philosophique, économique, politique, religieux, social et scientifique, il a pensé qu'il lui devenait essentiel, de devoir en témoigner. Il croyait que le milieu scientifique permettrait une saine évolution de la société humaine, mais il découvrit des informations complètement contradictoires sur ce sujet. L'organisation scientifique n'a pas de définition exhaustive et elle ne représente pas un modèle social de référence, ni pour l'individu ni pour la collectivité humaine ! Pourtant son modèle de systématisation de la connaissance pourrait nous laisser penser que l'Humanité, dans son positionnement parmi les autres espèces vivantes, serait une espèce plus valorisée.

Il convient cependant de savoir que la vérité n'est jamais bonne à dire. Qu'il est surtout interdit de l'écrire. Il est pourtant prépondérant d'être toujours en mesure de chercher à la connaître.

Bien que d'un fonctionnement particulièrement diversifié et de cultures très différentes, l'espèce humaine semble se diriger vers une Oligarchie Dirigeante Globalisée, au niveau de toute la Planète. Les questions qui se posent alors sont de savoir, comment sera organisée la Société Humaine à l'avenir, par qui elle sera dirigée et pour qui elle le sera ? Est-ce que le schéma restera celui du système monétaire utilisé pour les échanges des biens et des services ? Est-ce que celui du modèle économique restera identique, avec les mêmes acteurs religieux et politiques, sous-jacents ? Si les bases philosophiques organisationnelles n'évoluent pas, rien ne permettra un changement indispensable.

Les oligarchies dirigeantes actuelles participent à une rétention de l'information et même à une désinformation systématique. Cela concerne de nombreuses avancées technologiques, complètement occultées, qui pourraient être utilisées pour le bien-être de l'ensemble de la Société Humaine.

Les sources d'information, et de l'investigation en particulier, doivent

provenir essentiellement de documentations indépendantes permettant une analyse par comparaison avec aussi, le cas échéant, une référence à des versions officielles. L'investigation permet de recueillir un volume de renseignements conséquent. Toutefois, les « sources » doivent rester secrètes. Elles sont un gage de sécurité. La structure des faits évoqués est primordiale en raison de son éventuel impact. La recherche de la vérité passe par des observations, des analyses, des hypothèses, des théories, et des expérimentations !...

L'écriture en général, et d'un roman en particulier, est un moyen parmi bien d'autres, d'analyser et de transmettre de l'information. Pourtant, cet ouvrage n'a pas pour objet d'imposer un point de vue. Son aspect, un peu déroutant, permettra de respecter les valeurs de chacun, sans aucune volonté de chercher à convaincre.

Cet ouvrage : « ESCLAVOÏDES » a pour seule ambition de pouvoir comprendre comment fonctionne notre Société Française et par qui elle est ainsi organisée, car la France n'est pas la seule Nation à être confrontée aux bouleversements sociétaux. Mais surtout pour qui est-elle organisée de la sorte ? Comment, pourquoi, par qui, pour qui ? Les réponses se trouvent dans : « ALERTE, le Triptyque Humaniste Existentiel », « LES POPULATIONS ESCLAVES » et dans « HUMANOÏDES ». Ils contiennent des informations très importantes, auxquelles vous pourrez vous référer.

Toutefois, il vous faudra convenir par avance, que des erreurs auront pu s'y glisser et que la devise d'un roman, consiste à ce que toute ressemblance, avec des lieux ou des personnes, ne serait et ne sera que pure coïncidence… A bon entendeur…et bonne lecture...

Cette Préface est plus complète dans :

- Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel
- Les Populations Esclaves
- Humanoïdes

DES ORGANISATIONS SOCIALES HUMAINES

UN MODÈLE PHILOSOPHIQUE

Il englobe tous les domaines de la pensée spéculative et conceptuelle. Il établit des disciplines autonomes, dans les différents domaines de la connaissance. Il pourrait être considéré à l'origine de tous les modèles organisationnels de la Société Humaine.

UN MODÈLE POLITIQUE

Il est l'organisation du Pouvoir des Etats, par l'établissement de la souveraineté des pays et de leur territoire. Il détermine et justifie l'idéologie et les concepts d'une Nation. Les fondements et les prises de décisions sont déterminés par l'influence et le pouvoir de chaque doctrine préétablie. Le modèle politique se détermine par la mise en place de régimes aussi divers qu'influents. Ils sont désignés sous le nom de démocratie, totalitarisme, nationalisme, capitalisme, socialisme, communisme, etc. Il met en œuvre les règles de droit administrant l'ensemble de la population de chaque pays. Il est le gouvernement des Communautés de population. Il établit les valeurs morales publiques.

UN MODÈLE RELIGIEUX

Il serait apparu dès la préhistoire et aurait établit les bases d'une vie sociale entre les groupes d'individus pour créer des Communautés avec leurs rites, leurs coutumes, leurs codes, leurs mythes et leurs dogmes. Elles étaient souvent polythéistes à l'origine. Les plus répandues, actuellement, sont monothéistes et, de ce fait, plus influentes. De nombreuses Communautés religieuses se sont organisées dans le temps, des plus insignifiantes aux plus

importantes. Certaines de ces Communautés sont devenues Institutionnelles. Elles influencent la Société Humaine et parfois elle l'organise. Les quatre principales religions contemporaines regroupant le plus d'adeptes sont : Le Christianisme : 1,7 milliard, L'Islam : 1 milliard, Le Bouddhisme : 350 millions, Le Judaïsme : 15 millions. Toutefois, elles correspondent à différentes tendances et influences dont le nombre d'adeptes n'est pas en rapport. Il s'agit, en réalité d'un système de croyances et de pratiques, fondés sur la relation à un être suprême en se référant souvent à un lien entre un monde naturel et un monde spirituel.

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE

Paradoxalement, le modèle économique repose sur des valeurs subjectives. Les standards peuvent être indépendants tout en étant tributaires des variables conjoncturelles, sociales, techniques, géographiques et météorologiques. Aussi leurs prévisions sont-elles sujettes aux différentes variables auxquelles elles sont associées et de leurs interdépendances. D'où l'extrême complexité de ces standards et de la propagation des erreurs. Ceci explique que les prévisions macroéconomiques soient aussi aléatoires, à court, moyen ou long terme, malgré l'efficacité des prévisions statistiques analytiques. Le dynamisme économique est tributaires des ressources, des coûts d'exploitation et de la compétition, mais surtout du principe monopolistique.

UN MODÈLE INCOHÉRENT : LA SCIENCE

La science ne retient pour vrai, que ce qu'elle peut modéliser et vérifier. Elle est un ensemble de lois, confirmées ou infirmées par des expériences, permettant d'identifier les critères essentiels, dont les termes apparaissent ambigus. Elle n'a pas de définition exhaustive. Elle n'est pas un modèle social de référence ! Elle n'a pas d'autonomie. Sa fonction est tributaire des choix des autorités ou des groupes d'intérêts qui l'utilise. Pourtant, son modèle, de systématisation de la connaissance et de l'organisation, est plus ancien que celui des autres modèles. Il serait là, dès l'origine de l'humanité et de son positionnement parmi les autres espèces vivantes. Il établit continuellement des théories qu'il s'ingénie ensuite à relier entre elles, afin de trouver une explication rationnelle entre l'origine humaine et sa relation avec l'Univers, de l'infiniment grand

à l'infiniment petit et inversement. Toutefois, sa tâche est exponentielle et vraisemblablement, également infinie. Seule, une interdépendance des interdisciplinarités peut devenir admissible. Cependant, sa recherche fondamentale apparaît plus crédible que les croyances dogmatiques, admises indiscutablement, jusque-là ! Il conviendrait d'établir un pouvoir de la connaissance, malgré les valeurs aléatoires des prédictions de ses théories, non confirmables à un instant, pourvu qu'elles ne soient pas des spéculations. Ainsi, le modèle cosmologique décrivant le moment de la naissance de l'Univers, par une explosion initiale et ensuite de son évolution expansionniste apparaît le plus en accord avec les observations de sa structure actuelle. Il en va de même pour l'évolution des espèces. L'organisation du monde vivant, sur notre planète, s'établirait sur une continuité dans l'organisation la plus simple jusqu'à la plus complexe, dans une sélection naturelle par les mécanismes de l'environnement et des facultés d'adaptation, avec tous les bouleversements métaboliques appropriés. Il est, néanmoins une prévision à prendre en considération, c'est celle, très prochaine à l'échelle universelle, de l'extinction de l'espèce humaine, mais pas seulement qu'elle.

UN MODÈLE IDÉOLOGIQUE : L'ÉDUCATION

Dans ses principes fondamentaux, le système éducatif français précise qu'il est obligatoire. Il est laïque et gratuit. Les personnels chargés de l'enseignement ainsi que les élèves, sont soumis à une neutralité d'opinion, avec toutefois une liberté d'enseignement reconnu aux établissements privés. Dans le préambule de la Constitution française de 1958, il est précisé que : *« La nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ».* ***Une Loi de 2013, lui fixe comme mission première à tous les niveaux de scolarité de transmettre les valeurs de la République, de redéfinir les programmes, de développer le numérique éducatif et de reconstruire la formation des enseignants. Elle fait de l'école primaire une priorité pour améliorer les fondamentaux et prévenir la difficulté scolaire. La lutte contre le décrochage, l'éducation prioritaire, l'amélioration des rythmes scolaires sont aussi des objectifs affirmés au service de la réduction des inégalités. Enfin, est soulignée l'importance de rapprocher l'éducation et l'économie pour favoriser l'emploi des jeunes.***

CHAPITRE 1

LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN de 1789

Son préambule :

Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous. En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être Suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen :

Article 1 : Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article 2 : Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

... Les autres alinéas se trouvent dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes*

Note de l'éditeur

Article 17 : La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

_ « Ce sont là de très bonnes intentions pouvant, le cas échéant, servir de références…mais que très rarement appliquées dans les faits ! »

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Le programme du Conseil National de la Résistance, a défini, entre autres éléments, au 15 mars 1944 :

_ « … 4) Afin d'assurer :

L'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;

La pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;

La liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de L'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ;

La liberté d'association, de réunion et de manifestation ;

L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;

Le respect de la personne humaine ;

L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

5) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) Sur le plan économique :

L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;

Une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchi de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes ;

L'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;

Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée,

fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;

Le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;

Le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

b) Sur le plan social :

Le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

Un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assurent à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

La garantie du pouvoir d'achat national pour une politique tendant à une stabilité de la monnaie ;

La reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;

Un plan complet de sécurité sociale visant à assurer a tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;

La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;

L'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;

Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Cette Analyse est plus complète dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes Note de l'éditeur*

Le CNR étant le principe fondateur d'une forme idéalisée de l'État Nation qui définit, la défense de la liberté, l'instauration de droits économiques et sociaux, le suffrage universel, une subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général, une nationalisation des grands moyens de production économiques, des sources d'énergie, des assurances et des banques, une sécurité sociale et un droit au travail accompagné d'un droit à une retraite honorable ainsi que d'un syndicalisme indépendant. Une instruction généralisée et obligatoire d'une culture intellectuelle pour tous. Il s'agissait, à cette époque, d'encadrer toutes les « bonnes volontés » pour en réunir ses intentions dans un même texte identifié, d'une coagulation volontaire.

En avant donc, dans l'union de tous les Français... »

Nota : extrait des « Jours heureux ».

_ ***« Là encore, les faits actuels sont bien différents… »***

UN RESPECT CONSTITUTIONNEL

« LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION DE FRANCE »

L'article 11 de la Déclaration de 1789 devant ici être rappelé :

_ ***« La communication des pensées et des opinions est un des droits les***

plus précieux de l'Homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

Toutes les mesures ont d'ores et déjà été prises pour offrir au Peuple de France la garantie que cette transition se fera dans l'ordre et le calme, que toutes les structures nationales seront préservées et, que ce Conseil National de Transition n'aura d'autre essentiel objectif immédiat que de rendre au Peuple sa véritable souveraineté en instaurant l'organisation nécessaire à la création et à la proclamation d'une nouvelle constitution établie et démocratiquement approuvée par l'ensemble de tous les citoyens de France.

Précision : En raison de l'illégitimité du gouvernement depuis 2007 et de toute l'institution judiciaire et administrative par voie de conséquence, ce Conseil National de Transition n'aurait aucune validité s'il était reconnu par l'état français actuel, sa promulgation ne peut être qu'internationale. Elle s'est donc effectuée par simple déclaration auprès de l'ONU et des 35 pays les plus importants.

Déclaration du CNT à l'ONU

À

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

CONSIDÉRANT, le préambule de la Charte des Nations Unies :

« Résolus à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ».

ET RAPPELANT,

- Que dans son préambule, la Constitution de la V° République dispose que « Le Peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'Homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils sont définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004 »

- Que la Déclaration de 1789 présente comme « naturels, inaliénables et sacrés » un ensemble de droits individuels et collectifs.

Nous, peuple de France, tenons à informer la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal des Nations Unies, de la violation flagrante, grave et réitérée, des « droits fondamentaux de l'homme » protégés dans notre pays par cette « déclaration des droits de l'homme et du citoyen », en vigueur et au plus haut de la hiérarchie des normes ; notamment depuis le 13 décembre 2007, date à laquelle un traité dit « Traité de Lisbonne » a été imposé à notre Nation malgré un refus clairement et démocratiquement exprimé par les Français le 29 mai 2005. Et qu'en conséquence, la majorité du peuple français se trouve depuis cette date dans un état d'oppression.

RAPPELANT AUSSI,

- Que l'article 2 de cette Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, considère la résistance à l'oppression comme un « droit naturel et imprescriptible de l'Homme ».

- Qu'un ancien Président de la République Française a créé une entité internationalement reconnue, le « Conseil National de Transition », pour donner un cadre légitime à cette « résistance à l'oppression ».

Cette Analyse est plus complète dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes Note de l'éditeur*

Au nom du peuple de France représenté par une majorité de 55% ayant voté « non » lors du référendum de mai 2005.

Po/Le collectif de citoyens du Conseil National de Transition France, le vingt-neuf septembre deux mille quinze.

_ « Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traitres, n'est pas victime ! Il est complice. »

Georges Orwell

_ « Chaque personne devenant collaborationniste… devient un « COLLABO », du Pouvoir Central, c'est-à-dire un ennemi du « PEUPLE ». La lâcheté est le seul ennemi de la paix ! »

_ « Ne serait-ce là, qu'une utopie peu convaincante ? »

UN MODÈLE ORGANISATIONNEL

Comment mieux s'organiser. Chaque citoyen à partir de 18 ans (à déterminer) désigne parmi ses connaissances 3 personnes (ou plus) aux qualités compatibles avec l'intérêt général. ***Il ne s'agit pas forcément de compétence.*** Les qualités recherchées seront par exemple : l'honnêteté, la bravoure, le désintéressement, la patience, l'ouverture au débat, la capacité d'analyse, etc. Nous en connaissons tous autour de nous. Contrairement à une élection, personne n'est candidat. Les Parlementaires, Ministres ou Juges, en exercices actuellement, ne peuvent être désignés. De cette liste, seront tirées au sort, les personnes devant former l'Assemblée Constituante. Il s'agira, ainsi, d'une Assemblée Constituante désintéressée et représentative du Peuple. Leur mission sera d'écrire la nouvelle Constitution.

A l'issue du processus d'écriture, le texte de la nouvelle Constitution sera soumis au Peuple par Référendum. Ceux qui auront écrit et voté la Constitution ne seront, par voie de conséquence, pas désignables pour assumer des charges publiques ultérieures. A l'issue de cette première étape, d'autres personnes seront désignées pour appliquer la Constitution. Nous aurons alors une liste de personnes, composée de femmes et d'hommes de toutes origines et de tous statuts sociaux. Chacune de leurs actions sera contrôlée et ils pourront être révoqués, selon un processus défini par la Constitution.

La République française est laïque. La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

1. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sur l'ensemble de son territoire. Elle respecte toutes les croyances.

2. La République laïque organise la séparation des religions et de l'État. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.

3. La laïcité garantit la liberté de conscience pour tous. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

4. La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général.

5. La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

6. La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcherait de faire leurs propres choix.

7. La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.

8. La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

9. La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

10. Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.

11. Les personnels ont un devoir de stricte neutralité : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

12. Les enseignements sont laïques. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, aucun sujet n'est à priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

13. Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

14. Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

15. Par leurs réflexions et leurs activités, les élèves contribuent à faire vivre la laïcité au sein de leur établissement.

_ « S'agirait-il, là aussi, d'une entreprise utopique de plus ? »

DES ORGANISATIONS DE PERSONNES

L'Association est une organisation de personnes ayant une même volonté d'action, pour un même objectif. L'Association est à l'organisation sociale ce que la Famille est à l'organisation humaine. Les deux organisations vont dans le même sens. La famille est une cellule humaine, l'Association est une cellule sociale. La famille est une union entre deux personnes pour fonder une famille, c'est la cellule familiale. L'Association est une union entre plusieurs personnes pour fonder une cellule sociale. La cellule familiale est reconnue, juridiquement, par l'acte de mariage. Tout comme la cellule sociale est reconnue, juridiquement, par ses statuts. Dans sa conception, une Association a pour mission de réunir des compétences diverses afin de développer son rôle d'organisation. ***Dans la pratique, les Associations sont souvent utilisées, comme tremplin, pour une promotion personnelle.*** Une discipline rigoureuse y est souvent établie, n'ayant plus de références, avec son rôle principal de modèle démocratique. Sa vulnérabilité économique la contraint, généralement, à faire appel à des subventions locales ou à des sponsorings.

Un Collectif, est aussi un ensemble de personnes qui se réunissent pour réfléchir et agir devant une situation face à laquelle ils sont conscients qu'agir individuellement ne serait pas efficace. Les personnes constituant ce collectif ont un but commun, mais pas forcément les mêmes méthodes puisqu'ils viennent d'horizons différents et c'est dans la confrontation des divers points de vue que l'action sera créée. La première étape de formalisation d'un collectif est de se mettre d'accord sur ce qui constitue l'identité du collectif, et d'en créer un texte de référence. La grande force et la grande souplesse des collectifs, c'est de n'être organisé par aucune structure et de n'avoir, contrairement aux associations, aucun statut à respecter. Le but commun est le point de rencontre de la réflexion et de l'action. Il n'y a pas de responsable élu ou désigné une fois pour toutes. Mais il y a des gens qui prennent des responsabilités, qui font des propositions soumises aux réflexions des autres personnes constituant le collectif, des décisions sont ensuite prises à la majorité des présents dans les réunions. ***Il n'y a pas de***

représentants de partis, de syndicats, d'associations ou de personnages socialement supérieurs… tout le monde se retrouve au même niveau social.

_ ***« Cependant, il convient d'observer que les cas avérés sont peux persistants ! »***

UNE SITUATION

Chaque organisation correspondrait à une situation déterminée. ***Les inquiétudes des dirigeants, stigmatisant la surpopulation de certains Continents, est-elle fondée ?*** Les études s'appuient sur la pauvreté pour justifier une surpopulation. Le « malthusianisme » s'appuyait sur le fait d'une progression de population, toujours supérieure à leurs ressources alimentaires. Ce déséquilibre engendrant les disparités et provoquant des famines, des épidémies et des guerres. Il était même estimé que ces situations sociales étaient des régulateurs automatiques d'ajustement entre le niveau de population et celui de la nourriture. En fait, en deux siècles la population humaine a progressé de six milliards, soit six fois plus. Or, malgré ce constat, le pourcentage de population souffrant de malnutrition est en constante régression. Ce pourcentage est passé de 20% à 9%, soit actuellement 665 millions de personnes sous-alimentées. ***La croissance démographique ne serait donc pas la principale raison d'une sous-alimentation de la frange de population paupérisée et en déficit alimentaire.*** La famine actuelle serait plutôt le résultat de volontés dans des inorganisations des dirigeants ou alors par leur simple volonté. Leurs systèmes de spéculations et leurs réseaux de distribution étant volontairement déficitaires. Il suffirait donc d'agir sur ces deux facteurs, que sont la « distribution » et la « spéculation » pour faire disparaître la malnutrition sur notre planète.

Si l'explosion démographique continue, une partie des populations manquera d'eau potable et c'est déjà le cas, notamment sur le Continent Africain. Il est estimé que 40% des Populations seront en pénurie d'eau au milieu de ce siècle. Notre planète ne manque pas d'eau, mais sa répartition est très inégalement partagée. Les infrastructures de collecte de l'eau sont soit inadaptées, soit inexistantes, soit mal utilisées. Ce sont souvent des eaux mal épurées. Pendant le même temps, l'agriculture consomme 60% de l'eau propre rendue disponible. Toutefois, aucun conflit causé par la pénurie d'eau n'a encore été constaté, sauf peut-être

en Palestine. Cette pénurie d'eau pouvant, le cas échéant, s'ajouter à des conflits armés, déclarés ou latents. Heureusement, des accords de coopération réciproques sont souvent utilisés pour résoudre les problèmes des approvisionnements. L'eau ou la malnutrition ne sont donc pas les raisons pouvant faire croire à la surpopulation de la Planète. Un troisième élément est toutefois à prendre en considération, c'est celui d'une hyper pollution de la Planète. La Terre nous fournit de l'eau, de la nourriture, des matières premières et des énergies fossiles, mais parviendra-t-elle à absorber et recycler nos déchets ?

_ « ***Nous devons tous nous responsabiliser, à devoir déterminer d'autres modèles, tenant compte de l'équilibre des capacités de notre Planète, au regard des exigences de l'Humanité ».***

Une enquête sur les énergies renouvelables aurait fait le lien avec le démantèlement du service public de l'énergie. Elle démontre comment l'industrie des éoliennes est devenue une véritable rente pour hommes d'affaires peu scrupuleux à la fois de l'environnement et des conditions de travail des salariés. Il poursuit sa réflexion sur la privatisation des barrages hydroélectriques, reconduite par l'ex-ministre Nicolas Hulot et sur la manière dont elle prive les citoyens d'une énergie peu chère et effectivement renouvelable, au profit de grandes entreprises comme Total, des fonds de pension ou des divers détenteurs de capitaux ravis de ce cadeau inespéré : la cession des barrages.

En matière d'écologie, la transition énergétique est l'un des grands sujets abordés à longueurs de COP. Nos sociétés seront-elles capables de basculer d'un régime d'énergies fossiles à un nouveau modèle basé sur les énergies renouvelables ? La question est discutée depuis des décennies, les rapports et les expérimentations concrètes se succèdent. L'Allemagne aurait le prix de l'électricité le plus élevé. Sa production est exclusivement assurée par le charbon et le lignite, avec une émission de 700 millions de tonnes de CO^2 annuel. Le système économique a simplement perverti l'organisation en se faisant délivrer des quotas « bidon », à l'aide de l'habituelle corruption. Les 14.000 usines de l'Union Européenne auraient toutes reçues des permis à polluer supérieurs à leurs réelles émissions de CO^2… Non seulement ces entreprises n'ont pas eu à acheter des droits à polluer, mais elles ont pu revendre leur surplus non utilisé. Ce sont les Pouvoirs Publics qui ont attribué les quotas. Il n'y a donc eu aucune diminution de CO^2 dans les Pays de la Communauté européenne, depuis l'instauration de la taxe « carbone ». Un cimentier français aurait donc reçu, pour ses 38 usines

disséminées en Europe, en 4 années, 485 Millions d'€uros, par la seule revente de ses quotas excédentaires. Le Directeur Général de la Commission Européenne pour le climat trouve cette situation normale puisque ces bénéfices réalisés par les entreprises européennes devraient leur permettre d'investir dans des moyens de production moins polluants. Tout en reconnaissant qu'aucun moyen de contrôle, sur l'utilisation de ces profits financiers, n'aurait été envisagé… Il se félicite même d'avoir pu ainsi conserver les entreprises en Europe, alors qu'elles auraient pu être tentées de partir investir ailleurs. ***C'est en effet l'argument développé par les « lobbyistes »***

Une production mondiale de matières plastiques serait créée continuellement, à raison de 10 tonnes chaque seconde. Or, les responsables de ces productions ne se considèrent pas responsables de ces déversements intempestifs. Ils en laissent la responsabilité aux utilisateurs. Les producteurs ne peuvent en rien être considérés comme responsables. Tel est le slogan des lobbyistes chargés de la promotion des matières plastiques. La matière plastique est constituée d'un grand nombre de composants, tous plus polluants et persistants, les uns que les autre et ils ne sont pas bio dégradables.

_ « Ce sont les « gens » qui sont responsables de la pollution, c'est à eux d'y mettre fin ».

L'activité économique permet une production des biens et des services. Une valeur monétaire repose sur le niveau de confiance établi par ses utilisateurs, par la coutume et surtout par les Pouvoirs publics qui déterminent son unité de compte et qui déterminent aussi son unité de paiement. Cela explique les divergences de valeur monétaires entre les Pays. Mais au fait, qui crée la monnaie ? C'est exclusivement les banques privées qui ont la faculté de créer la monnaie qu'ils prêtent. Les banques nationales sont chargées de réguler les émissions monétaires et leur volume ainsi que la création des billets et des pièces. La « masse » monétaire est constituée de l'ensemble des moyens de paiement mis à la disposition des différents acteurs économiques. Le prix établi sur les marchandises et les services sont le résultat d'un taux d'échange, lui-même établi par la valeur monétaire. Il est évidemment le résultat de la confrontation entre les possibilités de l'offre et celles de la demande. Les Pouvoirs publics sont aussi des mécanismes de régulation. ***Toutefois, que le régime soit en situation d'équilibre, de monopole ou d'oligopole, les prix sont d'abord fixés par les producteurs et les vendeurs qui souvent orientent également la demande.***

CHAPITRE 2

LA FRACTURE SOCIALE

La France a connu, dès la démission de De Gaulle en 1969, une oligarchie Dirigeante avec une prise en main des systèmes politiques, des organismes bancaires, des médias d'information, du système judiciaire, du système éducatif, du système de santé et du système économique par l'émergence et la prise de pouvoir des multinationales. Cette Oligarchie s'est renforcée dès 1981, devenant plus puissante encore que sous la 3ème République, avec des effets complètement désastreux sur l'organisation sociale des Français. Le modèle « matriciel » est complètement sous leur contrôle. Cette matrice implacable a installé un système, consistant à une intervention psychologique qui est une sorte de « lavage de cerveau » qui commence dès l'enfance par la scolarité, et se poursuit chez l'adulte, toujours par des interventions psychologiques appelé communément un « bourrage de cranes », entretenu par les moyens d'information, tous à leur disposition. Ce Pays qu'est la France, permet l'élection de « sociopathes » tel que l'un qui était narcissique et matérialiste, l'autre qui était mou, menteur et manipulateur et enfin un autre sociopathe complètement dénué d'empathie dont la devise serait _ « …rien à faire de ces sans dents qui continuent à voter… », et incapable de comprendre les difficultés de ses concitoyens installés dans la misère. Le système oligarque s'efforce d'isoler et de diviser la population française par l'utilisation des peurs de l'autre, mais aussi à l'aide de moyens technologiques comme l'utilisation des « smartphones ». Il a aussi installé une atteinte totale de la liberté d'expression par le contrôle des « médias » et des plateformes internet d'échanges. ***Le défaut du français consiste à ne « râler » que lorsqu'il est directement impacté, soit par l'augmentation des prix, soit par le chômage, soit par une baisse drastique de sa retraite, soit par la mise en faillite de son entreprise lorsqu'elle est indépendante de sa volonté.***

VERS UNE FRACTURE IDENTITAIRE

L'insécurité du lendemain suffit à adopter tout symbolisme justifiant un meilleur avenir. Les chauvinismes sont exploités afin de parvenir à de nouveaux idéaux. L'éducation des individus est très malléable. L'orgueil d'appartenance à une communauté est le principal fléau des « démocraties ». Cela devient particulièrement dangereux lorsque l'appartenance suit une doctrine édulcorée montrant les autres appartenances comme nuisibles. C'est de cette façon que naissent toutes les dictatures. C'est un enchainement de la misère vers un avenir plus prometteur par désignation d'une adversité de prétexte. Le terrorisme intellectuel est particulièrement dévastateur lorsqu'il est accompagné de mensonges et de calomnies. Se recroqueviller sur soi, qui est le premier réflexe des opprimés, s'ajoute à la paralysie par la peur, des populations. L'unité a toujours peur de la masse lorsque celle-ci devient intolérante. L'incompréhension sociale envers les peuples opprimés les guides vers toujours plus de revendications. L'insatisfaction permanente des revendications légitimes les pousse vers les conflits et la rébellion. Il s'ensuit un sentiment d'injustice insoutenable. ***Celui qui cherche continuellement à barrer la route à toutes les réformes sociales demandées par le Peuple, prend la lourde responsabilité d'une future explosion sociale, quel que soit le prétexte invoqué***.

La situation devient d'autant plus dramatique lorsque les oppressés se considèrent continuellement manipulés. Les moyens de coercitions économiques prétextés sont d'autant plus insoutenables quand elles sont invoquées par une classe politique. Elles permettent de justifier ensuite toutes les formes d'exactions. La cupide ignorance des revendications légitimes et la stupide résignation grégaire des opprimés ne peuvent qu'aboutir à une situation implosive d'une telle société. Les artisans communautaristes savent entretenir et exploiter ce type de situation. Les mécontentements ainsi exacerbés permettent la mise en place de doctrines alimentées par la haine et l'égoïsme. Tous les racismes et les antisémitismes sont toujours nés de ces situations ambigües où il devenait nécessaire de désigner un « responsable-coupable ». Les querelles religieuses comme les querelles politiques sont plus facilement utilisables. Surtout si l'une découle de l'autre. Le sectarisme religieux n'est pas compatible avec la conduite économique d'une société. Le cosmopolitisme est un précurseur, malgré lui, des non

considérations particulières engendrées. Les arriérés intellectuels, qui se font élire à la tête des gouvernements, dans les Pays dits démocratiques, n'ont pas non plus la sagesse de leurs responsabilités dans l'inconsistance de leur situation. Le manque de prise de décisions, pour sauver les privilèges de leurs mandats, les font adopter des attitudes incongrues et indignes de leurs statuts. Le courage civique n'est pas leur exemple favori. ***La défaveur populaire n'a plus qu'à leur imposer une migration vers des objectifs qui pourraient leur être plus défavorables.***

La démocratie, le pacifisme, la solidarité nationale ou internationale et l'autorité de l'État sont autant de slogans permettant l'établissement de dogmes doctrinaires. Les nécessités vitales d'une nation sont établies à partir de ces conceptions. C'est ainsi que s'établissent de nouvelles doctrines. La supériorité du « peuple élu » ou celle de la « race aryenne » ou encore celle du « califat » n'ont aucune justification sociale, mais ces idéaux utilisent les mêmes ingrédients pour imposer une suprématie au nom d'un idéal supérieur. Chacun utilise l'autre comme coupable de son désarroi. Il leur apparait plus facile d'utiliser le mensonge et l'impertinence, plutôt que la recherche du bien-être de leurs contemporains.

_ … « Pour rendre à notre peuple sa grandeur et sa puissance, il faut tout d'abord exalter la personnalité du chef et la rétablir dans tous ses droits. »…

_ … « Un État qui, à cette époque de contamination des races, veille jalousement à la conservation des meilleurs éléments de la sienne, doit devenir un jour le « maître » de la Terre. »…

_ … « Tout le système d'éducation et de culture doit viser à donner la conviction que ce peuple est supérieur aux autres peuples. »…

_ … « On ne doit pas apprendre l'histoire pour savoir ce que fut le passé. On doit l'apprendre pour qu'elle enseigne la conduite à tenir dans l'avenir afin d'assurer l'existence de son propre peuple. »…

_ … « Toute propagande doit être populaire et placer son niveau spirituel dans la limite des facultés d'assimilation du plus borné parmi ceux auxquels elle doit s'adresser. »…

Cela s'appellerait-il le pouvoir de la propagande ? Il convient de comprendre que la construction identitaire d'une personne est extrêmement aléatoire. Des circonstances suffisent à diriger des personnes vers une communauté plutôt que vers une autre. La

construction d'une idéologie profite de telles incertitudes et de l'utilisation des démagogies qui consistent à flatter les pulsions populaires. Toute propagande pour être efficace doit se limiter à l'exposé de quelques points forts et de les faire valoir par des formules stéréotypées continuellement évoquées. La désignation d'un « bouc émissaire » convient parfaitement à l'établissement d'une doctrine populiste. La supercherie de communautés économico-religieuses, qui consisterait d'abord à se cacher tout en agissant ensuite de façon sournoise, les désigne directement. Il est important de comprendre que le principe des économico-religieux est d'abord l'appartenance à leur communauté et souvent sans aucune appartenance à un Pays. Le bouc émissaire est alors vite identifiable. C'est d'ailleurs ainsi que des communautés religieuses se combattent entre elles.

Le modèle de la société laïque a tout simplement disparu. Ce sont maintenant les autochtones, originaires de ces Pays, qui deviennent des étrangers chez eux.

Les doctrines font elles appel à une conscience ?

UNE RÉALITÉ SOCIALE

Il y aurait 20 millions d'enfants pauvres dans l'Europe des riches. Les répercussions, pour ces défavorisés, sont très importantes, en ce qui concerne la santé, l'école, le voisinage, le logement, la culture, les loisirs… Ces enfants n'ont pas le droit à la même place que les autres, dans la Société Humaine. Leur avenir est très compromis et celui de l'Europe également, par voie de conséquence. En Espagne, un enfant sur quatre vit en-dessous du seuil de pauvreté. La Roumanie et la Bulgarie ont un taux d'enfants pauvres plus important encore. Les politiques d'austérités, décrétées dans les Etats Européens aggravent encore ces situations de précarité des enfants et bien sûr, de leurs parents. Les politiques, précédemment choisies, ont leurs responsabilités dans ces désastres familiaux. ***La solidarité européenne joue la priorité pour les banques, pas pour celle des familles, ni celle des enfants***. Les grands parents retraités, sont souvent sollicités pour leur permettre de pouvoir survivre. La plupart des Etats Européens n'ont pas mis en place aucune structure d'aides aux familles en détresse économique. La majorité des emplois proposés sont précaires. L'Allemagne, qui possèderait le plus grand taux de croissance et se

montre comme le leader de la relance économique, compte trois millions d'enfants pauvres. Là aussi, il s'agit d'une conséquence des décisions politiques qui ont été prises. Le marché du travail a été dérégulé au profit d'une libéralisation des Marchés Financiers. Dans le même temps, les emplois sont le plus souvent à temps partiels.

Ce concept choisi a généré des riches toujours plus riches et a paupérisé les pauvres devenant encore plus pauvres. Aucune issue d'amélioration de leur statut de pauvre n'est envisageable. Ce sont les oubliés du système libéral, les laissés pour compte. Les traumatismes dus à ces situations parfaitement invivables sont énormes. Pendant ce temps, les politiciens continuent à faire de très belles promesses électorales à la télévision. Le résultat en est connu d'avance… rien ne change et au contraire, tout s'aggrave, pour les pauvres ! Il convient de comprendre que le slogan préféré des politiciens pourrait être : _ « tous menteurs ? tous tricheurs ? tous voleurs ? tous corrompus ? »… en s'accompagnant effectivement d'une corruption tous azimuts.

Les enfants pauvres, par voie de conséquences, sont en constants échecs scolaires. De toute façon, les débouchés, en proposition d'emplois, sont nuls à leur sortie de scolarité, quel que puisse être leur niveau de performance et de compétence. Le mécanisme scolaire est lui-même un processus de ségrégation. Les écoles, dites « périphériques », sont, elles aussi en précarités économiques. La scolarité étatique serait-elle devenue une usine à cancres ? Les systèmes d'orientations scolaires vers des emplois de prestiges sont des leurres utilisés cyniquement. Les moyens financiers nécessaires à de telles orientations sont beaucoup trop insuffisants. Les places sont déjà réservées à l'avance. Le système professionnel ne leur octroi aucune perspective d'espoir ni d'avenir. La pauvreté est l'obstacle principal à tout effort de réussite. Le système scolaire élimine et disqualifie. ***Pendant ce temps, les enfants des Dirigeants sont cooptés, quels que soient leurs niveaux de performances et de compétences. Pour toutes ces raisons la Société Française pourrait se retrouver au bord d'une révolte !***

Ce constat a été analysé en 2016, dans : « ALERTE, le Triptyque Humaniste Existentiel » Note de l'éditeur

LES CAISSES SONT VIDES

La souveraineté nationale n'existe pas en France :

_ ***« …tout postulant qui ne serait pas insoumis aux gouvernants de l'ombre, qui voudrait revenir sur la Loi de 1973 appelée « Loi Giscard-Pompidou-Rothschild », et sur l'article 123 du Traité de Lisbonne, anciennement appelé Traité Européen (refusé par les Français)… et qui permettraient de retrouver la souveraineté monétaire afin de sortir des carcans de l'€uro et de l'Europe Unie… serait condamné à l'impuissance et à mettre la population française et la France exsangues… ce postulant ne pourrait devenir influent que sur l'augmentation des impôts, la disparition des services publics… il ne pourrait en aucun cas supprimer les privilèges des dirigeants de l'ombre… ».***

Tous les dirigeants politiques sont sous les ordres de la Haute Finance. Ils ne peuvent que trahir la France et les Français, c'est pour cela qu'ils ont été désignés et qu'ils ont ensuite été élus.

Les dirigeants félons ne cessent de répéter que la dette publique est provoquée par un manque de compétitivité des entreprises et une mauvaise gestion des dépenses publiques des États membres. Il devient donc urgent de multiplier les plans d'austérité et de continuer à privatiser les modèles économiques. Un ancien premier ministre, candidat à une élection présidentielle, aurait déclaré :

_ ***« ...la France est en faillite... Ce sont les « Bilderbergs » qui nous gouvernent... »***

Il suffit de rétablir la création monétaire par chaque banque centrale des États européens pour rétablir un équilibre économique. Ce sont les banques des groupes du Nouvel Ordre qui ont créé ce mécanisme afin de pouvoir contrôler aussi les États européens. La spoliation des États se fait évidemment avec la duplicité des moyens de l'information, qui sont tous entre les mains du Nouvel Ordre Economique, et de celle de ses dirigeants qui ont voté la Loi 123 du traité européen de Lisbonne, précisant qu'il est interdit à la banque Centrale Européenne ou aux banques nationales de pouvoir s'immiscer dans le processus économique des États membres. ***Ce sont des banquiers américains, sur***

une idée du Baron Alfred Rothschild, qui en 1913 ont réussi à imposer aux ÉTATS-UNIS de prêter l'argent à ses gouvernants au taux de 6%. Ils ont appelé cela : la Réserve Fédérale, pour que les citoyens ne puissent pas s'apercevoir de la supercherie. Avant 1913, les États-Unis n'avaient aucune dette, maintenant elle dépasse les 100% du PIB. Cette situation leur a permis dès 1913 de créer un impôt sur le revenu des travailleurs. Les impôts sur le revenu ne servent qu'à alimenter le pouvoir d'achat des banquiers et pas du tout à faire fonctionner les Services Publics. Ce sont ces mêmes banques qui ont ensuite provoqué et alimenté financièrement les conflits armés de 1914 et 1939 en Europe. ***Il est alors plus facile de comprendre la traitrise de tous les dirigeants des États européens. Ils se sont tous mis au service des riches, par cupidité et carriérisme.*** Comment est-il possible que les Peuples puissent encore continuer à désigner des représentants chargés de les trahir ainsi ? Ils ont tout simplement été formatés et programmés à tout accepter… L'arnaque européenne a consisté en 2015, à ce que les Citoyens français versent 23 milliards d'€uros à l'Europe qui lui en a restitué 14 sous forme de subventions. Où est donc l'erreur ? Simplement dans la formule suivante :

_ « …le Peuple français ne peut parler et agir que par ses représentants… les Citoyens qui nomment des représentants, doivent renoncer à faire eux-mêmes la Loi… ils n'ont pas de volonté particulière à imposer… s'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus un État représentatif… ce serait un État démocratique… ».

Pourquoi y aurait-il au moins 5% d'inflation annuelle, (taux non officiel, évidemment) **en France :** La bonne marge est celle qui permet de bien vendre un produit ou un service afin d'assurer la pérennité de l'activité commerciale. À cela s'ajoutent les impôts et les taxes et notamment la **T**axe à la **V**aleur **A**joutée. La TVA représente la source de revenus la plus importante pour un État. Il suffit qu'un élément entrant dans la composition du prix augmente, pour que le prix de vente augmente en conséquence. Dans les faits, le prix de vente n'augmente pas en proportion des augmentations répercutées. ***En effet, les marges sont établies à partir des coefficients d'augmentation appliqués.*** Autrement dit, un produit d'une valeur précédente d'achat à 100 €uros et qui subit un coût supplémentaire de 10 €uros, devrait être vendu 110 €uros… Eh bien cela n'est pas le cas, parce que si, par exemple, le coefficient d'augmentation établi à partir des coûts d'achat est de 20%, le prix de vente sera de (100 + 10) x 20%, soit 132 €uros, encore augmenté par le montant du taux de la TVA, à chaque fois répercuté. Les commerçants peuvent récupérer la TVA, répercutée sur les

marchandises ou les services, qu'ils ont payés (qui viennent en déduction des montants qu'ils ont à verser au Trésor Public). Il n'y a que le consommateur, qui lui, paie la totalité de toutes les TVA (répercutées au cours des divers processus). Pourquoi ces mêmes prix augmentent-ils de façon inflationniste en période de crise économique ? Tout simplement parce que les taux appliqués, à chaque échelon, s'ajoutent en cascade sur le prix de vente, en évoluant sans cesse. Exemple : les livres vendus sur Amazon, sans droits d'auteur ni d'éditeur, pourraient être vendu à 400% de leur prix d'achat, par les libraires… toutefois interdits d'achat par la mafia de la presse… Une inflation peut devenir galopante et incontrôlable. ***Le passage d'une valeur monétaire à une autre favorise aussi un type extravagant d'inflation… bel exemple avec l'€uro...***

UN PACTE

Qu'est-ce que le « Pacte de Marrakech ?

_ ***« Non contraignant pour les États, le pacte de Marrakech a pour but de renforcer la coopération entre les pays. Loin des intox qui fleurissent sur Internet. Sur les réseaux sociaux, les théories les plus délirantes fleurissent sur ce que contient le pacte de Marrakech, dénonçant la vente de la France à l'ONU et des vagues migratoires chiffrées de manière fantaisiste (de 900 000 par an en France jusqu'en 2025 à 495 millions en Europe d'ici 25 ans – pour mémoire, depuis 2014, ce sont 1,8 million de migrants qui sont parvenus en Europe). Ces fausses informations grossières, que leurs auteurs ne prennent même pas la peine de rendre crédibles, ont été vues et partagées plusieurs millions de fois sur les réseaux sociaux. Pire, les décryptages tentés par certains médias comme « Le Monde » ou « Libération » ne font que renforcer l'atmosphère ambiante de complot. Pourtant, le projet de document final de l'ONU est disponible en toute transparence sur la Toile depuis le 30 juillet 2018 et se contente de jeter les bases d'une meilleure coopération entre les pays. »***

_ *« Sur Internet, on trouve tout ce que l'on veut, sauf ce que l'on*

cherche… » Note de l'Editeur…

D'où vient ce pacte ?

Ce pacte découle de la déclaration de New York, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 19 septembre 2016. En adoptant cette déclaration, les États ont notamment ***« exprimé leur profonde solidarité avec toutes les personnes qui ont été contraintes de fuir », « promis un soutien important aux pays touchés par des déplacements massifs de réfugiés et de migrants ».***

Mais, surtout, les États sont convenus d'adopter un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. À l'époque, tous étaient d'accord, sauf les États-Unis, qui s'étaient retirés précocement. Puis les défections pour cause politique se sont multipliées alors que le pacte fut décrit par Louise Arbour, représentante spéciale de l'ONU pour les migrations, comme un « cadre de travail » et non « un traité ». Les USA, l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Bulgarie, la Slovaquie, la République tchèque, l'Autriche, la Pologne, la Suisse, Israël, l'Australie, et bien d'autres pays ne se rendront pas au Maroc, pour la signature de ce Traité exorbitant.

_ « … Le Président de la République Française, qui devait faire le déplacement, aurait finalement dépêché le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui représentera la France. Il entérinera ce pacte, qui donnera lieu plus tard à une résolution à l'ONU. Ce pacte ne devra pas forcément donner lieu à une consultation de l'Assemblée nationale, bien que cela soit possible… »

Que contient ce pacte ?

Les termes « coopérer » et « coopération » reviennent à 81 reprises dans ce pacte de 40 pages. Le texte ne contient aucun chiffre, sinon quelques dates. Exit, donc, les quotas d'accueil des migrants ou les revenus qui leur seraient remis en liquide, comme cela a pu être relayé sur les réseaux sociaux.

Viennent ensuite 23 objectifs. La coopération est encore une fois au cœur de ceux-ci : échange de données et d'informations entre les pays, « renforcer l'action transnationale face au trafic de migrants », « gérer

les frontières de manière intégrée, sûre et coordonnée » ou « sauver des vies et mettre en place une action internationale coordonnée pour retrouver les migrants disparus ». ***Plus concrètement, le pacte encourage les États à créer des centres de recherche ou des observatoires des migrations, à collecter des données factuelles pour mieux comprendre et prendre en charge ces migrations.*** Il est également question d'« élaborer des procédures de sauvetage des migrants », de permettre à ces migrants de communiquer avec leurs proches pour les rassurer, mais aussi d'assurer un traitement décent, de migrants décédés, pour et selon les volontés des familles.

Le pacte entend également limiter le nombre de migrations à l'avenir en s'attaquant aux ***« facteurs négatifs et problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine »*** et en coopérant pour ***« faciliter le retour et la réadmission des migrants en toute sécurité et dignité, ainsi que leur réintégration durable ».*** Des objectifs qui mettent à mal les ***« invasions de migrants organisées par l'ONU »*** dénoncées sur les réseaux sociaux, qui par ailleurs précisent que 15 millions de magrébins seraient déjà entrés en France. Pour remplir ces objectifs, le pacte renvoie au programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en 2015, et ayant pour but d'améliorer les conditions de vie, aussi bien politique qu'économique, dans les pays sujets aux exodes d'ampleur.

Autres objectifs notables : ceux qui visent à améliorer les conditions de vie des migrants dans les pays d'accueil. Parmi ceux-ci, les États doivent « assurer l'accès des migrants aux services de base », « donner aux migrants et aux sociétés des moyens en faveur de la pleine intégration et de la cohésion sociale » ou encore « mettre en place des mécanismes de portabilité des droits de sécurité sociale et des avantages acquis ». Ainsi, la France s'engage, via le pacte, à permettre l'emploi des migrants pour favoriser leur intégration, tout en s'assurant que leurs conditions de travail soient les mêmes que n'importe quel autre salarié. Les États doivent également « aider les travailleurs migrants à accéder à la protection sociale ».

Qu'implique-t-il ?

Ce pacte ne sera pas contraignant pour les pays qui l'entérinent. Et cela

est écrit noir sur blanc dès le préambule :

_ « Le présent pacte mondial établit un cadre de coopération juridiquement non contraignant, qui repose sur les engagements convenus par les États membres dans la déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. »

Ce pacte de Marrakech prévoit également la création d'un forum d'examen des migrations internationales, qui se tiendra tous les quatre ans, afin de constater « les progrès réalisés ». Ainsi, le pacte n'impose pas d'objectifs concrets et chiffrés et son impact ne dépendra que de l'interprétation et des mesures que les États prendront par la suite.

François Asselineau se pose des questions :

- ***Est-ce vrai ?***
- ***Est-ce que c'est utile ?***
- ***Est-ce que c'est bien ou bon ?***

Ce Pacte porterait sur l'immigration internationale, qui serait sûre, ordonnée et régulière ! ***Ce Pacte ne serait pas obligatoire ?*** S'il n'est pas obligatoire à quoi sert-il ? Il s'agirait d'un ***« Traité »*** qui lierait les Etats qui le signent et qui le ratifient, ce qui pose un certain nombre de principes généraux, qui serviront ensuite de références. Il n'est donc pas possible de le considérer comme facultatif…

Il sous-entend, qu'au cours du 21ème siècle, il y aurait nécessairement des migrations de Populations qui devront être ordonnées et régulées. Il préciserait aussi, qu'à l'heure de la Mondialisation, les migrations seraient des « facteurs » de prospérités (pour qui ?), d'innovations et de développements durables… le Texte de 40 pages s'inscrirait donc dans un contexte géopolitique et économique particulier…

Lorsqu'il y a eu un million de migrants en Allemagne, ils sont devenus des facteurs de prospérité, oui, mais pour qui ? Pour les actionnaires des grandes Entreprises allemandes, en utilisant une main d'œuvre à très bas coûts, et pas pour la grande majorité des Allemands, qui eux voient leurs salaires plonger et leurs emplois se raréfier… La lecture en intégralité du texte, ferait plus apparaître un contexte idéologique qui serait celui de la mondialisation, de l'effacement des frontières, où la main d'œuvre peut être transférée et exploitée à loisirs…

Là encore il a été oublié que la République Française a été élaborée à partir du principe de gouvernance du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple… il convenait donc de demander son avis au Peuple Français, avant une telle signature, envers et contre tous les autres Pays…

De grands sujets, comme l'énergie, la dette publique ou l'immigration, etc,… devraient faire l'objet d'un grand débat national, pendant plusieurs mois, où tout le monde pourrait s'exprimer, pour pouvoir ensuite demander au Peuple souverain ce qu'il désirera entériner… et c'est l'Article 2 de la Constitution de la 5ème République qui le précise. Ces conditions n'étaient pas réunies pour que la France se permette de signer ce Traité, qui engage la Nation entière, sans l'avis du Peuple Français !

Mais, comme pour le Traité Européen, dont les Français avaient d'abord refusé l'application, et qui leur a ensuite été imposé par le Traité de Lisbonne, en tous points, identique au précédent, et sans demander son avis au Peuple Français… le Traité de Marrakech, a lui aussi été signé en catimini, au « nez et à la barbe » du Peuple Français ! Avec cette signature, c'est une nouvelle violation de la Constitution de la 5ème République, par la signature d'un tel Traité !

Faisant suite au pacte de Marrakech les prisons vont se multiplier et une accentuation du mépris concernant les migrants. Pourquoi aller chercher la racaille mondiale pour remplir nos prisons ?

_ *« Extraits condensés d'une de ces nombreuses allocutions » Note de l'éditeur*

UNE ÉCOLOGIE ?

La balade du carburant

Des citoyens, très connus ou simplement anonymes, préoccupés par l'orientation de certains évènements, font soudainement preuve d'une sorte d'insurrection individuelle.

_ « Des dispositions législatives permettent à ces personnes appelées des « ***lanceurs d'alerte*** » d'être protégées. Ces personnes n'entrent pas dans le cadre de la délinquance, mais au contraire dans celui des gens respectueux du cadre réglementaire devant être respecté. Les persécutions, y compris judiciaires de ces personnes n'est donc pas réglementaire. »

Petit rappel de raffinage…

Voilà ce que j'ai lu sur un blog :

_ « Il est grand temps d'apporter quelques petites précisions. Je lis votre rubrique depuis plusieurs années maintenant, et j'apprécie toujours autant votre vision des choses que je partage globalement. Cependant, écrire qu'il faudrait laisser le temps aux gens de migrer des voitures à moteur diésel aux voitures à moteur essence démontre que vous n'avez, comme la plupart de nos concitoyens d'ailleurs, aucune idée de comment sont obtenus les différents produits pétroliers. Un écologiste forcené (un yaka comme on en connait tous) me disait récemment que la solution était simple » :

_ « YAKAPLU, fabriquer du gazole. »

Lui aussi croyait qu'on « fabriquait » du gazole à la demande. Je m'en vais donc éclairer votre lanterne et vous expliquer comment on obtient les différents produits issus de la distillation du pétrole. He oui, une raffinerie n'est ni plus ni moins qu'une distillerie et on distille le pétrole comme la lavande pour la parfumerie ou le raisin pour la gnôle. Pour faire simple et en schématisant beaucoup (car en vérité c'est un tout petit peu plus complexe):

1) On verse du pétrole brut dans une immense cuve et on allume le feu dessous, très doucement au début : 20°c.

2) La cuve commence alors à « dégazer », et on récupère les gaz : propane, butane, GPL.

3) On augmente le feu vers 150 à 200°c, sortent les vapeurs qui, une fois condensées, donnent les essences de pétroles. D'abord les naphtes, pour la pétrochimie, puis l'essence pour nos voitures.

4) On augmente encore la température jusque vers 300°c. Montent alors les huiles : le kérosène pour les avions, le fameux gazole pour

nos moteurs diésel, et le fioul domestique, et ainsi de suite. Il ne reste à la fin plus que les résidus : Les bitumes avec lesquels nous faisons nos routes. Rien ne se perd dans le pétrole.

CONCLUSION : On ne fabrique pas du gazole à la demande. Qu'on le veuille ou pas, qu'on le consomme ou pas, il sort des cuves au cours du processus. Et ce gazole représente 21% de la masse du pétrole brut, ce qui est loin d'être négligeable. (45% pour l'essence).

La question est : Qu'est-ce qu'on en fait si on ne le consomme plus ? Vers la fin des années soixante, seuls les camions, les bateaux pas trop gros et quelques rares voitures étaient équipés de moteurs diésel. On ne consommait pas tout le gazole issu des raffineries. Le surplus était rejeté à la mer. Les compagnies pétrolières, devant ce manque à gagner, se sont alors tournées vers les constructeurs automobiles pour leur demander de développer les moteurs diésel, et c'est ce qu'on fait les constructeurs.

Avec de nouveaux alliages acceptant des hautes températures de fonctionnement, des taux de compression plus élevés et l'intégration de système de suralimentation (les turbos) ils ont obtenus des moteurs diésel aussi performant que les moteurs à essence, plus fiables, avec une meilleure longévité et qui consommaient moins. Le succès des moteurs diésel, aidé par une fiscalité moins âpre sur le gasoil, a donc été fulgurant.

Je me souviens qu'à l'époque, des panneaux publicitaires de 4m sur 3, faisaient l'apologie du moteur diésel, et la presse vantait dans tous ses articles « l'écologie » du moteur diésel, affirmant qu'il polluait moins que le moteur à essence.

Le problème aujourd'hui, c'est qu'on a inversé la tendance, et qu'il existe, surtout en France, un gros déséquilibre de la demande entre l'essence et le gazole. Il faut donc impérativement pour les pétroliers de pouvoir revenir à l'équilibre, et contrairement à ce que croient les gens, il n'est pas question d'éradiquer les moteurs diésel, au risque de retourner aux années soixante. Comment résoudre ce dilemme ?

Sachant qu'entre deux moteurs, les gens choisiront toujours le plus performant, il faut donc faire une campagne de dénigrements du moteur préféré des usagers. On mobilise donc les politiques et la presse, on prend une poignée de fous furieux intégristes écologistes à qui « on bourre le crâne », et c'est parti pour façonner l'opinion publique, et fabriquer le consentement.

Et vous verrez que quand on sera revenu à l'équilibre (2 véhicules essence pour 1 véhicule diésel) comme par magie, on retrouvera des vertus au gazole. D'autant plus que le gros problème du diésel c'est son rejet des particules, or, il a été résolu par l'adjonction des filtres à particules qui piègent 99% des émissions.

Alors c'est décidé j'achète un diesel ».

Auteur anonyme, note de l'éditeur

EN BREF,

Les réalités économiques se résoudraient à des « rackets » sur les énergies… à l'aide d'une corruption effrénée… et tout particulièrement en ce qui concerne l'éolien ! C'est ce qui expliciterait la Contribution au Service Public d'Electricité (CSPE), qui représenterait près de 20% de la Facture électrique… de chaque citoyen. Elle permet de rembourser à EDF, mais aussi aux autres fournisseurs d'électricité, l'obligation législative, qui leur a été imposée, d'acheter les énergies « renouvelables », quels que puissent être leurs besoins d'exploitation par ailleurs, et au double du prix d'achat des autres ressources exploitée. Il s'agit d'un décret entériné et renouvelé par tous les Ministres de l'écologie… depuis cet avènement, pour le seul profit des « Fonds de Pensions américains… » ?… dont, ces mêmes responsables politiques se montrent scandalisés et courroucés… de ces profits… malhonnêtes de leur point de vue ?…

La Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE) est directement prélevée sur la facture d'électricité des Français. Mise en place au début des années 2000, elle vise à financer les charges de service public de l'électricité imposées par la loi aux opérateurs du secteur. Elle est prélevée sur l'ensemble des consommateurs d'électricité et est proportionnelle au nombre de kWh consommés. Depuis sa création, la CSPE a augmenté de ... 650% ! Elle représente désormais, environ 20% de la facture moyenne d'électricité selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Alors, à quoi sert cette contribution ? En quoi est-elle si nécessaire ? Et pourquoi augmente-t-elle constamment ? Même si la CSPE garde son nom, elle a en fait été absorbée le 1er janvier 2016 par la Taxe Intérieure sur la consommation

Finale d'Electricité (TICFE). La CSPE telle qu'elle avait été mise en place avait été contestée par certains contribuables.

Contrairement à la tendance affichée, il est probable que la CSPE connaisse pour la première fois une diminution au 1er Janvier 2019… Afin de répondre à la mobilisation des "Gilets Jaunes", le Gouvernement suggère en effet de réduire les taxes sur l'énergie, afin de compenser la probable hausse du coût de l'électricité de l'hiver prochain… Le débat avait déjà été ouvert auparavant au Sénat, avec un sénateur proposant notamment la suppression de la revalorisation automatique de la CSPE. La décision de revoir le taux de la CSPE provient du fait qu'il n'est pratiquement plus possible d'ignorer les recommandations de la CRE sur les évolutions des tarifs de l'énergie. En effet, l'ancienne Ministre de l'Environnement Ségolène Royal en avait fait les frais en 2017 lorsque sa décision de geler les tarifs réglementés contre l'avis de la CRE a été retoquée par le Conseil d'État. Cet avis juridique a donc déclenché une procédure de "rattrapage" avec des factures de régularisation pour tous les consommateurs.

Dans le même temps, il convient de savoir qu'Electricité de France (EDF) n'achète pas les surplus, issus de mises en place des panneaux photovoltaïques ayant été réalisée en auto-installation. Les installations de panneaux photovoltaïques, chez les particuliers, sont tributaires des dispositions réglementaires : JORF n°0109 du 10 mai 2017 texte n° 22, **Arrêté du 9 mai 2017 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment utilisant l'énergie solaire photovoltaïque.**

La puissance autorisée en autoconsommation avec vente de surplus est fixée à 6 kWc. Toutes les installations photovoltaïques, réalisées en auto installation ou par un professionnel, sont soumises à l'intervention d'ENEDIS pour le branchement sur son réseau et par l'agrément d'un CONSUEL. Alors pourquoi une telle discrimination sociale à l'encontre des auto-installateurs, non autorisés à revendre chez EdF ?... Cependant, après la mise en conformité de l'installation réglementée, il est possible de procéder à une autre implantation de panneaux solaires, reliée à un réseau de batteries, permettant ainsi une restitution d'électricité programmée en nocturne.

Toutefois, les arnaques sur le photovoltaïque continuent… Il y a seulement 3 ans, les tarifs des installateurs de panneaux photovoltaïques proposaient une installation de 10 panneaux… avec des tarifs qui oscillaient entre 21 000 et 27 000 €uros, selon la provenance affichée sur leurs panneaux… et avec leur insertion obligatoire dans la toiture !

Depuis, les tarifs ont été très nettement corrigés à la baisse, avec des propositions allant de 12 000 à 15 000 €uros, toujours pour 10 panneaux… Mais attention aux installateurs qui disparaissent toujours aussi rapidement, et que deviennent alors leurs garanties décennales… Des installateurs qui, majoritairement, sous-traitent leurs installations auprès d'artisans, dont la probité n'est pas toujours exemplaire, en particulier dans les métiers du bâtiment… Des auto-installations, organisées par des personnes très aguerries au bricolage, peuvent désormais être réalisées… jusqu'à 22 panneaux de 250Wc (Watt Crète). La sortie électrique des panneaux est en courant « alternatif » de 230 Volts, grâce à l'installation en sortie de chaque panneau, d'un convertisseur appelé micro onduleur. Cette disposition assure une totale sécurité, aucun courant ne circulant tant que l'installation n'est pas programmée par le coffret spécifique de contrôle du courant autoconsommé. Avec le respect des 6 kWc (Kilo Watt Crète) et une installation en surépaisseur de toiture, le coût global avec toute la connectique nécessaire est de 7 300 €uros en 2019, avec un pack spécial pour les démarches administratives… en autoconsommation de surcroit, avec un stockage virtuel, des éventuels surplus, comptabilisés par l'organisme de vente du courant fourni. Ne pas utiliser la revente de ces surplus, qui n'est qu'une arnaque supplémentaire, rachetant les surplus entre 0,03 et 0,04 €uro le kWh (Kilo Watt Heure), pour un contrat de 20 ans… en vous le revendant au prix du marché établi par EDF, pouvant augmenter plusieurs fois par an... Les mafias du photovoltaïque ont changé de camp, mais elles continuent à exister et à sévir…

Toutefois, il y a pire avec les installations éoliennes de petite capacité. Leurs prix de vente oscillent entre 1 300 €uros pour une éolienne à axe vertical de 400 Watt et 4500 €uros pour une éolienne de 500 Watt, non posées, … Leur avantage réside dans le fait qu'aucune demande administrative ne serait nécessaire… pour des installations de faible hauteur. La sortie du Convertisseur-Onduleur, transforme l'électricité produite en courant 12 Volts continu d'un alternateur à aimant permanent, en 230 volts de courant alternatif pouvant être directement branchée sur une prise de la maison.

La plupart des grands systèmes de la production d'énergie, sont petit à petit « concédés » à des Entreprises d'exploitation privées, après que leurs équipements aient été considérablement améliorés…sur le dos des citoyens. Il convient aussi de ne pas oublier que la « précarité » énergétique touche 13 millions de pauvres, en France, qui n'ont plus accès à cette énergie, actuellement vitale. Malgré une impérative nécessité d'équilibrage permanente du « Réseau », afin d'éviter le

« Black Out », que serait une rupture totale d'alimentation… et qui aurait pour conséquence la mise en danger des habitants soudainement privés de tous les autres réseaux, tous tributaires de l'énergie électrique.

Or, il s'avère que la France serait devenue le seul Pays ayant ouvert, tout récemment, la production hydraulique à la concurrence privée, avec tout le chantage qui s'y accompagnerait sur ce moyen de production d'énergie électrique des barrages, qui est aussi le seul régulateur des « flux » d'approvisionnement… et tout particulièrement en ce qui concerne le refroidissement des Centrales Nucléaires… ***Cherchez l'erreur…***

La règle du jeu des Etats de la zone €uro

Il est l'obligation pour chaque Etat-Membre, de devoir emprunter leur argent auprès des autres Etats-Membres, pour « sauver » leurs banques. Qui reçoit l'argent, a qui est-il attribué ? Leurs Peuples, mal informés, croient que les Pays riches de la zone €uro (Allemagne, etc.), se chargent de sauver les pauvres Peuples des Pays du Sud (Espagne, Grèce, Irlande, Portugal)… c'est complètement faux, ce sont seulement leurs banques qui sont sauvées… que font ces banques de toute cette masse monétaire qu'elles reçoivent ? Où va tout cet important volume monétaire ? En face de cette manne monétaire « incongrue », reçue par les Pays du Sud, ceux-ci en ont usés et abusés. Les emprunteurs Espagnols ont ainsi contracté, de 2005 à 2008, 320 milliards d'€uros de dettes auprès des banques Allemandes et Françaises. Les investisseurs Espagnols et Portugais les ont placés dans l'immobilier… D'énormes villes fantômes sont restées désertées de tout habitant et les emprunteurs n'ont pas pu rembourser leurs emprunts. Les banques Espagnoles et Irlandaises se sont alors retrouvées en faillite… Ils appelleraient cela des « actifs pourris »… ***Or, aucune activité économique sereine ne pourra reprendre dans ces Pays du Sud, que lorsque leurs Dettes seront annulées…***

La valeur de l'€uro ayant été mise en défaut par ces politiques inconvenantes, ce sont les Etats qui ont pris en charge les défauts de paiements de leurs Banques… Mais l'effort est en fait supporté par plus d'impôts et tout particulièrement en Allemagne... alors que les

« Investisseurs privés »… seraient Allemands ! Le plus grand essor immobilier s'est réalisé en Irlande et les 6 grandes banques Irlandaises sont en faillite. A elle seule, l'Anglo Irish Bank a laissé 30 milliard d'€uros de dettes. L'Etat Irlandais a dépensé 70 milliards d'€uros pour sauver ses banques en faillite… où est passé tout cette manne monétaire Irlandaise ? Tout cet argent, en fait, a servi à rembourser les créanciers… Allemands, détenant des obligations, les « porteurs de titres ». Qui sont ces « spéculateurs » ? Les transferts sont faits par l'intermédiaires de « chambres de compensations », très discrètes et garantissant un total anonymat de ces fameux créanciers… Le scandale concerne justement ce fait, que l'argent public Irlandais est allé dans les poches des investisseurs « étrangers »… inconnus. ***Telle est la « CRISE » actuelle de la Zone €uro… où les Peuples sont laissés dans une totale ignorance, d'autant plus, que ce sont eux qui paient les « pots cassés » !***

Quel a été l'impact, de ce Plan de sauvetage, sur les Irlandais ? Ils ont subi une baisse de 25% de leur pouvoir d'achat en 5 ans… avec les conséquences catastrophiques que l'ont peut imaginer sur les plus fragiles économiquement, d'entre eux... C'est la Banque Centrale Européenne qui a contraint l'Etat Irlandais à instaurer cette politique drastique, de remboursement des créanciers, avec le chantage d'une contrainte de « Banqueroute » des banques irlandaise et puis de l'Etat Irlandais, en cas de refus d'obtempérer. La souveraineté des Etats-Membres n'existerait donc plus, à considérer qu'elle est pu un jour exister. Le Peuple Irlandais a donc été contraint de s'endetter, pour 70 milliards d'€uros, à devoir rembourser les investisseurs étrangers. Et le mensonge consiste à affirmer aux Allemands qu'ils ont, eux, été contraints de sauver l'Etat Irlandais… alors qu'en fait l'argent de l'Allemagne n'aurait fait qu'un transit provisoire vers l'Irlande. Chaque Irlandais, homme, femme ou enfant verse depuis, 300 €uros mensuels pour rembourser la dette publique… Les enfants Irlandais sont désormais condamnés à payer toute leur vie ce fardeau ! Le Peuple Irlandais est, de fait, contraint à une insolvabilité prochaine… L'Espagne a elle aussi engagé 20 milliards d'€uros de capitaux injectés pour sauver ses banques, plus un prêt de 80 à 90 milliards… d'€uros, accordés par le « Fond Européen de Stabilité Financière». La seule

« Bankia Espania » aurait reçue 30 milliards d'argent public, elle possèderait aussi 27 milliards d'€uros de « Dette sans garanties », dont l'origine reste scrupuleusement inconnue et délictueuse. ***Cela sera laissé au Peuple Espagnol, de devoir rembourser les créances, de leurs dirigeants politiques et économiques complètement corrompus !***

La plus grande tragédie humaine est de devoir endurer autant de souffrances, pendant que tous les hauts responsables savent que seul un compromis est désormais devenu inévitable… c'est celui d'un effacement total de la « DETTE »… de tous les Pays-Membres de la Zone €uro ! Le système monétaire le permet, sans qu'il n'y ait un seul risque de rupture vers un processus inflationniste. Mais, attention… c'est confidentiel… Où est allé le « pognon » ?… vous n'en saurez rien, en tous cas, pas dans la poche des pauvres… car cela se saurait… ***Mais n'oubliez pas que la « MANOEUVRE » consiste aussi à opposer les Peuples, les uns contre les autres !...***

Vers un effondrement du Système « Technico-capitaliste ». Il s'agit du Monde dans lequel nous sommes tous. Mais, qu'est-ce que le Capitalisme ? C'est d'abord, la Production qui nous entoure… Notre environnement est totalement artificiel, c'est le résultat des productions. C'est ensuite, une distribution des richesses permettant d'absorber les productions, toujours plus importantes, pour une consommation de masse. C'est aussi une prise en main du modèle, par les actionnaires des Entreprises et de la mise en concurrence des travailleurs. Les délocalisations, les dérégulations et les automatisations permettent aux actionnaires de se libérer des contraintes occasionnées par des salariés. C'est également le rôle du « Marché », qui détermine que tout n'est que marchandises et que tout doit devenir marchandises. Dans cette logique de capitalisme, la Société Humaine, doit servir le « Capitalisme », qui est d'abord un fait sociétal. Le « CAPITAL » est complètement différent de tout autre modèle d'organisation de la Société Humaine, où il ne s'agit pas d'échanger des Biens et des Services, par l'intermédiaire de l'argent, mais de produire plus d'argent grâce aux marchandises. Le Capitalisme est donc plus de profit, par plus de productions, pour plus de profits encore. Il ne s'agit donc plus, dans ce processus de produire « utile » mais de produire « monnaies ». La meilleure façon d'obtenir le

meilleur résultat consiste d'abord à exploiter le « TRAVAIL » par le salariat. Le salariat représente une quantité de travail disponible pour une production supplémentaire d'argent. Le Capital devient alors l'argent qu'il se produit lui-même. C'est une automatisation du processus de production pour le seul résultat de sa croissance. Il s'agit alors de la « croissance » qui devient un mouvement quantitatif infini, au détriment d'un qualitatif. C'est le capitalisme qui devient l'exploiteur de la masse humaine, qui lui est indispensable et disponible. Pour perdurer, il a l'impérative nécessité de façonner les Peuples à ses nécessités de surproductions. ***Tous les comportements individuels et de masses doivent être organisés par le capitalisme.***

Il s'agit surtout de faire croire aux bienfaits du système auprès des masses populaires. Quelles sont alors les techniques ? Elles sont d'abord un trajet vers le totalitarisme, qui conduit inexorablement vers l'expropriation, puis vers la déportation et vers la concentration, et enfin vers l'extermination. Pour pouvoir obtenir ce résultat technique il faut d'abord créer de nouveaux concepts. Il y a une matière première, c'est le Peuple, auquel il faut inculquer une idéologie. La production de ce Peuple, passe par une nécessité d'extermination d'une partie de celui-ci, par la réalisation d'un projet politique. Cela s'appelle un « Génocide », tel que le nazisme ou le stalinisme. Le totalitarisme commence dans l'écart entre ce qui est fait et ce qui est pensé, par une déresponsabilisation des acteurs. Il continue ensuite par la contrainte à une adaptation, celle des machines et de la « marchandisation » des Peuples. Une fois définies ces structures totalitaires, tout devient machines de production. Les animaux, par exemples, ne représentent plus qu'un tas de viande, devenu production. Tout ne devient, pour le système, que de la matière première, et rien ne peut échapper à ce concept technique de production, l'humain y compris. La domination technique sur la biodiversité n'est que de la production délivrée par le Marché. Le « Techno-Capitalisme est devenu un système autonome et automatique, de fonctionnement intrinsèque. Il est un Etat Technico-Totalitaire où les Humains seraient devenus les rouages. Des humains profitent évidemment de ce système, mais ils sont périodiquement remplacés, y compris les oligarques. Les conséquences du système sont des catastrophes qui s'enchaînent, sans qu'elles puissent servir

d'avertissements. Plus il y aura de détériorations, par la soumission des populations, plus elles chercheront à s'adapter au système. Il s'agit alors de pouvoir survivre en un milieu devenu extrême en s'adaptant en permanence à un système en croissance constante. Les désastres causés par les techno-capitalismes, engendrent un techno-capitalisme des désastres. C'est une course effrénée vers l'abime. ***Les conséquences de cet univers hostile en seront un effondrement du système dont les effets seront irréversibles.***

L'être humain aurait été chasseur-cueilleur

Pendant 3 millions d'années, puis il serait advenu le néolithique, il y a 5.000 ans, qui aurait accompagné sa sédentarisation, puis une domestication végétale et animale. Des Civilisations s'établissent et quelques-unes s'effondrent. Depuis, ce qui a été appelé la révolution industrielle, cela ne serait plus une Civilisation qui pourrait s'effondrer, mais tout le système dans sa globalité. Si, nous utilisons la Chine, comme exemple, nous pouvons observer que la croissance du Produit National Brut de la Chine qui est de 7%, soit un accroissement économique qui double tous les 10 ans. En 40 ans, cette économie aura atteint un volume de 16 fois supérieur. Cela se traduit par une courbe exponentielle. Or, tout se traduit en courbes exponentielles aujourd'hui, de l'activité humaine à celle de la nature, de la population, qui après avoir longtemps stagnée pour atteindre progressivement 1 milliard de personnes est soudainement passée à 7 milliards. Cette courbe exponentielle de l'espèce humaine a provoqué toutes les autres « exponentialités ». Donc, toutes les productions sont devenues exponentielles, jusqu'aux aléas naturels, presque par voie de conséquences. Cet emballement est simplement l'effet du modèle technico-capitaliste qui devra engendrer les limites essentielles du processus, à très brève échéance. ***Plusieurs des limites naturelles de la planète auraient déjà été dépassées.*** Tous les voyants d'alerte clignotent au rouge vif…

Or, toutes les limites seraient convergentes et interconnectées. La conséquence en est, que le dépassement d'une limite, accélèrera celle des autres en cascades. Cette ère nouvelle pour l'Humanité pourrait être qualifiée de « Techno-capitalocène », sorte « d'Anthropocène », désignant l'impact Humain sur l'écosystème terrestre, directement lié au capitalisme débridé. Notre Monde est désormais devenu instable, incontrôlable et imprévisible. Le résultat ne pourra en être qu'un effondrement soudain et global de toutes les courbes exponentielles. La Société Humaine vient de parvenir au seuil critique de l'effondrement global. Cet effondrement ne sera pas dramatique, il sera effroyable et personne ne pourra y échapper, sauf à aller se réfugier sur une autre Planète... mais pas pour tout le Monde. ***Quand il n'y a plus d'espoir, il reste l'espérance… en la solidarité… c'est un autre programme où le Capitalisme ne peut plus avoir de place… quand sera-t-il trop tard ?***

DES RISQUES

Une théorie « unifiante » concernerait en un mode opératoire globalisant, et non plus dispersé qui procèderait à pouvoir tout « détricoter » de ce qui a pu être réalisé en 1944, comme avancées sociales, du Conseil National de la Résistance de l'après-seconde guerre mondiale, en France.

Il s'agirait, une fois de plus, de pouvoir s'unifier, à partir des valeurs communes, prises de part et d'autre, pour pouvoir lutter contre la déshumanisation et la prise de contrôle globalisée actuellement établies, par les oligarchies dirigeantes. Une coagulation des forces réellement démocratiques suffirait à faire reculer les prétentions globalisatrices du trans-humanisme, pour reconstruire une véritable souveraineté nationale. ***La direction de la France serait actuellement assurée par Bruxelles, Washington et Tel Avive, qui sont des forces volontaristes de la dissolution du CNR originel.***

Les réformes organisées permettraient de neutraliser le statut de la fonction publique, des régimes spéciaux de retraite, par une refonte de la sécurité sociale et du paritarisme.

La liste des réformes consiste à supprimer toutes les avancées sociales, sans exception, établies entre 1945 et 1952, permettant de défaire méthodiquement tout le programme du Conseil National de la Résistance, avec le concours des grands groupes financiers et économiques.

Cette Analyse est plus complète dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes*

DES INVASIONS HISTORIQUES

Les musulmans sont entrés pour la première fois en 714 dans ce qui était la France de l'époque. Ils se sont emparés de Narbonne, qui est devenue leur base pour les 40 années suivantes, et ont pratiqué des razzias méthodiques. Ils auraient ravagé le Languedoc de 714 à 725, détruit Nîmes en 725 et ravagé la rive droite du Rhône jusqu'à Sens. En 721, une armée musulmane de 100.000 soldats mit le siège devant Toulouse, défendue par Eudes, le duc d'Aquitaine. Charles Martel envoya des troupes pour aider Eudes. Après six mois de siège, ce dernier fit une sortie et écrasa l'armée musulmane, qui se replia en désordre sur l'Espagne et perdit 80.000 soldats dans la campagne. On parle peu de cette bataille de Toulouse parce qu'Eudes était mérovingien. Les Capétiens étaient en train de devenir rois de France et n'avaient pas envie de reconnaître une victoire mérovingienne. Les musulmans ont conclu alors qu'il était dangereux d'attaquer la France en contournant les Pyrénées par l'Est, et ils ont mené leurs nouvelles attaques en passant à l'Ouest des Pyrénées. 15.000 cavaliers musulmans ont pris et détruit Bordeaux, puis les Pays de la Loire, et mis le siège devant Poitiers, pour être finalement arrêtés par Charles Martel et Eudes à vingt kilomètres au nord de Poitiers, en 732. Les musulmans survivants se sont dispersés en petites bandes et ont continué à ravager l'Aquitaine.

Les ravages à l'est ont continué jusqu'à ce qu'en 737 Charles Martel descende au sud, avec une armée puissante, et reprenne successivement Avignon, Nîmes, Maguelone, Agde, Béziers et mis le siège devant Narbonne. En 759 enfin, Pépin le Bref reprit Narbonne et écrasa définitivement les envahisseurs musulmans… De nouveaux soldats les rejoignaient de temps en temps pour participer aux pillages (Ces bandes n'ont finalement été éliminées qu'en 808, par Charlemagne).

Ces derniers se dispersèrent en petites bandes, comme à l'ouest, et continuèrent à ravager le pays, notamment en déportant les hommes pour en faire des esclaves castrés, et les femmes pour les introduire dans les harems d'Afrique du Nord, où elles étaient utilisées pour engendrer des… musulmans. La place forte des bandes se situait à « Fraxinetum », l'actuelle Garde-Freinet (le massif des Maures). Une zone d'environ 10.000 kilomètres carrés, dans les Maures, fut

totalement dépeuplée. En 972, les bandes musulmanes capturèrent Mayeul, Abbé de Cluny, sur la route du Mont Genèvre. Le retentissement fut immense. Guillaume II, comte de Provence, passa 9 ans à faire une sorte de campagne électorale pour motiver tous les Provençaux, puis, à partir de 983, chassa méthodiquement toutes les bandes musulmanes, petites ou grandes. En 990, les dernières furent détruites. Elles avaient ravagé la France pendant deux siècles ! La pression musulmane ne cessa pas pour autant. Elle s'exerça pendant les 250 années suivantes par des razzias effectuées à partir de la mer. Les hommes capturés étaient emmenés dans des camps de castration en Corse, puis déportés dans les bagnes du Dar al islam, et les femmes d'âge nubile dans les harems. Les repaires des pirates musulmans se trouvaient en Corse, Sardaigne, Sicile, sur les côtes d'Espagne et celles de l'Afrique du Nord. Toulon a été totalement détruite par les musulmans en 1178 et 1197, les populations massacrées ou déportées, la ville laissée déserte. Finalement, les musulmans ayant été expulsés de Corse, Sicile, Sardaigne, du sud de l'Italie et de la partie nord de l'Espagne, les attaques sur les terres françaises cessèrent, mais elles continuèrent sur mer par des actions de pirateries. Ce n'est qu'en 1830 que la France, exaspérée par ces exactions, se décida *à frapper le serpent à la tête*, et à aller en Algérie détruire ***définitivement*** les dernières bases des pirates musulmans***. Ce fut l'origine et la raison de notre présence en Afrique du Nord.*** Vous savez ce qu'est devenue ensuite l'Algérie, et l'histoire ne s'est pas figée …

Ce qu'il y a de frappant, c'est qu'entre 714, après la première entrée, et 1830, l'écrasement définitif des pirates barbaresques, il s'est écoulé *plus d'un millénaire*, ce qui montre qu'ils ne renoncent jamais... Et aujourd'hui, effectivement, ils reviennent en masse, par le biais "pacifique" d'une immigration de peuplement, qui exploite à fond les failles de nos lois, de nos principes démocratiques, et de nos avancées sociales...! Bientôt ils seront assez nombreux pour prendre démocratiquement le pouvoir dans les villages, les banlieues, les villes, les régions, les pays d'Europe ! Il ne faut pas croire ceux qui les décrivent comme "modérés" ! Car les exemples des "printemps arabes" qui se déroulèrent sous nos yeux en Tunisie, Libye, Égypte, montrent s'il en était besoin que les "modérés" se sont toujours faits évincer par les enragés ! Ils ne cherchent qu'une chose : appliquer la charia et transformer nos pays d'Europe en un "Dar al Islam", une terre d'islam. Il suffit de voir les exactions contre les chrétiens d'Afrique du Nord, d'Égypte, d'Indonésie, du Nigéria, etc. Pour imaginer quel serait le sort réservé à nos familles, à nos peuples européens de souche judéo-chrétienne ! La France est le pays européen avec la plus importante

population musulmane qui augmente très rapidement avec l'immigration de masse et la natalité. Ignorer l'histoire, serait s'apprêter à la revivre !

« Eux », ils savent… ce qu'ils veulent... nous pas ! »

Des Analyses beaucoup plus complètes sur l'histoire des religions se trouvent dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes*

UNE STRATÉGIE

Le « Réseau » mondial des « interconnectés » aurait été mis en service par le Nouvel Ordre Mondial et décidé en 1967. Ce réseau du « village Communautaire Global », avait été envisagé pour pouvoir ficher, identifier, comptabiliser et rentabiliser les individus. Plus tard, des « Communautés » considérées non rentables au regard du N.O.M. seront éliminées par des guerres intestines locales, de type « Libye », « Irak », « Syrie », etc... ***Quel est ce « Plan Global » prévu ? : Voici donc la manière détaillée par laquelle nous procéderons d'ici 1998 pour paver la route à la naissance de notre "Gouvernement Mondial".***

1. - Décupler la "Société des Loisirs" qui nous a été si profitable. En nous servant de l'invention des "Vidéos" que nous avons financés, et des jeux qui lui sont rattachés, finissons de pervertir la morale de la jeunesse. Offrons-lui la possibilité de satisfaire maintenant tous ses instincts. Un être possédé par ses sens, et esclave de ceux-ci, nous le savons, n'a ni idéal ni force intérieure pour défendre quoi que ce soit. Il est un "Individualiste" par nature, et représente un candidat parfait que nous pouvons modeler aisément selon nos désirs et nos priorités. D'ailleurs, rappelez-vous avec quelle facilité nos prédécesseurs ont pu orienter toute la jeunesse allemande au début du siècle en se servant du désabusement de cette dernière !

2. - Encourager la "Contestation Étudiante" pour toutes les causes rattachées à "l'Écologie". La protection obligatoire de cette dernière sera

un atout majeur le jour où nous aurons poussé les États-Nations à échanger leur "Dette Intérieure" contre la perte de 33 % de tous leurs territoires demeurés à l'état sauvage.

3. - Comblons le vide intérieur de cette jeunesse en l'initiant, dès son tout jeune âge, à l'univers des Ordinateurs. Utilisons, pour cela, son système d'éducation. Un esclave au service d'un autre esclave que nous contrôlons.

4. - Sur un autre plan, établissons le "Libre Échange International" comme étant une priorité absolue pour la survie économique des États-Nations. Cette nouvelle conception économique nous aidera à accélérer le déclin des "Nationalistes" de toutes les Nations ; à les isoler en factions diverses, et au moment voulu, à les opposer farouchement les uns aux autres dans des guerres intestines qui achèveront de ruiner ces Nations.

5. - Pour nous assurer à tout prix de la réussite d'une telle entreprise, faisons, en sorte que nos Agents déjà infiltrés dans les Ministères des Affaires Intergouvernementales et de l'Immigration des États-Nations fassent modifier en profondeur les Lois de ces Ministères. Ces modifications viseront essentiellement à : ouvrir les portes des pays occidentaux à une immigration de plus en plus massive à l'intérieur de leurs frontières (immigrations que nous aurons d'ailleurs provoquées en ayant pris soin de faire éclater, ici et là, de nouveaux conflits locaux). Par des campagnes de Presse bien orchestrées dans l'opinion publique des États-Nations ciblées, nous provoquerons chez celles-ci un afflux important de réfugiés qui aura pour effet de déstabiliser leur économie intérieure, et de faire augmenter les tensions raciales à l'intérieur de leur territoire. Nous verrons à faire en sorte que des groupes d'extrémistes étrangers fassent partie de ces afflux d'immigrants ; ce qui facilitera la déstabilisation politique, économique et sociale des Nations visées.

6. - Ce "Libre Échange" qui, en réalité, n'en est pas un car il est déjà contrôlé par nous, tout au sommet de la hiérarchie économique, noyautons-le en "Trois Commissions Latérales" : celle de l'Asie, celle de l'Amérique, celle de l'Europe. Il nous apportera la discorde à l'intérieur des États-Nations par la hausse du chômage relié aux restructurations de nos Multinationales.

... Les autres alinéas se trouvent dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes*

27. – Qui pourra nous soupçonner ? Qui pourra se douter des moyens utilisés ? Ceux qui oseront se dresser contre nous en diffusant de l'information quant à l'existence et au contenu de notre « Conspiration », deviendront suspects aux yeux des autorités de leur Nation et de leur population. Grâce à la désinformation, au mensonge, à l'hypocrisie et à l'individualisme que nous avons créé au sein des peuples des États-Nations, l'Homme est devenu un Ennemi pour l'Homme. Ainsi ces « Individus Indépendants » qui sont des plus dangereux pour nous, justement à cause de leur « Liberté », seront considérés par leurs semblables comme étant des ennemis et non des libérateurs. L'esclavage des enfants, le pillage des richesses du Tiers-Monde, le chômage, la propagande pour la libération de la drogue, l'abrutissement de la jeunesse des Nations, l'idéologie du « Respect de la Liberté Individuelle » diffusée au sein des Églises Judéo Chrétiennes et à l'intérieur des États-Nations, l'obscurantisme considéré comme une base de la fierté, les conflits inter ethniques, et notre dernière réalisation : « les Restrictions Budgétaires » ; tout cela nous permet enfin de voir l'accomplissement ancestral de notre « Rêve » : celui de l'instauration de notre « NOUVEL ORDRE MONDIAL ». ***Écrit Fin Juin 1985.***

Nota : contiens des extraits de « L'Aurore Rouge », censé avoir été concocté dans la loge « crypto-maçonnique 666 ». Le plus grand complot jamais organisé : un génocide total contre l'Espèce Humaine !

Le père Jean-Paul Regimbal était un prêtre catholique rattaché à la communauté des Pères Trinitaires au Canada. Il était né en 1931 à Northbay, Royaume-Uni, et serait décédé en 1988, de façon suspecte ! Il aurait notamment dénoncé l'action des « illuminati » et du Nouvel Ordre Mondial. Aurait-il été assassiné lors d'un voyage au Vatican, ainsi que cela aurait été dit ?

Serge Monast journaliste essayiste canadien québécois, né en 1945, Il aurait également dénoncé le Nouvel Ordre mondial. Il serait mort en 1996… de façon suspecte ?

MANIPULER

Comment manipuler la populace, en 10 leçons :

1/ La stratégie de la distraction

Élément primordial du contrôle social, la stratégie de la diversion consiste à détourner l'attention du public des problèmes importants et des mutations décidées par les élites politiques et économiques, grâce à un déluge continuel de distractions et d'informations insignifiantes. La stratégie de la diversion est également indispensable pour empêcher le public de s'intéresser aux connaissances essentielles, dans les domaines de la science, de l'économie, de la psychologie, de la neurobiologie, et de la cybernétique. « Garder l'attention du public distraite, loin des véritables problèmes sociaux, captivée par des sujets sans importance réelle. Garder le public occupé, occupé, occupé, sans aucun temps pour penser ; de retour à la ferme avec les autres animaux. » Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles ».

2/ Créer des problèmes, puis offrir des solutions

Cette méthode est aussi appelée « problème-réaction-solution ». On crée d'abord un problème, une « situation » prévue pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple : laisser se développer la violence urbaine, ou organiser des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore : créer une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics.

3/ La stratégie de la dégradation

Pour faire accepter une mesure inacceptable, il suffit de l'appliquer progressivement, en « dégradé », sur une durée de 10 ans. C'est de cette façon que des conditions socio-économiques radicalement nouvelles (néolibéralisme) ont été imposées durant les années 1980 à 1990. Chômage massif, précarité, flexibilité, délocalisations, salaires n'assurant plus un revenu décent, autant de changements qui auraient provoqué une révolution s'ils avaient été appliqués brutalement.

4/ La stratégie du différé

Une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de la présenter comme « douloureuse, mais nécessaire », en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans le futur. Il est toujours plus facile d'accepter un sacrifice futur qu'un sacrifice immédiat. D'abord parce que l'effort n'est pas à fournir tout de suite. Ensuite parce que le public a toujours tendance à espérer naïvement que« tout ira mieux demain » et que le sacrifice demandé pourra être évité. Enfin, cela laisse du temps au public pour s'habituer à l'idée du changement et l'accepter avec résignation lorsque le moment sera venu.

5/ S'adresser au public comme à des enfants en bas âge

La plupart des publicités destinées au grand public utilisent un discours, des arguments, des personnages, et un ton particulièrement infantilisant, souvent proche du débilitant, comme si le spectateur était un enfant en bas âge ou un handicapé mental. Plus on cherchera à tromper le spectateur, plus on adoptera un ton infantilisant. Pourquoi ? « Si on s'adresse à une personne comme si elle était âgée de 12 ans, alors, en raison de la suggestibilité, elle aura, avec une certaine probabilité, une réponse ou une réaction aussi dénuée de sens critique que celles d'une personne de 12 ans ». Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles ».

6/ Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion

Faire appel à l'émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. De plus, l'utilisation du registre émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées, des désirs, des peurs, des pulsions, ou des comportements…

7/ Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise

Faire en sorte que le public soit incapable de comprendre les technologies et les méthodes utilisées pour son contrôle et son esclavage. « La qualité de l'éducation donnée aux classes inférieures doit être la plus pauvre, de telle sorte que le fossé de l'ignorance qui isole les classes inférieures des classes supérieures soit et demeure incompréhensible par les classes inférieures. Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles ».

8/ Encourager le public à se complaire dans la médiocrité

Encourager le public à trouver « cool » le fait d'être stupide, vulgaire, et inculte…

9/ Remplacer la révolte par la culpabilité

Faire croire à l'individu qu'il est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Ainsi, au lieu de se révolter contre le système économique, l'individu s'auto dévalue et culpabilise, ce qui engendre un état dépressif dont l'un des effets est l'inhibition de l'action. Et sans action, pas de révolution !…

10/ Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes

Au cours des 50 dernières années, les progrès fulgurants de la science ont creusé un fossé croissant entre les connaissances du public et celles détenues et utilisées par les élites dirigeantes. Grâce à la biologie, la neurobiologie, et la psychologie appliquée, sans compter les enquêtes de surveillance d'écoute et de renseignement… le « système » est parvenu à une connaissance avancée de l'être humain, à la fois physiquement et psychologiquement. Le système en est arrivé à mieux connaître l'individu moyen que celui-ci ne se connaît lui-même. Cela signifie que dans la majorité des cas, le système détient un plus grand contrôle et un plus grand pouvoir sur les individus que les individus eux-mêmes.

Nota : contient des extraits de « L'Aurore Rouge »

Selon Aldous Huxley :

_ « La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude ».

_ « …la vraie démocratie est trop dangereuse pour la finance internationale, car elle peut amener au pouvoir des personnes

véritablement choisies par le peuple avec des idées aussi saugrenues que la défense des intérêts nationaux, la patrie, la protection sociale, la morale, l'éducation et la culture, le service public ou encore l'État de droit. Ce risque ne peut être accepté quand il s'agit de globaliser ou plus exactement d'américaniser et de subordonner les peuples au puissant réseau politico-bancaire piloté par Washington. Il est donc nécessaire de tendre vers une pensée unique… »

Les moyens de l'information conventionnelle sont parfaitement maîtrisés par un petit nombre de responsables sélectionnés par le système oligarchique financier et politique et sont chargés de diffuser et d'inculquer des idéologies favorables à ces « Mafias » et en leur permettant d'entretenir leurs pouvoirs. Les populations n'ont aucun environnement social ni institutionnel ni les facultés méthodologiques pour pouvoir s'opposer aux « dictats » de ces pouvoirs. Dès leur plus jeune âge, les individus sont conditionnés à la servitude, puis à l'insertion vers un instinct grégaire, sans possibilité de contestation ou de repérage. L'opinion des Citoyens est parfaitement « formatée, maîtrisée et contrôlée ». Cependant, l'organisation d'une information indépendante peut être accessible sur de nouveaux moyens d'information. Toutefois, des moyens de « pollutions » sont là aussi mis en service par de faux indépendants subversifs, afin de pouvoir contrôler ces nouvelles sources de savoir et de débats. Les personnes responsables, qui cherchent à informer leurs concitoyens sur les réelles dérives du fonctionnement de la société, sont rapidement accusées de racisme, fascisme, antisémitisme, négationnisme, terrorisme, xénophobie ou conspiration. Le pouvoir central oligarchique s'efforce continuellement de provoquer de l'extrémisme et de la violence afin de pouvoir réprimer les auteurs et les désigner comme fauteurs de troubles. ***Les factions policières et militaires sont là pour devoir écraser toute volonté de changement.***

Les oligarques s'efforcent d'affaiblir les possibilités de contestations, par la diminution des libertés individuelles, du contrôle et du fichage des peuples, par des systèmes de surveillances généralisés. Un retour aux libertés doit d'abord passer par ce constat : d'une prise de conscience de leurs privations et de son diagnostic. Or, il suffirait d'un transfert financier de 2% des revenus des plus riches pour permettre aux pauvres de pouvoir vivre dignement :

_ « … une société qui chercherait plus d'égalité sociale, plus de justice, certainement irait dans le sens d'avoir plus de services collectifs, d'avoir plus de biens communs, moins d'appropriations

privées, et moins de consommation individuelle… ». La moralité humaine actuelle reste toujours identique à celle de l'Antiquité.

Le comportement humain, dans son organisation sociale, s'est même considérablement aggravé, à cause des moyens technologiques auxquels il a eu récemment accès. ***Une relocalisation de l'économie pourrait permettre un redéploiement de l'organisation sociale. Parce que tous ces mécanismes d'inégalité sociale, qui sont de plus en plus pénible, et qui pourraient conduire une partie des gens à la révolte, et à un chaos social d'une certaine manière…***

Analyse réalisée en 2016, note de l'éditeur

UN PEUPLE S'EST RÉVOLTÉ

Le peuple islandais a contraint son Gouvernement au complet, à la démission. Les banques à l'origine du désastre économique islandais ont été nationalisées.

Le peuple a également décidé que les dettes qui avaient été contractées par la cupidité des dirigeants de ces banques, auprès des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne, ne seraient jamais remboursées. Une assemblée populaire a été diligentée, afin de réécrire la Constitution du Pays. C'est une révolution pacifique d'un Peuple, envers les représentants irresponsables du pouvoir. La plupart des responsables des banques incriminées, directeurs et cadres supérieurs, ont été mis en prison. Mais certains d'entre eux sont quand même parvenus à quitter le Pays, avant d'être inquiétés. Le Peuple a refusé de payer la dette, qui lui était impartie, à la suite de la faillite de l'État islandais.

Le référendum populaire organisé a recueilli 93 % de « non » au remboursement de la dette.

Les moyens d'information du monde entier sont restés totalement muets à cet égard !

LE SAVEZ-VOUS ?

Bien qu'interdit, le bizutage étudiant perdure, au nom de la tradition. Ce sont les grandes écoles qui s'adonnent le plus à ces pratiques moyenâgeuses. Des rituels, pour une prise en main des nouveaux, qui permettent toutes les formes de barbaries. Les Professeurs sont contre ces pratiques, alors qui les autorisent ? Des pressions, des humiliations en tous genres sont organisées par les « ainés ». Il ya eu de nombreux cas de décès, sans qu'il n'y ait de réactions, de qui que ce soit. Des « rituels » qui durent plusieurs mois. Des « week-ends d'usinage » d'intégration, par la peur, le lavage de cerveau, l'intimidation, les vexations, la soumission, par des cérémonies, des privations de sommeil, dans le secret le plus absolu. Le « bizutage » n'est rien d'autre que des successions de sévices physiques, de violences imposées, avec des obligations d'absorptions de très grandes quantités d'alcools. On appelle cela des « dynamiques de groupe », en l'occurrence stupides et violentes.

Les nouveaux arrivants n'ont pas d'autre choix que d'obéir aux injonctions, afin de pouvoir appartenir au groupe. Ils sont piégés et pris dans un engrenage, dont ils n'ont pas la possibilité de s'extraire. Ce sont des « anciens » qui perpétuent ce qu'ils ont eux-mêmes subi. Des cérémonies nocturnes sont organisées, pour une meilleure prise en main. ***Ils devront, à l'avenir, devenir les Dirigeants, les Hauts Responsables, de notre Société Humaine. Est-ce là, la meilleure méthode ?*** Ils établissent ainsi des « castes », des « gadz'arts », des « confréries », dont les « réseaux » fonctionneront pour ces « initiés », tout le restant de leur carrière et de leur vie. Les insoumis seraient irrémédiablement marginalisés et mis hors des circuits du réseau.

Cette Analyse est plus complète dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes*

DES DESTRUCTEURS

Ils détruisent les Emplois, ils détruisent les États !

Les Systèmes économiques sont financiarisés. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il y a d'énormes changements de stratégies permanentes, concernant les priorités au sein des Entreprises. ***Leur priorité principale est devenue une rémunération excessive de leurs actionnaires.*** Les conséquences en sont extrêmement ravageuses. Il y a seulement cinq années, les Entreprises reversaient environ 30% de leurs bénéfices sous forme de dividendes à leurs actionnaires. C'était la règle du jeu qui permettait de rémunérer la « confiance » donnée par des personnes privées, qui leur avaient confié leurs capitaux, en achetant des « Parts » dans leur Entreprise. Maintenant, les dividendes dépassent souvent les 50% des bénéfices. Les Entreprises qui ne s'alignent pas sur cette règle voient immédiatement la valeur de leurs actions chuter considérablement. Les Grandes Sociétés, cotées en Bourse, sont particulièrement sensibles à ce mécanisme. Chacune des Entreprises se voit dans l'obligation de suivre cette tendance. Il est en tout cas de bon ton de jouer le jeu. C'est un jeu particulièrement dangereux, car ces Entreprises ne réinvestissent plus suffisamment ou plus du tout. C'est une conséquence catastrophique pour les emplois. Les Entreprises n'embauchent plus. Elles ont même la tentation de supprimer du Personnel, elles appellent cela « rationaliser » les Emplois. Cela fortifie leur positionnement chez les actionnaires et valorise leurs actions. Il s'agit en fait d'une situation de leurre, pour les employés auprès de qui elles exigent toujours plus de rendements. Les déficits actuels, d'investissements sur l'Emploi auront de gravissimes répercussions pour les années à venir. Ce sont les actionnaires qui, actuellement, dirigent le Système économique. Leur « Pouvoir » ne s'arrête pas là, ce sont eux qui décident de la rémunération accordée aux Dirigeants. Mieux les Patrons rationalisent et plus ils sont rémunérés…

Les trois Pays qui, dans le Monde, rémunèrent le mieux leurs actionnaires par des dividendes extravagants, sont les États-Unis, la grande Bretagne et la France. Les « Grands Patrons » des Grosses Entreprises touchent plusieurs millions d'€uros, en salaire fixe, par an.

Mais cela ne leur suffit pas. Les grands patrons de ces grands groupes ont en plus, des suppléments en salaires variables et aussi d'énormes tranches d'actions… Et, si par hasard, un de ces Patrons venait à être remercié… C'est par un chèque de trois millions d'€uros, plus 250.000 €uros mensuels, par exemple, pour ne pas être tenté de se rendre chez un groupe concurrent… Pour parvenir à ce résultat, la « Finance » qui a pris le pouvoir impose ses méthodes. Cela consiste à augmenter, toujours davantage, la pression sur les salariés. Un employé sur cinq ne parviendrait plus à faire face aux exigences de charge de travail, sans cesse toujours plus importantes et nombreux sont ceux qui finiraient par se suicider.

Les catastrophes sociales sont irréversibles. Lorsque ce sont les actionnaires qui décident, à la place ou en complicité avec les patrons, l'Entreprise peut rapidement péricliter. Ils exigent des profits « à tout prix », immédiatement, et cela n'est pas sans conséquence. Ils n'hésitent pas à démanteler pour pouvoir obtenir toujours plus de profits. Ils ne décident plus aucun investissement dans la recherche qui permettrait d'assurer l'avenir. Les emplois de chercheurs et de techniciens sont sacrifiés. Ces emplois sont considérés non rentables immédiatement. Les restructurations succèdent aux restructurations… Les plans sociaux succèdent aux plans sociaux… Pendant que les bénéfices régressent, en raison de la « Conjoncture », les dividendes versés ne cessent d'être augmentés… cela s'appelle de la prédation ! Les intérêts des patrons s'alignent avec ceux des actionnaires. Pendant les 40 dernières années, en France, les dividendes, qui correspondaient à 50% des investissements, représentent, maintenant, 150% des montants alloués aux investissements. Les Entreprises sont sacrifiées. Pourquoi ? Il convient de comprendre qu'il y a les « petits actionnaires privés » et les grands groupes qui détiennent le principal des Parts dans ces modèles d'Entreprises. ***L'analyse de notre « Économie de Marché », fait apparaître que 97% des échanges financiers réalisés dans les États sont spéculatifs, avec seulement 3% de la Masse Monétaire utilisable par les Acteurs de l'Économie Réelle*** (statistique moyenne mondiale). Cette situation engendrerait dans le temps, épisodiquement, un chaos Économique et Social. Ses conséquences, ont contraints certains Acteurs Sociaux à tenter d'instaurer de nouvelles valeurs, par des échanges localisés, dans le but d'installer une Économie plus Sociale.

Ce sont les mêmes voyous qui ont ruiné les Entreprises, qui ruinent également les États européens. Tout est parfaitement organisé pour anéantir les États européens. Ce sont les fonds de pension américains qui achètent à très bas prix, les actions des banques des États mis en

grandes difficultés économiques par la Troïka qui désigne l'alliance de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international pour superviser les plans de sauvetage et ses implications dans les Etats membres de l'Union européenne. La boucle est bouclée. Tout a été parfaitement orchestré par la Troïka, y compris par une corruption des Dirigeants du moment, dans les Pays concernés. Tous les Hauts Responsables politiques des États membres sont redevables de cette « gabegie ». ***Ils jouent au Monopoly sur le dos des peuples. Aucune réforme d'une philosophie macro-économique, ni de son contenu micro-économique, ne pourra jamais être réalisée favorablement par les futurs gouvernants de ces États pillés.***

TOUS MENTEURS ?

TOUS TRICHEURS ?

TOUS VOLEURS ?

TOUS CORROMPUS ?

Cette Analyse est plus complète dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes*

DES DICTATURES DÉGUISÉES

Les « démocratures » sont des dictatures camouflées ou des démocraties truquées. De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'un régime avec toutes les apparences d'une démocratie (constitution, élections, séparation des pouvoirs…) mais qui dans les faits et dans les actes, fonctionne comme une dictature.

_ *« ...* ***J'appelle démocrature, cette situation hypocrite qui, au nom de la démocratie, impose aux citoyens les mœurs d'un autre âge, où la caste de la noblesse jouissait de droits privilégiés et en usaient avec morgue et arrogance… ».*** Le non- respect des promesses de campagne électorale et même de la tromperie des citoyens par un changement radical de cap. L'exercice du pouvoir par une caste technocratique et

financière qui manipule les citoyens, comme on le faisait en monarchie, est autant d'atteintes à la démocratie. Une vingtaine de familles régnantes de la noblesse mondiale et aussi des grandes banques internationales, de l'Occident et de l'Orient, appelées de différentes façons, mais mieux connues sous le terme des « illuminati », ou de la Kabbale aux USA, ou encore du « Grand Orient de France », dont la puissance serait parfaitement incontrôlable, dirigeraient et domineraient tous les Peuples de la Planète Terre, en toute clandestinité. En France, toute la caste politique serait sous le contrôle de la Franc maçonnerie. C'est elle qui déciderait du sort de la Population Française : La Fraternelle Parlementaire, déterminerait toutes les actions devant être entreprises. Il y aurait entre 300 et 400 Députés et Sénateurs Francs-Maçons au Parlement Français, actuellement, chargés de porter d'abord, « l'idéal maçonnique ». Mais l'Europe tout entière, serait aussi sous cette domination franc-maçonnique de confession Juive. Cette Caste se considère d'inspirations intellectuelles et porteuses de la lumière, devant « Régnier » au-dessus du Monde, par une domination totale. Leurs actions se ferait par :

- une corruption par l'argent et par le sexe, utilisée pour le contrôle des hauts fonctionnaires.

- une instruction adaptée à l'établissement des meilleurs « cerveaux » établis à leurs causes.

- une influence constante par l'intermédiaire de ces « éléments manipulés », afin de les installer dans les postes décisionnels des Etats et des Institutions Religieuses.

- une suprématie absolue sur les moyens d'information des publics, par cette Communauté secrète, aux fins de convaincre et d'orienter les informations destinées aux populations de l'impérative nécessité d'une création du Gouvernement mondial.

- utiliser toutes les forces armées pour réaliser des « coups d'État » militaires, nécessaires au renversement des gouvernants hostiles à leurs programmes.

UN REVENU DE BASE

… Enfin, considéré d'un point de vue politique, en réduisant l'influence de l'Etat sur la vie privée du citoyen, surtout quand il est de condition modeste, le revenu de base contribuerait à développer la démocratie et la liberté individuelle vers une nouvelle conscience plus humaine. Les Suisses ont rejeté massivement, la création d'un revenu de base pour tous, un vote inédit qui a suscité de vifs débats dans le pays. Selon les résultats définitifs, 76,9 % des électeurs ont dit non à ce projet controversé. Le taux de participation était de 46 %. Le texte avait peu de chances d'être voté. Fin 2015, le parlement a recommandé le rejet de l'initiative, jugée ***« dangereuse »*** à la fois en termes d'immigration et pour le système social suisse, avec ***« des sommes prévues trop élevées pour ceux qui n'en ont pas besoin, et trop modestes pour ceux qui en ont besoin ».*** Il s'agit d'une étape de parcours ***« pour préparer la Suisse ». « Dans vingt ans, nous aurons le revenu inconditionnel de base, peut-être même plus tôt »***, confiait en mars le quotidien suisse ***Le Temps***. ***Il devient indispensable de pouvoir « rêver »…*** Le revenu universel de base a été testé en Alaska, en Finlande, à Singapour, au Canada, aux Pays-Bas, en Inde, au Koweït…

Il convient toutefois de considérer que ce projet semble avoir été rédigé de manière à ce qu'il ne puisse pas être mis en œuvre… Note de l'éditeur

LE SAVEZ-VOUS ?

Depuis 2014, toute personne d'origine musulmane résidant en France peut déclarer son statut de polygame, en préfecture. Sa première femme touchera le « RSA », plus les allocations familiales, plus les allocations pour jeune enfant, plus une allocation logement, plus une allocation de rentrée scolaire. Elle aura droit à la « CMU » et à une mutuelle gratuite. Tous les frais médicaux de cette famille seront ainsi pris en charge. Sa deuxième femme peut rejoindre son mari, en France, sans qu'il lui soit délivré de carte de résidente. Ces enfants naitront en France et seront Français. Même sans papiers, cette femme

ne sera pas expulsée ni « expulsable ». Cette deuxième épouse, qui n'en est pas une, pour la France, sera considérée comme un parent isolé. Elle touchera une allocation mensuelle de 700 €uros pour parent seul, il lui sera ajouté 177 €uros d'allocations familiales pour chaque enfant à charge. Pour des enfants de moins de trois ans, elle aura droit à 162 €uros supplémentaires par enfant. Comme parent isolé, elle percevra une allocation logement de 300 €uros. Une femme musulmane n'a pas le droit de travailler, le RSA sera là, pour pallier à cette difficulté. Une personne seule touche 418 €uros, plus 167 €uros par enfant à charge. Avec des enfants en âge d'être scolarisés, une allocation de rentrée scolaire de 258 €uros, par enfant, lui sera versée. Elle aussi aura droit à la CMU et à une mutuelle gratuite. Et sa troisième femme…etc…

Il ne vous reste plus qu'à calculer… ce père de famille musulman n'a plus besoin de chercher du travail… il lui faut chercher à placer son argent !

Certains polygames seraient susceptibles de toucher jusqu'à dix mille €uros de revenus mensuels…en valeur 2014…

À VÈRIFIER…TOUT DE MÊME… : note de l'éditeur

UNE HAINE IRRAISONNÉE

Seraient-ils de trop ? Être Juif et Français serait-il devenu difficile à vivre en France ? De nombreuses agressions auraient été perpétrées contre des représentants de la Communauté Juive de France. En moyenne, au moins une agression par jour, verbale ou physique et parfois les deux à la fois, auraient lieu. Quels sont donc ces Français devenus antisémites ? Les faits seraient répertoriés dans les rangs politiques dits de la droite extrême, mais seraient aussi attribués à des intégristes religieux. Quelles peuvent être les conséquences de telles attitudes ? La France doit rester un Pays libre, multiculturel et multi cultuel. Des formes de terrorisme en particulier islamiste se seraient renforcées sur le territoire. Les lieux de culte et les écoles juives auraient été placés sous surveillance policière. Pourquoi seraient-ils ainsi ciblés ? Des attentats ont été perpétrés contre des enfants juifs qui se rendaient à l'école. Des innocents ont ainsi été assassinés. Il y a une très grande distance entre un Projet Humain Global et de tels évènements. En Grande-Bretagne et plus

particulièrement à Londres, la liberté d'expression y est organisée. Chacun a le droit de s'exprimer librement en pleine rue. Cependant l'islamisation extravagante de Tower Hamlets, un quartier voisin de la City, poserait quelques soucis. La ségrégation islamique y règnerait d'autorité. Londres compterait 600.000 musulmans dits extrémistes. Un tribunal et une école de la « sharia » y seraient instaurés. La passivité des autorités britanniques en face des prédicateurs religieux devient déconcertante et dangereuse. Comme dans de nombreux quartiers des grandes villes françaises, les Services de Police n'y ont plus d'accès et les riverains s'y font continuellement agresser. ***Le souhait des Islamistes c'est que bientôt le drapeau islamique soit aussi érigé en haut de l'Assemblée Nationale française. Y aurait-il une Palestine en France ?***

Y aurait-il des préjugés défavorables à l'égard des juifs en France ? Il y aurait une peur viscérale des juifs qui contrôleraient le monde. Les juifs qui détiendraient le monopole de l'argent. En tout état de cause les juifs représenteraient la Puissance. De là à établir une discrimination, le pas serait vite franchi. Des faits se sont déjà déroulés, pendant la dernière guerre, à leur égard, et qui s'appelle « la shoah ». Une véritable catastrophe qui concerne une tentative de leur extermination par les combattants du 3e Reich et leurs alliés et qui a représenté un génocide, à partir d'un programme politique. « L'holocauste » est, quant à lui, considéré comme un sacrifice religieux. Le rappel, à de très nombreuses occasions de ces faits, laisserait penser que les juifs, en France pour le moins, auraient pris le contrôle des moyens d'information. Un quart des 22.000 habitants de Créteil est de confession juive. Une ville où la tolérance entre juifs, musulmans et chrétiens était totale. Mais là aussi, le communautarisme serait devenu un réflexe de refuge contre la peur de l'autre, engendrée au quotidien. C'est un simple réflexe sécuritaire qui traduit un nouveau modèle de vie. La crainte et la méfiance ont fait place à l'insouciance précédente. Est-ce à cause de cette crainte que 8.000 juifs auraient récemment quitté la France pour Israël ? Ceux qui s'y sont déjà installés disent se sentir bien en Israël même si, comme ils le disent, ils sont entourés de « barbares ». Les juifs de France douteraient et s'inquièteraient pour leur avenir en France. Ils considèrent pourtant que la France appartient à tous les Français, de quelque confession qu'ils soient, ainsi que pour les non croyants. Il est vrai aussi que la grande majorité des juifs n'a aucune intention de partir de France.

Que deviendrait-elle, cette France des Droits de l'Homme et du Citoyen ? Le conflit israélo-palestinien s'y serait-il installé, sans qu'on

y prête attention, insidieusement, mais pourquoi ? Il ne peut pas y avoir à priori, de « congruence », ou d'identité de forme, entre les Sémites arabo-musulmans ou arabo-juifs, sur le plan religieux en France, puisqu'il peut y avoir des identités distinctives directes, dans leurs pratiques religieuses. Elles ne peuvent pas, en tout cas, se référer aux interférences militaires connues en Palestine. L'antisémitisme constitue un alibi privilégié, permettant de justifier les atteintes au « révisionnisme » historique, par la création de lois liberticides en France. L'État aurait-il le droit de décider de ce que doit être la vérité ?… Qu'en serait-il d'un « complot » américano-sioniste ? Serait-il à l'instigation de la tentative de réalisation d'un « califat », tentant de réconcilier les Pays arabo-musulmans pour la création d'un État commun situé en Irak, en Syrie et en Iran, par la force, (comme l'ont fait les juifs en Palestine), pour pouvoir mieux déclarer une guerre particulièrement offensive à leur encontre ? À partir de 1983, le pouvoir sioniste aurait pris le pouvoir politique, par un appui du pouvoir bancaire, et instauré un modèle de rigueur dont la France ne se serait plus remise, en bloquant tous les secteurs économiques du Pays. ***Environ 600.000 juifs (nombre estimé) résideraient en France, et détiendraient tous les secteurs clés décisionnels du Pays, dans tous les secteurs économiques et bancaires, ainsi que ceux de l'information, de la culture, de la santé, etc.*** Cette situation, qui rappelle celle de l'Allemagne-Autriche des années 1929 à 1937, est propice à faire se renforcer arbitrairement, une vague antisémite pourtant encore illusoire.

Une Nation, comme la France, en faillite économique complète, où les agriculteurs et les petits commerçants sont ruinés et qui se suicident en masse, où la classe moyenne est exsangue, serait dirigée par une oligarchie écrasante, arrogante et méprisante. Cette oligarchie qui a pris les pleins pouvoirs n'hésite pas à se cacher derrière les slogans de « complotisme » et de « conspirationnisme », qui leur permet de faire douter de la valeur de leurs détracteurs. Par exemple, il suffit de dire que le complotisme fournit des arguments au terrorisme, lorsqu'il est dit que : _ « l'écroulement des tours jumelles est anormal et peut-être douteux, par la suite de leurs percussions par des avions de grande ligne ».

Mais, les pleins pouvoirs de l'oligarchie dirigeante en France auraient, en cours de préparation, une guerre civile parfaitement orchestrée. D'abord, par l'installation d'une immigration volontaire et incontrôlée depuis plusieurs dizaines d'années, et qui leur permettraient d'établir une main-mise totale sur l'Europe à partir de la France. Ensuite, parce que le chaos sert les Puissants en leur permettant de

réaliser une domination totale sur les populations. Le processus étant d'organiser un régime faible plus facile à gérer.

Analyse établie en 2016, note de l'éditeur

VERS UN COLLAPSE

Comment l'augmentation des prix est-elle analysée ? Par un grand mensonge sur le pouvoir d'achat ? A la baisse du pouvoir d'achat, constaté quotidiennement par les citoyens français, et répercutée par les enquêtes d'opinion, l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques), qui est l'organe de référence permettant d'analyser les fluctuations des prix de la consommation des ménages, aurait ***une vision particulière*** de la situation économique. Quelle serait donc la méthode de calcul de l'INSEE qui affirme que le pouvoir d'achat serait en continuelle augmentation. L'INSEE aurait cette particularité d'analyses, qui lui permettrait d'abord de tenir secrète sa liste des produits pris en référence, puis de ne pas tenir compte des impôts ni des crédits à la consommation. Le plus surprenant dans ses analyses concerne un de ces outils d'étude qu'elle a intitulé : les « effets qualités ». Si l'on considère que le pouvoir d'achat, est le rapport entre l'augmentation des salaires moins le niveau de l'inflation qui est une augmentation générale et durable du prix des articles, il suffit de connaître le montant des salaires déclarés aux impôts sur le revenu et les hypothèses concernant l'analyse d'une inflation. Comment se fait l'analyse de l'inflation ? Tout est justement dans la subtilité sur le choix des ingrédients référencés… et surtout sur l'honnêteté du référencement. Il suffit donc de « minorer » l'inflation pour pouvoir conclure que le pouvoir d'achat augmente ! Il s'agit donc de prendre en considération un effet qualité. Il consiste à ne pas prendre en considération l'augmentation d'un produit, même si cette augmentation se répercute automatiquement sur le pouvoir d'achat, parce que se produit serait devenu plus performant que sa précédente référence. Par exemple, l'augmentation du prix d'un manche à balai ne doit pas être pris en considération, si le dernier produit est verni alors que le précédent ne l'était pas.

_ « ***Une étude effectuée sur des séries de prix, entre 1965 et 2015, révèlerait que le pouvoir d'achat des Français serait continuellement en baisse.*** »

Il s'agirait là d'une simple différence de qualité n'entrant plus en considération dans le modèle analytique de l'INSEE sur l'inflation du prix du produit. ***L'INSEE va donc prendre un prix de référence inférieur au prix affiché pour son analyse.*** Tel serait le tour de passe-passe réalisé par l'INSEE pour pouvoir démontrer qu'il n'y a pas d'inflation en France. L'utilisation de l'effet qualité donne des résultats totalement aberrant aboutissant à démontrer que le prix d'un ordinateur aurait baissé de 12 fois en peu de temps. Ce principe déterminerait qu'un ordinateur à 1000 €uros il y a quelques années, aurait son prix actuel considéré par l'INSEE, de 50 €uros et c'est ce prix qu'il prend effectivement en référence. Même si le prix des ordinateurs a effectivement baissé, cela ne peut pas être dans les proportions prises en considération par les analyses de l'INSEE. Or, tous les calculs analytiques de l'INSEE sont basés sur ce modèle, d'effet qualité, pour tous les prix qu'il prend en référence. Par contre, lorsqu'il s'avère que l'effet qualité vérifié est contraire aux estimations de l'INSEE, l'organisme d'analyse n'en tient pas compte. ***Tel serait donc le mode de calcul de l'indice des prix permettant de démontrer qu'il n'y a pas d'inflation en France et que le pouvoir d'achat des Français est en constante augmentation.*** Cet imbroglio permet d'expliquer pourquoi les citoyens Français ne comprennent pas que leur pouvoir d'achat diminue alors que l'INSEE leur démontre que c'est le cas contraire qu'ils doivent prendre en considération. Cela signifie que toutes les études conceptuelles effectuées à partir des conclusions analytiques de l'INSEE doivent être considérés comme autant de mensonges et de tricheries. ***Et, en effet, tous les économistes intègrent les conclusions de l'INSEE dans leurs modèles permettant de définir les systèmes économiques de l'Etat Français.*** Tous menteurs, tous tricheurs, tous voleurs, tous corrompus ?… Il convient donc d'intégrer que les très grosses pertes de pouvoir d'achat sont cantonnées sur les prix du logement, de la nourriture, des moyens de déplacement et de ceux de l'énergie. A contrario, le prix des produits technologiques sont en diminution, leur avantage étant que leur achat peut être différé au

contraire des éléments nécessaires à la vie en communauté. Encore à titre d'exemple, l'INSEE conclue que le logement des Français ne représente que 6% de ses dépenses… ***qui peut le croire…*** il serait aux alentours de 25 à 30%. Et le passage à l'€uro a encore eu un effet multiplicateur sur l'augmentation des prix, constaté d'abord comme perte de référence, puis comme répercussion inflationniste. Le cycle inflationniste actuel est encore accentué par les modèles organisationnels des banques privées consistant à créer toujours plus d'argent.

Les Français peuvent être catalogués par catégories. ***Une première catégorie minoritaire, qui profite à plein du système économique et qui le défend, ce sont les grosses entreprises, les élus politiques, les journalistes, etc… qui est défendue et mise en avant par les médias. Une seconde catégorie également minoritaire, de naïfs qui vont voter et qui soutiennent le système d'une façon inconditionnelle en relayant le bourrage de crane bien acquis et qui ne profite, en réalité, que des « miettes » qui lui sont laissées. Et puis il y a une troisième catégorie très majoritaire, généralement silencieuse, qui subit le système et qui se considère impuissante à pouvoir changer les choses. Et enfin une quatrième catégorie, lucide sur le fonctionnement du système et de ses institutions, qui pour s'en libérer choisi de s'exiler à l'étranger.*** Il convient d'ajouter à cette vision et à cette analyse, les citoyens particulièrement arrogants et prétentieux qui inondent les plateaux de télévision en désignant tous ceux, qui ne partagent pas leurs points de vue : ***de complotistes, d'extrémistes, de racistes, d'antisémites, etc…*** Les vrais détenteurs du pouvoir global de la Planète, sont donc ceux qui font régner la terreur et qui représentent une menace si bien organisée, si subtile, si vigilante et si persuasive, que pour des décennies encore et peut-être même pour quelques siècles, nul ne sera en mesure d'annuler leur pouvoir. ***Cette situation se réalise exclusivement à cause de l'ignorance entretenue, auprès des 99,9% des citoyens qui ne connaissent pas le fonctionnement économique dans lequel ils ont été enfermés.*** L'opacité est totale sur le fonctionnement réel des populations dans le système économique, par le truchement des moyens d'informations, qui sont en réalité, des moyens de désinformations, et qui permet ainsi au système oligarchique de perdurer. Mais pour que les

populations puissent continuer à adhérer à leur mise en esclavage, il suffira à cette oligarchie, pour pouvoir ainsi perdurer, de continuer à créer des conflits et l'appauvrissement de toutes les populations. ***Si la connaissance sur le fonctionnement du modèle économique oligarchique était divulguée à la totalité des populations, le système oligarchique serait en très grand danger, et il le sait. C'est pour toutes ces raisons qu'il n'hésitera pas à créer et à organiser un chaos économique, d'abord en Europe, puis ailleurs dans le monde, pour sauver ses privilèges.*** Il pourrait aussi installer une « collapsologie », c'est-à-dire un effondrement, bancaire d'abord, économique ensuite et enfin de la Civilisation Humaine. Elle serait déjà en route vers une issue complètement dramatique pour cette société humaine. ***Certaines communautés se prépareraient à cette éventualité par la mise en place d'une stratégie de survie, d'abord alimentaire puis de défense, et par un mécanisme d'entraide. Leurs niveaux de survies seraient donc liés à leurs capacités à savoir s'organiser. Cet effondrement jugé inévitable pourrait-il devenir une opportunité pour les survivants ?***

VERS UN MONOPOLY

Pour comprendre le fonctionnement économique actuel de la Société Humaine, il suffit d'utiliser un jeu de société, appelé le « Monopoly ». Il convient tout d'abord de préconiser que 100 personnes se réunissent autour d'une table munie du jeu de Monopoly pour pouvoir en comprendre les mécanismes. Le jeu du Monopoly est doté d'une piste ayant la faculté de définir différents chemins de vie, avec ses chances, ses risques, ses embuches et ses destins. Chacun des concurrents aura les siens spécifiques, qui se détermineront en fonction des propres aléas du jeu, définis par un lancer des dés. Le hasard établira donc ainsi le « destin » de chacun. Pour pouvoir le faire fonctionner, un des participants devra prendre la banque en charge. Le jeu ne peut commencer qu'après une distribution monétaire d'un montant égalitaire. La finalité de ce jeu consistera alors à ce qu'un seul concurrent, le plus chanceux et aussi le meilleur stratège, de pouvoir remporter la partie, après avoir progressivement éliminé tous ses adversaires. Il aura donc le privilège de s'octroyer la totalité de la

« masse monétaire » d'abord engagée par la banque, au détriment des concurrents plus malchanceux ou moins vertueux que lui.

La même situation se vérifie aussi dans la vraie vie. 1% de la population s'est dorénavant accaparé les 99% du volume monétaire engagé par les banques, et pourtant préalablement prévus pour les échanges des Biens et des Services entre les individus. Il ne resterait ainsi, plus que 1% du volume monétaire global préalable, permettant des échanges de biens et de services entre les 99% de la population. La Société Humaine ne peut évidemment pas fonctionner dans de telles conditions économiques. Et c'est pourtant sur ce modèle que la société s'est orientée et continue à fonctionner. C'est de cette manière que les plus riches de ce 1% parviennent à s'enrichir toujours davantage, pendant que les plus pauvres se marginalisent progressivement. Tout comme dans le jeu de Monopoly, des parties importantes de la population sont retirées du circuit économique, selon les aléas de leur vie. Est-il possible de modifier une telle situation ? Certainement, mais avec un autre modèle d'organisation économique. Le « ***Collectif Économique Local Autonome*** » permettrait d'établir un modèle différent, mais complémentaire. Il consisterait en la réalisation d'un circuit économique situé en dehors de l'inflation monétaire. Sa règle du jeu, comme au Monopoly, est d'octroyer un apport équitable de départ, dès l'inscription de chacun de ses adhérents. Elle est ensuite établie sur la base d'un taux horaire de coopération. Un apport est donc d'abord octroyé, comme au Monopoly, sur la base d'une personne effectuant 20 heures par semaine pendant 4 semaines par mois, soit 80 heures.

Une comparaison horaire indicatrice de valeur peut équivaloir à 50 €uros de l'heure, comme première base. (Rappelons, à titre indicatif, qu'un garagiste facture son heure de travail à partir de… 60 €uros…). Après la première dotation, à l'inscription des adhérents, les dotations suivantes se feront au prorata des horaires effectués pendant le mois, avec un maximum de 20 heures par semaine, pour 4 heures par jour sur 5 jours, pendant 4 semaines par mois, au titre de la coopération. Sa comptabilité consiste à simplement enregistrer les dettes de chaque adhérent. C'est beaucoup plus simple et rapide que d'enregistrer des transactions monétaires « illicites » de surcroit. Le plein-emploi apparaît désormais comme le symbole d'un passé révolu. Les machines intelligentes, plus fiables et moins coûteuses que les humains, sont en passe de remplacer l'humain, tandis que l'essor des algorithmes contribue à une automatisation croissante du travail. La prochaine cible de cette quatrième révolution industrielle sera les « cols blancs » qui sont au centre de la classe moyenne. Le revenu de base serait

certainement plus avantageux pour l'ensemble de la société humaine… Il permettrait, entre autres perspectives, de repenser la notion du « travail », et celle de sa justice sociale. ***Il demeurera utopique et inacceptable dans le niveau actuel de moralité. Il ne pourra exister qu'accompagné d'une démocratie directe par tirage au sort des dirigeants, révocables, et le vote des Lois par référendums populaires.***

UN JEU ÉVOCATEUR

Quel serait donc le but du jeu de Monopoly ? Il enseigne d'abord qu'il est indispensable d'acquérir continuellement des biens et des services, pour pouvoir gagner et montrer ses propres compétences, d'abord liées à des conditions d'opportunité favorables. Il établit le dogme que l'argent et la possession sont les seuls moyens d'établir sa suprématie. La réussite individuelle et collective doit passer par la possession. Il apprend surtout à devenir impitoyable, pour pouvoir asseoir sa suprématie. Il apparaît également indispensable de contourner les règles du jeu, pour pouvoir devenir le meilleur, il faut être absolument impitoyable ! Seulement, ce qui apparaît plus évident encore, c'est qu'à la fin de la partie, rien n'appartient à personne. Le jeu retourne dans sa boite… Il en va de même dans la vie. Absolument rien de tout ce qu'on a convoité et obtenu, consommé ou amassé, ne nous suit, en fin de compte, même pas, notre enveloppe corporelle ! Tous les objets de convoitise existaient avant notre arrivée et continueront à exister, après notre départ. La promotion, la propriété... tout ne serait qu'un leurre provisoire. Tout finit par s'évanouir. Si l'on connaît le chemin que nous avons parcouru, nous ignorons quelle est son origine et nous ne savons pas où il se dirige, puisque nous le quittons en route. A l'évidence, quel que soit notre effort pour assouvir notre ambition, il ne sera jamais suffisant. L'ambition, elle, n'a pas de limite. Il est donc essentiel, dès le départ de savoir, ce qui nous importe le plus à concrétiser. Les dirigeants des entreprises jouent continuellement au Monopoly. Plus elles deviennent importantes et plus leurs dirigeants deviennent intransigeants. Ils utilisent les mêmes règles du jeu que celles du Monopoly. Leur identité est devenue la mondialisation financière. Leur partie est simplement une guerre économique des nantis contre les démunis. Ils essaient, par tous les moyens mis à leurs dispositions, de transgresser les règles, afin qu'ils deviennent toujours plus conquérants. La plupart des Dirigeants, des autres organisations agissent aussi, de la même façon. Il s'agit pour eux d'un nouveau jeu de

Monopoly appelé « Monopoly Tricheur »…

Les autres acteurs de la société, s'ils ne sont pas capables d'y mettre des freins, par cupidité ou par dévoiement, ne pourront qu'observer, sans ne pouvoir jamais intervenir sur les dérives des principaux responsables économiques. L'expansion monétaire joue le même rôle inflationniste. Celui qui est chargé de tenir la banque, dans le jeu du Monopoly, peut établir ses propres règles du jeu. Une guerre économique peut, à partir de décisions bancaires, être mise en œuvre, à l'encontre des acteurs économiques. Pour parvenir aux résultats escomptés, des États n'hésitent pas à utiliser des stratégies de guerre à l'encontre d'autres États. Et aussi, la suppression physique de personnes qui tenteraient de leur barrer la route. Ces stratégies sont souvent mises en œuvre lorsqu'il y a un constat de déclin évident, qui est compensé par des attitudes féroces d'hostilités pour la survie. Les crises sont provoquées volontairement. Il s'agit de connaître la mise en place de stratégies et de savoir comment elles sont mises en place. Pourquoi les oligarchies gèrent-elles les situations de cette manière ? Les classes dirigeantes établissent une mise en œuvre de la centralisation du pouvoir. Or, si l'on examine leur gestion, des situations qui se présentent, on peut se rendre compte qu'il n'y a pas de perspective logique, à long terme, y compris pour leurs propres intérêts. S'agirait-il alors d'un complot ? Serait-il sioniste, maçonnique, ou tout autre ? Il y aurait effectivement des conspirations qui peuvent être mises en évidence. Il y a, à l'évidence des groupes de pression, des Lobbies…

Il y a aussi, à l'évidence, des intérêts particuliers secrets, dissimulés, agissant dans l'ombre, qui pourraient expliquer ce modèle caractéristique, de fonctionnement. Qu'il existe un lobby pro-Israël, à travers le Monde est une évidence. Que ce lobby agisse, en coordination, même partielle, avec le très haut niveau financier, est également une évidence. ***La conspiration, autour de l'oligarchie juive, même si elle était avérée, ne pourrait pourtant pas être le facteur explicatif principal.*** Une autre hypothèse est celle du complot des hyper riches. Les milieux de la haute finance pourraient effectivement être suspectés. Ils sont bien là, au-devant de la scène. Ils savent prendre les décisions, leur permettant d'imposer leurs volontés. Il y a ainsi de nombreux réseaux particulièrement influents. Le problème qui se pose alors, c'est que tous ces réseaux apparaissent ne pas pouvoir s'unir pour un complot planétaire, alors qu'ils sont en concurrence, les uns contre les autres. Comment pourraient-ils constituer un groupe, d'une telle homogénéité, alors que leurs centres d'intérêt respectifs sont, apparemment, extrêmement divergents ?

Au sommet de la pyramide financière se trouve ce qu'on appelle l'hyper-classe. Elle possède la majeure partie des richesses de la planète. Il apparaît alors extravagant que cette oligarchie, dans différents Pays, puisse s'accorder ensemble. Les unes utilisent l'industrie, les autres les placements financiers. Leurs intérêts particuliers apparaissent, à l'évidence, divergents. L'homogénéité de ces milieux, qui sont puissants, semble incompatible. En fin de compte, est-il possible de déterminer quelles sont les stratégies de ces groupes dont la logique de manœuvre est d'abord la manipulation. Bien évidemment leurs actions provoquent les catastrophes économiques que l'on sait. Qui est donc derrière toutes ces manipulations, derrière tous ces mécanismes aberrants ?

Leur orgueil se nourrit alors de cette ambivalence qu'ils provoquent et entretiennent. Ils s'enorgueillissent notamment de provoquer, volontairement, du désir de consommation chez ceux dont ils savent à l'avance qu'ils se trouvent dans l'incapacité totale de pouvoir accéder aux produits de consommation qui leur sont présentés. Les dégradations des conditions de vie des castes ainsi défavorisées, dans l'organisation humaine, s'accentuent pendant que les richesses des riches continuent à augmenter. La conséquence de cette situation est évidemment une dégradation sociale, totalement injustifiée, pour une Société Humaine, qui devrait considérer l'Humain, égalitairement. Notre système social fonctionne à partir d'une précarité maximale, afin que des profits toujours plus conséquents puissent être continuellement engrangés. Les entreprises multinationales appliquent le « dégraissage » pour licencier un maximum de travailleurs avec un minimum de coût. Il apparaît ainsi évident que les entreprises n'ont pas pour objectif de procurer du travail, mais de procurer du profit. Il s'ensuit une réaction en chaîne, des concurrents qui s'ingénient à appliquer immédiatement, la même stratégie.

La logique qui découle de cette situation, c'est qu'en fin de compte, ces entreprises multinationales, qui appauvrissent volontairement les populations, n'ont plus de débouchés pour pouvoir vendre leur production. Les personnes qui ont perdu leur emploi ont aussi perdu leur source d'approvisionnement économique et ne peuvent donc plus consommer. Ce système, totalement démentiel, crée, lui-même, sa propre crise. Un tel paradoxe exigerait des explications. ***Ce système, qui volontairement, ne veut pas d'une redistribution équitable des ressources, met en place des situations de subterfuge qui, provisoirement, vont lui permettre de continuer à prospérer.*** La conséquence de cette situation est une exportation massive de capitaux

monétaire vers les Pays détenant d'énormes ressources naturelles afin d'aller les leur piller. Cela crée, bien évidemment des conflits économiques et des guerres ou guérillas locales. Il s'agit, en fait, d'une stratégie du chaos. Et la contradiction perdure, entre une élite locale corrompue par le pouvoir économique qui l'a installée, et la misère engendrée par le système. Une pauvreté massive, toujours grandissante, si elle se révoltait serait très sévèrement réprimée. Et gare à celui des gouvernants, généralement mis en place par le pouvoir économique, qui refuserait d'obtempérer, en prétextant, vouloir faire participer sa population à une nouvelle manne économique en gestation.

Les règles du jeu, instaurées par le pouvoir, ne peuvent pas être transgressées. Chacun doit rester à la place qui lui a été octroyée. Aucun Pays ne doit pouvoir acquérir une économie autonome, de ce fait, où que ce soit, sur la Planète. Et s'il y a la possibilité d'instaurer ou de favoriser un totalitarisme exubérant et fanatique, accompagné par du chantage, cela ne sera que mieux. Diverses stratégies sont ainsi mises en place, pour une domination économique du Monde. Toutes les alliances qui seraient contraires à cette stratégie seront, évidemment, violemment combattues. Il s'avère que ce processus est, en fait, un cas de psychopathologie collective qui s'appelle la paraphrénie et qui est une sorte de psychose chronique. Tous les dirigeants économiques ayant établi leur fortune et leur dictat en sont obligatoirement atteints… Cette pathologie a pour conséquence de déconnecter les décideurs de l'avenir de la Société Humaine, et de toute logique d'approche d'un développement social, des personnes n'appartenant pas à leur tribu. C'est tout simplement l'approche d'une situation d'autodestruction. C'est donc vers cette logique de psychopathologie collective, que sembleraient s'acheminer les oligarques qui nous dirigent.

Cette situation pourrait avoir pour conséquence une implosion du système économique, lui aussi largement globalisé qui pourrait entrainer l'Espèce humaine dans le plus grand dénouement de son histoire.

_ « …Ce sont les « bobos » (les bourgeois bohèmes) qui dirigent la France… Ils seraient des Bourgeois High–Tech : les Financiers, les Journalistes, les Gouvernants et leurs disciples dont les revenus sont tellement exorbitants, qu'il leur est devenu impossible de comprendre que les autres n'aient pas été capable d'obtenir leur niveau de réussite. Alors ils les méprises, tous les autres, et en plus ils se permettent de les piller, sans vergogne…Le mépris, de tous ces soi-disant intellectuels et de tous ces soi-disant dirigeants, à l'égard de

tous les Français qui travaillent et qui veulent élever leur famille, au moins dans la dignité, et leur arrogance est devenu tellement insupportable depuis le règne « Giscard »… Non seulement, les Français ont une vie difficile, mais on en rajoute en leur disant que c'est de leur faute… parce qu'ils sont trop « bêtes »… au minimum cela devrait finir par les agacer…non ?

Notre Société se serait scindée en trois groupes : le premier groupe appartient au « grands gagnants » de la Mondialisation… ce sont les fameux Bobos qui excluent tous les autres de leur univers…ils sont entre eux, dans leur « Caste ». Ils ne veulent, ni voir, ni savoir…

Autour de tous ces beaux Bobos, gravitent leurs « Serviteurs », qui sont les fameux travailleurs immigrés dont ils ventent tant les mérites et qu'ils font rentrer en masse…c'est à ce niveau que sont attribuées toutes les subventions gracieusement accordées…

Et enfin, en troisième rideaux, vivent les autres, tous ces Français qui vivent souvent misérablement… on leur supprime les écoles, les hôpitaux, les transports en commun, etc. Mais, ce sont eux qui financent les « pouvoirs publics », enfin, ce qu'il en reste… Les Bobos, ne vont pas se voter des impôts… ça se saurait… alors c'est sur cette troisième tranche, de ces Français défavorisés et méprisés…qu'ils sont implémentés…

EN BREF

Il y aurait atteint le grade de « Vénérable Maître » d'une loge du droit humain, émanation du « Grand Orion », avec le 18ème degré de hiérarchie. Un converti explique les fonctionnements du « Temple » avec ses traditions, ses codes secrets, ses symboles, ses initiations et ses cérémonies. Chaque « Atelier » ne contient que 40 initiés, par essaimages successifs.

La définition de cette « Secte économico-religieuse » se présenterait comme un groupe philosophique et un groupe de pensées. Le « Parrainage » d'un futur adepte, serait un long processus d'enquêtes préliminaires, très « fournies ». Des rituels d'admission seraient ensuite organisés. Son influence, sur le fonctionnement social des populations, y serait particulièrement importante. Des débats y seraient organisés pour définir les prochains choix de l'organisation sociale.

Les synthèses des décisions prises seraient transmises aux Gouvernements et aux Présidents de la République. Tous les élus

seraient tous tenus d'appliquer les points de vue de ces « Notables ». Il y aurait aussi une « Fraternelle Parlementaire ». Il serait, à l'évidence, extrêmement difficile de pouvoir faire de la « Politique », sans l'appartenance à une Loge. Mais, d'autres décisionnaires peuvent ne pas appartenir à la « Fraternelle »… pour l'adoption de Lois Sociétales…

CHAPITRE 5

DES STRATÉGIES DE JEUX ÉCONOMIQUES

_ Dans le jeu du « Monopoly », la banque est tenue arbitrairement par un des joueurs. Il a le droit d'établir ses propres règles de distribution de l'argent dont il dispose ou qu'il peut créer…

_ Dans l'organisation de la Société Humaine, chaque État établit ses règles de distribution de sa propre monnaie… par les banques chargées de la créer.

_ Plus encore, que dans le jeu de Monopoly, qui rappelons-le a été créée pour mieux faire comprendre les modèles de fonctionnement d'une organisation sociale capitalisée, les États possèdent généralement un système bancaire particulièrement opaque…

_ Lorsque la stratégie bancaire n'est pas visible, les règles sociales sont complètement faussées. Il n'est plus possible de comprendre comment la société humaine fonctionne…

_ Le rôle de la banque, dans le jeu de Monopoly, qui est le reflet du fonctionnement économique et aussi des aléas de la vie pour chaque participant, est d'attribuer des « prêts » aux différents acteurs sociaux afin d'organiser un bon fonctionnement social, où, en finalité il ne restera plus qu'un seul joueur…

_ Si le fonctionnement de la banque est caché, plus personne, à part le banquier, n'est en mesure de connaître qui sont, et où sont les acteurs sociaux. C'est évidemment la porte ouverte à tous les abus, facilement identifiables par ailleurs, comme dans le jeu, mais il ne s'agit plus de jouer…

_ Pendant que quelques-uns s'enrichissent, et c'est bien sûr au détriment des autres acteurs sociaux qui ne peuvent même plus subvenir à leurs propres besoins ni même à se nourrir dignement. Un seul protagoniste s'accapare la totalité de la masse monétaire censée être mise à la disposition de l'ensemble des acteurs sociaux… Comme

dans le jeu du Monopoly le bon fonctionnement du système économique s'arrête, faute de participants…

Le Crédit Productif Public doit être assuré par une gestion collective.

Pourquoi ?

-À cause d'une économie dégradée par l'absence de volonté politique de soutenir l'économie réelle.

-En raison du soutien aveugle de l'économie financière, au seul profit des élites, en leur permettant de détruire le travail et les monnaies.

-Par la difficulté de soutenir des projets économiques respectant l'humain et voulant donner un avenir pour les générations futures.

-Par la difficulté de crédibiliser les idées nouvelles à cause de l'interdépendance à l'€uro et par conséquence indirecte au dollar, par exemple en Europe.

-À cause du peu de gens qui veulent s'engager de peur de perdre ce qu'il reste de leurs économies.

-Par la difficulté sociale qui contraint à des obligations financières et à la notion de possession et qui donne un pouvoir illusoire.

-Par la difficulté à la Résistance de pouvoir s'organiser par manque de moyens monétaires.

Comment ?

-Par une gestion au principe de la « banque des pauvres » avec un compte bancaire qui serait une vraie propriété privée avec des frais très limités, où l'humain serait prioritaire.

-Par des crédits où il y aurait des taux d'intérêts limités au fonctionnement de la banque.

-Pour que chaque client ait à l'ouverture d'un compte des parts sociales dans la banque.

-Pour les professionnels, la création de commissions pour la demande de financements avec la présentation de projets.

-Où des règles devront tenir compte des critères définis en fonction des métiers et des besoins.

-Pour la création de moyens permettant de relancer l'économie sans avoir la gangrène de l'économie actuelle.

-Par un outil pédagogique afin de faire comprendre le principe économique monétaire.

-Par une méthode permettant de coordonner tous les systèmes d'échanges sous forme de base de données des réseaux sociaux. Chaque compte bancaire ouvert donnerait un compte en monnaie intermédiaire.

-Par la création d'une monnaie intermédiaire et indépendante.

-Créer un site pour la banque et former une équipe de gestionnaires, de comptables, de conseillers juridiques, de secrétaires, de créateurs de monnaie, de gestionnaires des monnaies locales, et de toutes les compétences nécessaires…

La création d'une monnaie complémentaire locale :

-Les monnaies locales sont également appelées monnaies complémentaires. Elles prennent de nombreuses formes, aussi bien matérielles que virtuelles.

- Face à la désertification des petits commerces, à la délocalisation, au chômage, ou encore à la perte de liens sociaux, la monnaie peut-être un moyen de se réapproprier l'économie et de la rendre plus humaine. En effet, la monnaie locale permet de construire et de préserver l'intégrité d'un territoire et de s'ouvrir aux autres en échangeant ses acquis sans se mettre en danger. Le but n'est pas de concurrencer la monnaie nationale, mais de créer une monnaie complémentaire qui puisse pallier les déficiences du système monétaire actuel devenu incontrôlable, en ces temps de crises économiques.

Comment l'organiser,

1. Constituer le noyau des fondateurs, en veillant à avoir dans le groupe au moins un professionnel dans un secteur d'activité répondant à des besoins courants, afin de pouvoir offrir dès le départ un lieu où le paiement en monnaie locale est accepté.

2. Rédiger la charte : elle précise le but et l'esprit du réseau. Elle doit être simple et courte pour être facilement mémorisée. Créer une plaquette d'information simple et conviviale.

3. Définir le cadre légal : la monnaie doit circuler entre des acteurs sociaux économiques qui sont prêts à incarner les valeurs et les objectifs de la charte. Ils doivent donc être adhérents d'un groupe identifiable. Les membres du collectif sont à priori les cadres les mieux adaptés. Toutes les monnaies locales sont adossées à la monnaie nationale. **Une**

unité de monnaie complémentaire vaut un €uro. Elle est légale si elle est en conformité avec l'article L521-2 du code monétaire et financier qu'elle est confinée à un territoire restreint et ne concerne qu'un éventail réduit de biens et de services. La monnaie complémentaire doit avoir une dimension sociale et solidaire servant à financer des projets sociaux. La monnaie locale permet de payer des transactions entre particuliers et entreprises et entre entreprises. Elle doit favoriser la prospérité économique locale. Elle n'est pas conçue pour concurrencer ou remplacer la monnaie nationale. Il s'agit d'une « Unité de Compte de Réseau », UCR.

Ces systèmes sont tout à fait officiels et légaux. Le chiffre d'affaires réalisé en UCR est déclaré en comptabilité comme s'il s'agissait d'un règlement effectué avec une devise étrangère. La fiscalité du pays peut donc s'exercer normalement. La limite de cela est qu'une entreprise ne peut réaliser qu'une partie minoritaire de son chiffre d'affaires en UCR, faute de quoi elle ne pourrait plus faire face au paiement des taxes, salaires et charges sociales et frais généraux. Les « Système d'Echanges Locaux », SEL, ne concernent que les particuliers. Les participants échangent des biens et des services, dans une unité de compte qu'il n'est pas nécessaire de posséder à priori. C'est la réalisation de l'échange qui « crée » la monnaie. La vraie richesse est dans le bien ou le service et dans la qualité de la relation. C'est un argent dont la provenance est basée sur l'égalitarisme de l'offreur et du demandeur, *il décourage l'accumulation* et encourage la coopération parmi ses usagers. Cette monnaie n'est qu'un outil d'échange qui permet d'éviter les contraintes liées au troc, *il n'a ni valeur d'épargne ni valeur spéculative.*

Le compte de l'offreur est crédité du montant qui aura été convenu, la même somme sera débitée du compte du receveur. Préalablement, bien sûr, le groupe aura défini ce que représente l'unité, par rapport à la monnaie nationale par exemple, ou pouvant être converti en une unité de temps. Un inventaire des offres disponibles est établi au sein de la communauté pour permettre aux membres de savoir qui fait quoi et qui offre quoi. Les échanges se font de gré à gré, les comptes y sont centralisés. Des expériences fondamentales ont donné naissance à un vaste mouvement de monnaies complémentaires de par le monde (estimées à plus de 5000 expériences en cours, de nature très variées) qui s'adressent à la société dans toutes ses composantes : particuliers, entreprises et collectivités locales. Dans la grande majorité des cas, elles visent à ré introduire dans l'économie du sens, des valeurs sociales et écologiques.

La communauté qui décide de la mettre en circulation crée purement et simplement son unité de compte sans rapport avec ou sans convertibilité possible avec la monnaie nationale. On se trouve alors dans un cas de figure inverse à celui qui préside dans nos sociétés. En effet, contrairement au système économique dominant, il n'est pas nécessaire de posséder la monnaie pour accéder à un bien ou à un service. Cela ouvre naturellement de vastes horizons, mais on bute rapidement sur une question majeure : que représente cette monnaie ? Le commerçant qui va la recevoir en paiement est-il satisfait ? S'il est au cœur d'un vaste réseau qui lui permet de régler ses propres dépenses avec la monnaie complémentaire locale qu'il a encaissée, oui. Cela implique la réalisation d'un réseau assez vaste et diversifié en productions essentielles pour permettre une circulation fluide de la monnaie, dans la confiance, tout en vérifiant que c'est compatible avec la règlementation nationale sur la monnaie afin de s'engager en toute connaissance de cause. C'est ce cas de figure le plus courant en Europe. Pourquoi est-il courant ? Outre l'aspect règlementaire, choisir cette option ouvre la possibilité de démarrer l'expérience avec un réseau restreint, car les quelques prestataires professionnels ont alors la sécurité de pouvoir reconvertir la monnaie locale en monnaie nationale.

Principe général de fonctionnement. Tous les membres, personnes individuelles et prestataires professionnels se réunissent au sein d'un réseau identifié en officialisant leur adhésion :

– En signant la charte qui exprime les valeurs et objectifs du réseau : par cet acte chaque membre se dit solidaire de ces valeurs et objectifs. En faisant signer une « *convention de partenariat* » aux prestataires professionnels, dès lors que la finalité du projet revêt des valeurs sociales écologiques, et éthiques qui proposent de poser des actes devant incarner progressivement ces valeurs, il est souhaitable qu'un tel document existe afin de rendre plus claire la contribution des entreprises à cet objectif commun. Les particuliers membres règlent leurs achats effectués dans les commerces et entreprises du réseau au moyen de « bons d'échanges en monnaie complémentaire locale ».

La masse de monnaie complémentaire locale en circulation est donc équivalente à la masse de monnaie nationale collectée. Plus tard, au fur et à mesure que le réseau grandit en nombre et en diversité, la monnaie locale tournera nécessairement mieux, il a été constaté que la demande de reconversion en monnaie nationale de la part des professionnels diminue. Elle représente la possibilité de pouvoir offrir une amélioration durable du pouvoir d'achat des plus démunis, et celui de

pouvoir mieux contribuer au soutien de projets locaux. Dans ce système, chaque entreprise reste libre de sa politique commerciale et décide de ce qu'elle rend disponible aux échanges à l'aide de la monnaie complémentaire. Elle peut reconvertir ses encaissements en monnaie nationale. Cette faculté est réservée uniquement aux entreprises. Les entreprises affiliées, rendent visible leur contribution au réseau par un panneau indiquant qu'elles acceptent la monnaie complémentaire locale. Au départ, le plus simple est de lancer l'opération avec un seul moyen de paiement : la monnaie complémentaire, par le porte-monnaie électronique, en ce qui concerne les petits paiements, par des paiements informatisés pour les échanges entre les entreprises. Il est à noter que les factures et les tickets de caisse s'établissent exclusivement en €uros. C'est le paiement qui se fait en tout ou partie en monnaie complémentaire locale. Toutes les écritures comptables, des entreprises sont passées en monnaie nationale. L'équivalent monnaie nationale et monnaie complémentaire est donc primordial. Les règlements en monnaie locale entre entreprises affiliées ne résultent ni d'une obligation, ni d'une décision unilatérale, mais d'une entente négociée soit sur un volume ou une durée, soit au coup par coup. Rappelons que le système pour être légal suppose que le chiffre d'affaires réalisé en monnaie complémentaire locale soit inclus dans les comptes de l'entreprise en monnaie nationale.

Dans une étape ultérieure, lorsque le réseau se sera élargi, il conviendra de regarder comment faire évoluer les moyens de paiement et la gestion pour faciliter les échanges à tous les participants.

VERS UNE CHRONOLOGIE

1. ***Constituer le noyau des fondateurs,***

A l'origine est la volonté d'une ou plusieurs personnes, d'une ou plusieurs entreprises. ***Une poignée de personnes suffit, ce n'est pas le nombre qui compte, mais la motivation.***

2. ***Définir les règles.***

Une fois le noyau constitué, clarifier comment on va fonctionner ensemble. La propension naturelle nous pousse à nous réunir et nous lancer dans l'action, uniquement mobilisée par l'objectif de mettre en circulation une monnaie complémentaire.

Si le groupe fondateur est essentiel, car c'est lui qui va définir la vision, la mission et le fonctionnement du système, comment envisage-t-il l'avenir au fur et à mesure que se développera le réseau ? Est-il celui qui restera au gouvernail ? Ne formera-t-il qu'un des collèges qui plus tard animeront le réseau ?…

Quant au lancement de l'opération, elle nécessite un assez grand nombre de réunions. L'expérience a révélé que les réunions dans toutes les organisations humaines représentent un grand défi. Au lieu d'être le tremplin qu'elles devraient être, elles deviennent trop souvent un frein, devenant ennuyeuses et démotivantes quand elles ne sombrent pas dans la caricature des jeux de pouvoir. Il est essentiel de se mettre d'accord sur la façon dont les réunions doivent se tenir.

3. *Définir le processus de prise de décision,*

Il convient vivement d'adopter un processus « socio-cratique » où les décisions sont l'aboutissement d'échanges conduisant au consentement de l'ensemble des participants par une levée progressive des objections. Il implique d'accepter à priori de sortir de la logique du pouvoir pyramidal. Il demande à chacun ouverture et souplesse, car tout le monde a exactement le même pouvoir. L'objectif est d'aboutir à une solution admise par tous où chacun se sente respecté.

Tant que ce point de rencontre n'a pas été trouvé, c'est le signe que les membres du groupe sont accrochés à des croyances et convictions qui les empêchent encore de voir la question avec un autre regard. Chacun doit donc pouvoir envisager de modifier sa position jusqu'à trouver ce point de rencontre. Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire il ne s'agit pas de se résoudre à des compromis, mais au contraire à enrichir la proposition de base grâce aux objections qui sont faites et dont il est tenu compte. Chacun se trouve ainsi écouté, reconnu, et la décision finale devient efficace parce que chacun peut la faire sienne.

4. *Définir la finalité du projet,*

Une monnaie complémentaire locale, oui, mais pour quoi ? Quelles sont les valeurs, quels sont les objectifs à atteindre, qu'une monnaie complémentaire peut soutenir ? C'est le modèle de développement et le paradigme sous-jacent, plus que la monnaie elle-même qui compte.

Dans les expériences précédentes, les groupes fondateurs ont passé un long moment à définir la vision et la mission portée par cette monnaie. À vouloir bruler les étapes, pressé de voir l'expérience aboutir, le risque est grand de retrouver dans notre « microcosme » les travers dont nous voulons nous affranchir dans notre « macrocosme ». L'aboutissement de l'expérience se limite-t-il à la satisfaction de pouvoir faire ses courses avec une autre monnaie ? Ou celle de voir au fil du temps s'incarner une meilleure qualité de vie au sein de la communauté inter relié avec les autres ? Voilà le moment privilégié pour rêver l'utopie et imaginer comment cette monnaie peut aider son incarnation. C'est cela qui restera vivant, c'est cela qui sera l'âme de cette monnaie. La réflexion conduite doit aboutir à définir précisément la forme d'expérience monétaire qui doit être mise en service.

5. Rédiger la charte,

La charte est la mémoire des deux étapes précédentes. Elle résume la raison d'être de l'action. Elle doit être simple et courte pour être facilement mémorisable, faute de quoi, aussi inspirante qu'elle soit, elle est oubliée et ne représente plus le fil conducteur de l'action. Elle fixe donc le cap, donne le sens ; c'est le point de référence à partir duquel les difficultés de parcours pourront être examinées afin que l'expérience ne se perde pas dans les aléas de fonctionnement. En outre, c'est la signature de cette charte qui validera l'adhésion de la personne ou du prestataire professionnel.

6. Prendre conscience du cadre légal,

Selon l'endroit où l'on se trouve, il n'est pas inutile de savoir comment l'expérience peut s'intégrer au paysage sans risquer d'être abandonnée pour cause d'illégalité, à moins bien sûr d'en faire une action délibérée de désobéissance civile. Dans tous les cas mieux vaut savoir où on pose les pieds et prendre en considération que ce que l'on décide de faire peut avoir des conséquences sur l'ensemble du mouvement. En général, les promoteurs se sont mis en rapport avec les autorités monétaires de leur pays pour avoir confirmation de la légalité de leur action. En France, lors de la mise en place d'une monnaie complémentaire, il convient de rencontrer le Trésorier Payeur Général et le directeur de la Banque de France.

Les Monnaies Complémentaires Locales, MCL, sont légales à condition qu'elles circulent à l'intérieur d'un réseau identifié et limité. Le code monétaire et financier prévoit en effet en son article L521.3, article L314.1, que « ***par exception à l'interdiction de l'article L. 521-2, une***

entreprise peut fournir des services de paiement fondés sur des moyens de paiement qui ne sont acceptés, pour l'acquisition de biens ou de services, que dans les locaux de cette entreprise ou dans le cadre d'un accord commercial avec elle, dans un réseau limité de personnes acceptant ces moyens de paiement ou pour un éventail limité de biens ou de services. »

Si ces articles sont respectés, le directeur de la Banque de France souligne qu'il est alors inutile de demander une autorisation officielle. Ce point est intéressant, car avec l'accord de la Banque de France, les Trésoriers Payeurs Généraux devraient donc accepter de recevoir des unités de monnaies locales pour les transports en commun, piscine, théâtre, etc… Cela devrait inciter les municipalités à entrer dans le jeu. Reste la question de savoir si elles doivent nécessairement avoir leur contrepartie en €uro. Elle ne doit avoir pour seul résultat qu'une action purement citoyenne,

7. Quelle existence juridique donner au réseau,

Où que l'on se trouve, cette question doit se poser. Souhaite-t-on un réseau informel ou identifié ? Et dans ce dernier cas quelle forme juridique souhaite-t-on lui donner ? En France et dans la zone €uro, comme la légalité prévoit que ce moyen de paiement spécifique doit circuler au sein d'une structure identifiée, alors reste à choisir la forme : Collectif. Définir les statuts, l'objet cohérent avec la charte, les règles de fonctionnement, accomplir les démarches administratives appropriées pour enregistrer la structure choisie et ainsi définie… Si le choix se porte sur un collectif à but non lucratif, penser à la constituer de façon à ce que son utilité générale soit reconnue. Il est souhaitable que chaque membre du réseau reçoive une carte d'adhésion portant sa photo et sa référence. Cela facilitera l'identification des membres lors des échanges commerciaux et évitera d'être exposé à des poursuites légales.

8. Points particuliers,

Comment acquière-t-on de la monnaie locale ?

_ Conditions de couverture et auprès de qui ? Mise en perspective avec le développement à prévoir au fil du temps.

Convertibilité,

– Qui peut reconvertir la monnaie locale en monnaie nationale ?

– Conditions de reconversion en monnaie nationale (auprès de qui ? Avec ou sans contribution financière ? Mise en perspective avec le développement à prévoir au fil du temps)

Gestion de la monnaie,

Désignation et création de l'organe d'émission et de gestion de la monnaie locale : Ce peut être le collectif lui-même, une agence bancaire locale qui accepte de « jouer le jeu », une entreprise de service… Quelle que soit l'option retenue, il faut veiller à une totale transparence des opérations. Le climat de confiance est essentiel. Tout doit pouvoir être justifié sur simple demande.

9. Les critères d'affiliation des prestataires professionnels et les conventions.

Accepte-t-on tout le monde sans distinction ? Au contraire est-on très sélectif afin de n'accueillir que les prestataires qui correspondent aux valeurs de la charte ? Propose-t-on aux participants de s'inscrire dans une dynamique d'évolution ? Libre à chacun de décider bien sûr, mais il convient de se déterminer en conscience. S'il y a dans la démarche un désir d'amélioration de la qualité de vie, est-il cohérent d'ouvrir le réseau sans exigence ? De l'autre côté fermer le réseau pour sauvegarder la pureté de l'intention ne risque-t-il pas de condamner l'expérience à l'ombre d'elle-même ? Ces questions ne peuvent trouver de réponse qu'en fonction de la nature et de l'intention portées par le projet. Si nous nous fions aux actions en cours ou en préparation, elles s'inscrivent toutes dans un élan d'évolution qualitative. Mais le courant des monnaies complémentaires ne se veut pas un club élitiste ; il se veut être un tremplin de transformation de la société. Aussi l'attitude prédominante consiste-t-elle à veiller à ce que les entreprises candidates soient en accord avec la finalité de l'action et précisent leur ferme intention de poser des actes pour tendre pas à pas vers cette finalité. Avoir établi au préalable une liste claire des critères requis pour entrer dans le système est un atout pour tous. Plus besoin de passer du temps à s'interroger sur la pertinence d'accueil. Plus besoin de vivre la délicate mission consistant à refuser une demande d'adhésion. À la simple lecture des critères requis, le prestataire évalue lui-même s'il y a adéquation entre la finalité du projet et ce qu'il vise lui-même.

10. Créer une plaquette,

Tract d'information simple et conviviale pour permettre une compréhension facile du projet, à distribuer lors des opérations d'information pour faire connaître le réseau et le développer. Dans tous

les cas nous vous conseillons d'étendre le réseau par le phénomène dit : du « bouche à oreille ». C'est chaque membre qui, mieux que quiconque a la capacité de sensibiliser son entourage. Toutefois, et chaque fois que vous le jugerez opportun, n'hésitez pas à organiser des rencontres avec la population locale pour présenter l'expérience autour d'une conférence. La mise en place d'un site web sera très opportune. Contacter la presse et la télévision régionale lorsque vous organisez une rencontre publique.

11. Comment faire vivre les valeurs de la charte

Il est courant qu'au fil du temps, la forme l'emporte sur le fond, le comment sur le pourquoi. C'est la dérive qui menace tout système. Aussi faut-il être vigilant à ne pas perdre de vue ce qui représente l'énergie vivante de l'expérience : ce qui est exprimé dans la charte. Que faire pour cela ?

12. Accompagner les prestataires,

Sans doute ont-ils signé une convention et ont-ils exprimé leur désir de tendre toujours plus vers la finalité éthique du réseau. Mais le quotidien et ses contraintes sont là… Il n'est certes pas question de se livrer à un contrôle sanctionnant ; il est question d'être présent pour vérifier comment le prestataire vit l'expérience, ce dont il aurait besoin, ses difficultés, ses réussites, ses avancées. Une présence amicale qui par sa seule existence est un rappel à l'essentiel. Facile à dire, mais pas évident à mettre en place, car cela demande des personnes sur le terrain. Peut-on en faire l'économie ? Nous en doutons, car n'oublions pas que c'est la relation humaine qui, avant toute autre chose, préside à la réussite ou à l'échec d'une action.

13. Valoriser le chemin plus que le résultat,

Notre culture occidentale nous a habitués à célébrer le résultat, mais pas ce qui y a conduit. Nous sommes ici dans une expérience. Qui dit expérience dit tâtonnement, errance, échec… Échec ? Peut-être peut-on considérer les choses comme telles si l'expérience patine, s'arrête… Mais, même en cas d'abandon, qu'aura-t-on appris ? Et pourquoi ne pas célébrer cela ? En général nous constatons que toute difficulté au sein du groupe d'animation ou au sein du réseau dans son ensemble est à priori considérée comme un problème, un obstacle dans le bon développement de l'opération. Une clé de succès consiste à se « réjouir » des difficultés, sans masochisme toutefois et sans les rechercher, car loin d'être des obstacles, elles sont la seule marque d'une limite, d'une incohérence, d'une aptitude que nous n'avons pas encore développée,

soit individuellement soit en groupe. Nous sommes désolés de voir parfois des groupes exploser parce que les relations deviennent trop tendues. Si notre nature profonde aspire à l'harmonie, notre culture une fois encore, associe l'harmonie au fait d'être tous d'accord. Quel piège destructeur ! Dans nos milieux souvent sensibles à l'écologie, réclamant la sauvegarde de la biodiversité, comment pouvons-nous croire qu'un avenir heureux repose sur la capacité à penser tous la même chose ?

S'il y a bien une attitude à cultiver au cœur de nos expériences, c'est à apprendre à nous enrichir de nos difficultés et de nos différences. N'est-ce pas le défi le plus important que l'on ait à relever en ce siècle ? En effet, une différence devient un obstacle et une cause de rupture si chacun reste campé sur ses positions… croyant fermement avoir raison… Mais si nous acceptons de considérer que toute difficulté n'a d'autre source que nos propres limites et notre incapacité à voir les choses autrement, à nous ouvrir, alors acceptera-t-on d'aller visiter cette limite et s'offrira-t-on le choix de pouvoir la dissoudre plus facilement. Quelle extraordinaire opportunité qui se présente là ? N'y aurait-il pas manque de démocratie dans nos sociétés qui pourtant s'en réclament ? La démocratie réside dans tout engagement à développer cette attitude. Il est prépondérant de savoir la construire au sein de ce microcosme choisi.

14. Participer à la mutualisation,

Il est réjouissant de constater que les acteurs de monnaies complémentaires, tant au niveau national qu'international, se relient et partagent le fruit de leurs expériences, mutualisent leurs connaissances et leurs moyens. Pouvoir bénéficier des apprentissages et acquis de ceux qui ont précédé est précieux et humainement régénérant. Chacun à autant à donner qu'à recevoir des autres. Toutefois, il appartient à chacun de se prendre en charge. Notre culture et le capitalisme qui en est l'une des expressions valorisent la compétition et l'individualisme. Nous en touchons les limites. Mais dans un monde où chacun est focalisé du matin au soir sur ses propres affaires, aiguillonné par la nécessité de gagner sa vie dans un environnement de plus en plus rapide, concurrentiel et élitiste, il est bien difficile d'incarner ces valeurs, tant par la force du conditionnement culturel que par le manque de temps et le risque de se fragiliser. Le principe est de faire se rencontrer les membres autour d'actions concrètes destinées à progresser.

Exemple de charte,

L'ambition :

Nous organiser pour initier une évolution de l'économie afin qu'elle réponde aux besoins de tous les êtres humains dans un rapport harmonieux avec leur environnement et apprendre à coopérer pour que s'épanouisse la Vie.

Pour cela nous veillons à :

Utiliser la monnaie complémentaire comme un outil de mesure et d'échange économique pour fluidifier les échanges dans un esprit d'équité et d'entraide entre citoyens et entreprises. Développer collectivement des réflexions et actions visant à :

Adopter des comportements économiques de production et de consommation plus cohérents, afin de maintenir et restaurer les Équilibres naturels de la Terre et sauver l'évolution de la vie. Reconnaître que la seule vraie richesse nous est offerte gratuitement par la planète Terre, et que c'est celle-là que l'activité humaine doit valoriser, la monnaie n'étant qu'un outil collectif dont le but est d'assurer une répartition équitable de cette richesse à chaque humain. Envisager le bien-être individuel comme indissociable du bien-être collectif. Contribuer individuellement et collectivement à la construction de ce nouveau paradigme au travers des réflexions et actions menées dans le réseau et par l'esprit d'ouverture et de coopération que chacun s'efforcera de développer.

Chaque personne physique ou morale adhérant au réseau agit de son mieux pour tendre vers cette ambition. Il s'agit d'apprendre à exprimer une « facette » humaine plus responsable et affinée en dépassant les peurs et les croyances qui nous poussent à lutter les uns contre les autres. Une organisation morale de la société humaine doit aussi passer par une meilleure organisation de son système économique.

Devenez référent de quartier, rôle et implications !

Les référents sont des citoyens fortement impliqués dans la vie de leur quartier, à partir de 18 ans. Ils s'engagent, dans le cadre d'une mission volontaire et bénévole, à œuvrer pour et dans l'intérêt général de la ville, du quartier et de ses habitants. Ils font acte de candidature à titre individuel.

Vous constituerez un lien privilégié entre la population et la municipalité. Vous transmettrez à la collectivité les remarques, interrogations et suggestions émises par les habitants de votre quartier. Votre rôle essentiel de référent tiendra dans la collecte de l'information pour la transmettre aux élus ou aux services.

Vous serez consultés en priorité pour les actions menées par la municipalité dans votre quartier.

Vous vous engagez à un devoir de confidentialité sur les échanges que vous pouvez avoir dans votre fonction de référents avec les résidents de votre quartier, ainsi qu'avec les élus ou les employés de la Commune.

La municipalité s'engage à réunir les référents de quartier au moins une fois par an pour élaborer un bilan de leurs actions.

La qualité de référent de quartier n'est pas compatible avec l'exercice d'un mandat électoral.

Les référents sont en place pour un an, renouvelable par tacite reconduction pour la durée du mandat de la municipalité.

Vous ne serez pas des substituts des forces de l'ordre, des élus ou des employés municipaux, ni des médiateurs en charge de résoudre les conflits de voisinage ou familiaux.

Vous serez joignables par les administrés :

- Par mail (adresse mail fournit par la mairie),

- A votre domicile (à des horaires que vous préciserez)

Vous serez référents d'un ensemble de rues ou de hameaux au sein de votre quartier.

VERS UN MONOPOLY PLUS RADICAL

Alors qu'ils s'étaient toujours montrés très discret, dans le déroulé de leurs affaires, les riches seraient soudainement devenus très expansifs. Ils achèteraient tout ce qui se vend dans l'immobilier, et de préférence à l'étranger. Auraient-ils eu connaissance de prévisions néfaste pour les monnaies, notamment celle de l'Europe ?

Sauraient-ils que l'€uro n'aurait plus que quelques années d'existence, et peut-être moins ? ***Un prochain effondrement bancaire autoriserait les banques à d'abord, bloquer les comptes de leurs clients puis, de s'en emparer, une Loi européenne les y autorisant.*** *Mais il n'y a pas que cette situation. Les périodes de crises permettent aux gros investisseurs d'accroitre leurs « avoirs » en rachetant tout ce qui est mis en vente. C'est comme cela qu'ils réalisent leurs immenses fortunes. A titre d'exemple, les petits exploitants du gaz de schiste, au Canada et aux Etats-Unis, ont tous été racheté par les grosses compagnies pétrolières, qui avaient elles-mêmes provoquées la baisse du prix du pétrole, avec le projet de couler toutes les petites entreprises d'extraction, et pour pouvoir ensuite provoquer la remontée des cours à leurs profits.*

Le fond Monétaire international *aurait annoncé une crise économique prochaine et colossale. Des « bulles » seraient prêtes à éclater, qu'elles soient boursières, ou obligataires, ou des actifs financiers, ou encore hypothécaires ou celle des prêts aux Entreprises, ou bien de l'immobilier. Aux Etats-Unis la « bulle » des cartes de crédit, celle des prêts aux étudiants ou celle des prêts à l'achat des voitures, ou encore de la dette fédérale ou aussi celle des crédits aux ménages pourraient provoquer un effondrement en cascade. Les « dettes souveraines » engendrent des bulles sur toute la Planète. Chaque bulle qui éclate provoque un crash, suivi d'une crise systémique et d'une récession économique, avec un autre chômage de masse, des impôts supplémentaires, etc… 2008 avait montré quels étaient les conséquences d'une petite crise, celle des « subprimes », créée par la mise en faillite d'une banque américaine et de la faillite en cascade des acquéreurs américains de leur maison. Actuellement, chaque banque européenne moyenne, détient 50 milliards de « fonds propres » c'est son (capital), 1 500 milliards « d'actifs » (c'est ce qu'elle gère), et 30 000 milliards de « hors bilan » (qui comprendraient 3 000 milliards de risques), et cela pour chacune des 20 principales banques européennes.* ***La Deutsch Bank allemande représenterait, à elle seule, le plus gros danger systémique, selon le FMI.***

A titre d'exemple, la banque Lehman Brothers, en 2008, a été mise en faillite à cause de 146 milliards de $ de produits dérivés « pourris », les « subprimes ». Or la Deutsch bank allemande possèderait actuellement 39 000 milliards de $, de ces produits dérivés pourris, selon un rapport financier de 2017. Le budget annuel de l'Allemagne représente 320 milliards d'€uros. En France la BNP possèderait 30 milliards d'€ de produits dits « à risques ». La société Générale en aurait 16 922

milliards d'€. Le Crédit Agricole en compterait 14 325 milliards, pour un total, avec d'autres établissements bancaires, de 60 000 milliards d'€. Cela signifie que les 3/4 des banques françaises sont en faillite « virtuelles ». L'Italie aurait des « créances » moins importantes, mais elles seraient complètement pourries. Trois banques italiennes ont été déclarées en faillite en 2017 pour un montant total de 23 milliards d'€uros. ***La théorie des positivistes explique que la France possède un fond de garantie… de 3 milliards d'€.*** *En fait, aucun Pays ne sera en capacité de rembourser, ce qui est désormais, devenu une chaîne pyramidale de Ponzi, officiellement organisée, non pas par des escrocs comme Madoff et consorts, mais par les « banksters » privés officiels. Les Etats ne seront jamais en capacité de rembourser leur dette publique colossale.* ***Encore un exemple, la chaîne de Ponzi de Madoff représentait 18 milliards de $, pendant que le Gouvernement américain en représenterait 22 000 milliards.*** *Selon ces notions mathématiques tout devrait prochainement s'effondrer.*

Aussi, un « plan secret » serait à l'étude, par l'organisation secrète de la caste dirigeante du système économique, pour la remise à « zéro », à une échelle planétaire, du système monétaire et financier. *Il consisterait à annuler les dettes des Etats souverains, dont la dette globale s'élèverait à 237 000 milliards de $. Cette dette serait devenue tellement colossale qu'elle n'aurait plus aucun sens logique de perdurer. Actuellement, ce ne sont que les intérêts de la dette qui sont remboursés, pas la dette elle-même. Mais, il convient de comprendre que ce sont les banques privées qui approvisionnent les Etats endettés. Et, lorsque les Etats auront décidés d'annuler leurs dettes d'un commun accord, les banques privées se retrouveront toutes en faillite. Leur recours sera donc de se servir sur les comptes de leurs clients, ainsi que cela a été prévu par l'organisation de la Communauté Européenne, à l'inverse de la précédente crise où les Etats Européens avaient remboursés toutes les banques, devenues en situation financières critiques par l'éclatement de la bulle des subprimes. Cependant, qu'est-ce qui permettrait de croire que ce scénario serait véritablement envisagé par l'oligarchie dirigeante ? Il y a 4 ans, la Présidente du FMI affirmait, devant un comité restreint, et aussi à Davos qui est le forum des principaux dirigeants économiques et politiques, mais également dans d'autres circonstances, que le « reset » économique (une réinitialisation du système), devrait être mis en œuvre prochainement. Ce terme, particulièrement bien choisi, signifie une remise à plat de tout le modèle économico-social. Cependant, un tel plan ne peut pas se réaliser sans un prétexte partagé par les populations. Autrement dit, il convient d'attendre qu'une sédition*

éclate, pour pouvoir déclencher le Plan. Ce plan consistera d'abord à inquiéter les populations, par n'importe quel prétexte d'insécurité, pour qu'elles acceptent de partager le projet de sauvegarde économique. Lorsque les personnes ont peur pour la sauvegarde de leurs économies, elles acceptent toute proposition allant dans le bon sens évoqué.

Jacques Attali, célèbre économiste, écrivain, conseiller et haut fonctionnaire Français précisait que :

_ « … si rien n'est fait surviendra une catastrophe, un « tsunami » auquel personne, pas même les plus riches ni les plus puissants, n'échappera… plusieurs Pays d'Europe et d'ailleurs se préparent, sans le dire, à se déclarer en faillite… ».

Serait-il aussi un visionnaire… il aurait prédit l'élection du dernier Président de la République Française dès 2014, puis son éventuel échec… et son remplacement par une certaine « Marion »…

Alain Minc, économiste, précisait de son côté :

_ « … la crise à laquelle nous serions confrontés pourrait tourner à la crise finale de l'économie de marché, avec à la clé des conséquences qu'il est loisible d'imaginer sur la vie en démocratie et la vie en société, l'apocalypse n'est pas exclue… ».

Philippe Béchade, analyste financier et Président des « éconoclastes », groupe pluridisciplinaire de grands chefs d'Entreprises pour des études sociétales diverses, a déclaré :

_ « … le « système » est déjà dans un coma dépassé, le marché est désormais maintenu en vie artificielle, aucune banque centrale ne peut plus le ramener à la vie, la vraie… comment cela se terminera-t-il ? Probablement par une refonte complète du système financier… ».

Selon Simone Wapler, Directrice de rédaction, Publication Agora :

_ « … toutes les épargnes et le capital des ménages pourraient disparaître du jour au lendemain, soit par leurs confiscations décidées par les autorités dirigeantes, soit à cause d'une immense crise financière… C'est ce que prévoit la « Bank Recovery and Resolution Directive », (appelée pudiquement : cadre commun ordonné de résolution des crises bancaires, qui représente la directive de redressement des banques et de résolution de leurs défaillances, approuvée par les instances européennes en 2015), et qui consiste aux citoyens d'aller secourir leurs banques s'il le faut… la Deutsch bank, représenterait le « Lehman Brothers actuel… mais Lehman Brothers

ne représentait que 146 milliards de $ de pertes, la Deutsch bank c'est 56 000 milliards de $... et elle développe un profil à la lehman… elle serait la banque la plus systémique de la Planète… Chacun devra prendre les mesures qui s'imposent… ».

Jean-Paul Junker, Président de la Commission Européenne a déclaré, en Juin 2016, devant le Parlement Européen de Bruxelles, en Français, contrairement à ses habitudes anglophones :

_ « … nous avons perdu, par l'expression du suffrage universel britannique, une des nombreuses aides… les horizons nous attendent… qui sont ceux de l'Europe et de la planète entière, il faut savoir que ceux qui nous observent de loin sont inquiets… j'ai vu et entendu et écouté plusieurs des Dirigeants d'autres Planètes… ils sont très inquiets parce qu'ils s'interrogent sur la voie que l'Union Européenne va poursuivre, et donc il faut rassurer et les Européens et ceux qui nous observent de plus loin… ».

Cela confirmerait, par ailleurs, les propos précisés par le Dr Michael Salla, expert en politique internationale et en politique étrangère des Etats-Unis, que des contacts seraient supposés entre des entités humanoïdes diverses et des militaires américains de hauts rangs. Des groupes seraient impliqués, dans des réunions, avec diverses races « extra-terrestres ». Des « délégations », provenant de divers endroits de notre Galaxie, seraient des contrôleurs chargés de surveiller l'espèce humaine, mais ils seraient aussi impliqués dans la création d'une race hybride humanoïde chargée de la remplacer. Il aurait également été informé d'une série de réunions secrètes aux Nations Unies où les OVNI et la vie Extra-Terrestre auraient été discutés. Le « Project Serpo » serait un programme secret d'échanges avec des E.T. et des représentants des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine et du Vatican, ainsi que d'autres diplomates. Le Dr Michael Salla, aurait aussi signalé qu'un programme de divulgations partielles serait en cours d'élaboration pour habituer progressivement le public à l'existence d'Extra-Terrestres sur la Terre. Pour lui, une divulgation officielle serait imminente. ***Or, faisant suite à des rapports, précédemment envoyés par une Entité génétique externe à la Terre, des questions d'un groupe de personnes anonymes en contacts privilégiés, auraient faits l'objet d'une réponse surprenante faisant référence à un prochain « collapse » économique, consécutif à un effondrement bancaire, à l'échelon mondial, et qui provoquerait des guerres civiles concomitantes partout où les crashs bancaires se seront produits.***

Cet avertissement particulier, ferait référence à une échelle de probabilités inversement proportionnelles à celles des météorologues. En effet, la probabilité des prochains 6 mois ne serait que de 8%, mais elle se situerait à 90% pour 2022. Cela confirmerait ce que les économistes auraient déjà prédits. Toutefois, cette même entité externe préciserait être en capacité de pouvoir réduire l'impact d'un tel risque... Elle affirmerait même être en possibilité de prendre le contrôle de la Planète, à partir d'équipes secrètes d'interventions réparties sur diverses zones, dans le cas d'un risque, très sérieusement envisagé, d'une disparition de l'espèce humaine. Il ne s'agit pourtant que d'une prévision avec tous les risques d'erreur qu'elle comporte. ***Cependant, tout comme les alertes « oranges » de la météo, il convient de rester circonspect concernant de telles prévisions, demeurant toujours hasardeuses… malgré la vigilance…***

_ « … Cette analyse s'adresse plus particulièrement à toutes les personnes qui ne se considèreraient pas concernées par les réalités sociétales de notre humanité… », note de l'éditeur

Une Analyse est beaucoup plus complète dans :

- *Alerte, le Triptyque Humaniste Existentiel*
- *Les Populations Esclaves*
- *Humanoïdes*

DES VÉHICULES IDENTIFIABLES

_ « … De nombreuses études ont été effectuées, à partir des témoignages, concernant tout particulièrement des « Objets Volants Non Identifiés… »

Des études plus ou moins sérieuses, plus ou moins controversées, réalisées par quelques Pays concernés n'ont pas réellement permis d'obtenir une réflexion objective sur ce sujet. En France, c'est une association, appelée « COMité d'ETudes Approfondies », d'où son acronyme de « COMETA », à but non lucratif qui s'est chargée d'étudier des cas d'observations, pendant trois ans, de 1996 à 1999. Ce sont des Experts, de l'Institut des hautes études de la Défense nationale, des membres du Centre National des Études spatiales, ainsi que différentes personnalités civiles et militaires qui ont planché sur ce

sujet. Un rapport, non commandité (officiellement) par les autorités de l'État français, aurait été cependant remis au Président de la République et au Premier ministre de l'époque.

Le grand intérêt de cette organisation a résidé dans la structure des opérants. Les domaines concernés sont très divers et ont exigé la coopération de personnes à très fort taux de compétences issues du génie civil et militaire. Ce rapport a conclu sur l'évidence d'une existence d'objets volants, totalement inconnus, aux prouesses techniques incompréhensibles pour nos compétences actuelles, dont l'hypothèse d'une origine extraterrestre apparaît comme la plus probable et la plus probante. Il est aussi précisé que le résultat de cette étude implique une autre approche du phénomène OVNI en ce qui concerne les cas civils et militaires. Toutefois, il convient de préciser que ce rapport n'a été suivi, selon des informations dignes de foi, d'aucun élément scientifique concret, en France.

Pourtant, les répercussions d'une telle évidence sont nombreuses. Cette étude du COMETA s'est appuyée sur des témoignages parfaitement structurés, sans ambigüité possible quant à leur probité ou à leur sincérité. L'analyse qui résulte de ce rapport considère que de nombreux domaines du savoir sont concernés par ces résultats. ***Ces résultats impacteraient des domaines de la défense, mais aussi ceux de l'industrie, de l'enseignement, de la recherche, des administrations centrales et de l'information.*** Aux États-Unis les recherches se seraient arrêtées… officiellement… sous le prétexte que le sujet « OVNI » ne représente aucune menace pour la sécurité nationale.

Toutefois, la directive « JANAP 146 », qui s'applique aux militaires, mais aussi à certains secteurs civils, précise que la divulgation des rapports d'enquêtes concernant des « Unidentified Flying Objects » tombe sous le coup des Lois réprimant l'espionnage avec des amendes conséquentes et des emprisonnements.

Dès 1953, les États-Unis se sont dotés d'un arsenal répressif impressionnant, toujours en vigueur, concernant une interdiction totale de divulgation de faits UFO auprès du « Public ». La Grande-Bretagne, en conclusion de ses études des cas répertoriés, semblerait plutôt privilégier l'option d'une menace potentielle. La création du MJ 12 en Amérique aurait été chargé, à la fois de placer sous un contrôle draconien les « Petits Gris » (késako) et d'assurer aussi une désinformation systématique sur les phénomènes UFO. Le contrôle et la désinformation à l'égard des populations ont très bien fonctionné. En

revanche, le contrôle sur les « Gris », serait particulièrement désastreux…

_ « … ***L'avancée technologique de ces créatures serait bien trop importante et elles n'ont que faire, des accords de principe passés avec les autorités concernées… Des créatures mutantes testées par les « Gris » iraient bien au-delà de la « Science-Fiction » ! Existerait-il des ethnies extraterrestres chargées d'assurer un contrôle déontologique acceptable globalement, en fonction du niveau d'intelligence rencontré sur les planètes visitées et garantissant une libre évolution des espèces locales ?... »***

Le Premier Ministre Russe, ancien Président de la Fédération de Russie, Dimitri Medvedev, aurait déclaré, au cours d'une émission télévisée :

_ ***« … avec la valise nucléaire, le nouveau Président reçoit un « dossier top secret », entièrement consacré aux étrangers Extraterrestres, qui visitent notre Planète. Des rapports sont fournis par le Service : « Spécial Ultra Secret » qui gère le contrôle de ces étrangers dans notre Pays et qui s'occupe d'eux. Après le mandat présidentiel, ces dossiers et la valise nucléaire sont transférés au nouveau Président. Vous pouvez obtenir des informations plus détaillées si vous regardez le film documentaire : les hommes en noir... (the Men in Black) ».***

_ *« …Un Président Français aurait-il un jour l'audace de permettre la diffusion du vrai rapport « COMETA », à la place de celui, très édulcoré, présenté à la presse en 1999 ?... », note de l'éditeur.*

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les **Georgia Guidestones** : c'est un monument en granite érigé le 22 mars 1980 aux États-Unis, en Géorgie, près d'Elberton. Il serait constitué de six blocs de granite de 5,87 mètres de haut et pesant 108 tonnes. Il serait gravé de légendes en babylonien, grec ancien, sanskrit et hiéroglyphe égyptien, anglais, arabe, chinois (mandarin), espagnol (castillan), hébreu, hindi, russe et swahili :

· Maintenez l'humanité en dessous de 500 000 000, [500 millions d'individus] en perpétuel équilibre avec la nature.
· Guidez la reproduction sagement en améliorant l'aptitude et la diversité.
· Unifiez l'humanité avec une nouvelle langue vivante.
· Dirigez la passion, la foi, la tradition et toute chose par l'usage de la raison et de la modération.
· Protégez les peuples et les nations par des lois équitables et des tribunaux justes.
· Laissez toutes les nations se gouverner librement, et réglez les conflits internationaux devant un tribunal mondial.
· Évitez les lois tatillonnes et les officiels inutiles.
· Équilibrez droits individuels et devoirs sociaux.
· Privilégiez vérité - beauté - amour - recherche de l'harmonie avec l'infini.
Ne soyez pas un cancer à la surface de la Terre.
Laissez de l'espace à la nature.

En bref

Un futur « krach » boursier,

Que nous réserve l'économie mondiale en 2019 ? Allons-nous vers un nouveau Krach boursier ? La logique financière menace-t-elle maintenant ? Paul Jorion, anthropologue et enseignant… Il est également un ancien trader, celui qui a prédit plusieurs années à l'avance la crise des subprimes… Il parle aussi bien de l'argent et des marchés obligataires que de l'intelligence artificielle et des risques d'effondrement de la civilisation humaine.

Un futur « krach » climatique,

« Cette fois, il n'y a plus de doute possible, les scientifiques sont unanimes : l'être humain dérègle le climat. » Combien de fois ces dix dernières années avons-nous entendu dire qu'un « consensus scientifique » vient enfin d'être établi sur cette question ? D'ailleurs le très officiel GIEC (Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat) ne vient-il pas de publier un rapport nous laissant le choix entre une catastrophe planétaire si l'humanité agit tout de suite pour sauver le climat, et la fin du monde, dans le cas contraire ? Pourtant, François Gervais, professeur émérite de l'université François Rabelais de Tours, et examinateur du rapport AR5 du GIEC entre 2011 et 2012, vient de publier un livre intitulé, « L'urgence climatique est un leurre » et montre que s'il y a consensus, c'est plutôt médiatique et politique que scientifique. Depuis sa dernière intervention dans nos locaux de Clichy en 2015, beaucoup d'arguments nouveaux ont été avancés pour justifier le climat de panique entretenu par le GIEC.

De quel droit,

Très peu de médecins, selon nos informations, accepteraient la carte bleue pour le paiement de leurs honoraires. Imaginons un médecin qui, et c'est une pure hypothèse, ne prend pas la carte bleue, puisque c'est majoritairement le cas. Le client sort du liquide et paye donc le médecin en liquide. Le liquide n'est pas forcément tracé dans les comptes du médecin. Seule la feuille de soins reflète l'existence de cette transaction, qui sinon, aurait pu passer inaperçue. Y aurait-il un contrôle du chiffre d'affaires des médecins en fonction de leurs nombres de soins ? Si oui ? Par qui ? Tout en sachant que même s'il avait lieu, tout ne pourrait être capté, car beaucoup de consultations ne seraient pas des soins remboursables. Etre médecin serait-il alors la meilleure « planque » pour frauder le fisc ? Chaque année la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) édite, pour les professionnels de santé, un SNIR (Système National Inter Régime). Ce relevé indique le montant des honoraires perçus (le montant remboursé et les dépassements d'honoraires) pour l'année civile écoulée et le détail d'activité, par régime de protection sociale. Il s'agit d'un récapitulatif des soins que toutes les caisses de France ont remboursés aux patients du dit professionnel, ce SNIR est transmis aux services du fisc. Mais, qui peut bien faire le rapprochement entre les remboursements et le CA (Chiffre d'Affaire) déclaré par le médecin ? Or, il s'avèrerait que les médecins n'auraient pas une comptabilité indépendante, pour leur activité professionnelle, mais qu'elle serait incluse dans leur comptabilité personnelle, ce qui expliquerait qu'ils ne puissent pas avoir accès, de ce fait, au dispositif physique d'encaissement par carte bleue, réservé aux professionnels et non accessible autrement. Cela expliquerait donc le refus systématique des professionnels de santé, à pouvoir accepter le paiement par carte bancaire, usité dans tous les autres domaines. Quels serait donc le nombre de patients qui payent en liquide ? (Or, il se serait avéré que le Fisc ne se serait pas aperçu que certains ministres ne payaient pas leurs impôts). Avec le décalage année des soins sur année des remboursements, concernant un tel décalage… Cela serait même devenu une stratégie... Ce professionnel aurait 2 ans et 3 mois pour se faire payer les soins des personnes en CMU (Couverture de Maladie Universelle), ALD (Affection de Longue Durée), AT (Traitement

Médical ?), ou invalidité (ce qui pourrait représenter, suivant les patients, entre 30% et 50% du volume des consultations d'un praticien). Dans ce cas, les médecins n'auraient plus besoin de livret A pour y installer leurs liquidités, il leur suffirait de savoir gérer leur trésorerie. Les factures du dernier trimestre, qu'au 31 décembre, avec la carte vitale, ne seront payées que vers le 2 ou le 3 janvier de l'année suivante. De ce fait, les sommes seront déclarées sur l'année N+1 et les impôts payés en année N+2... Il suffit de comprendre les « ouvertures » offertes aux plus fins stratèges, qui accumuleraient les soins en fin d'année. Cela leur permettrait de réaliser une réserve d'argent défiscalisée… Les soins passeraient en N+1, pendant que l'impôt, lui, passerait en N+2. Une défiscalisation serait ainsi récupérée avant même d'avoir payé l'impôt… Toutes les stratégies deviendraient ainsi envisageables. Par exemple, une année où les revenus complémentaires, du foyer fiscal, seraient devenus moins conséquents, permettraient de vider un cumul « emmagasiné » afin de pouvoir mieux alléger l'imposition de l'année suivante… Or, il s'avèrerait que le paiement en liquide, soit devenu très conséquent, chez les professionnels libéraux !

C'est en fait, la principale conséquence de la mésaventure qui serait arrivée à Philippe… en ce début de 2019. Il avait consulté un spécialiste en gastro-entérologie au Pradet dans le Var. Il avait réglé une consultation de contrôle à 30 €uros, par un chèque émis sur son compte personnel, lui servant à régler ses achats sur Internet… Malheureusement, son compte bancaire aurait ensuite été transféré automatiquement d'une banque, vers une autre, selon les nouvelles modalités de la Loi concernant le transfert des comptes bancaires. Le chèque du médecin ayant été mis à l'encaissement, trois mois après son émission… le chèque a donc été rejeté le 7 janvier, sans provision… La réponse du Service comptable du médecin a été, que Philippe aurait dû surveiller sa comptabilité, avant de faire effectuer le transfert… Et cela n'était pas un coup d'essais, puisque ce même Service, lui aurait précisé que plusieurs personnes se trouveraient dans le même cas de figure que lui… Le résultat en a été : une interdiction bancaire, sur son compte joint, non transféré, avec signalement à la Banque de France… Depuis, Philippe se trouve en incapacité économique, malgré le paiement en liquide, effectué dans les plus brefs délais, pour une régularisation

immédiate de sa dette, auprès du médecin concerné. L'interdit bancaire n'a pas pour autant été retiré… le chèque litigieux devant porter la mention « annulé », par le Service contentieux du médecin, ne lui ayant toujours pas été transféré, par le Service comptable du médecin !

Un témoin anonyme,

Je vais vous raconter une histoire vraie qui m'est arrivé dernièrement. Alors que je roulais sur l'autoroute A8, en venant du Var et en direction de Menton, un bouchon de plusieurs centaines de mètres m'obligeait à m'arrêter, devant la gare de péage de La Turbie. Là, de très nombreux gendarmes obligeaient les voitures à se mettre sur une seule file (ce qui occasionnait l'embouteillage). Lorsque cette file était constituée, un gendarme au milieu de la route indiquait à certaines voitures d'aller sur sa gauche, vers la sortie de l'autoroute, et à d'autres d'aller sur sa droite pour poursuivre l'A8 vers Menton.

N'y comprenant rien : pourquoi certains avaient le droit de continuer sur l'autoroute et d'autres, comme moi, n'en avaient pas le droit ? Je fus contraint d'aller à gauche et je fus forcé de sortir de l'autoroute. Après le péage, d'autres gendarmes étaient stationnés vers une sorte d'aire de repos, j'avançais très lentement vers l'un d'eux (ne connaissant pas la région, je ne savais même pas à quelle sortie j'étais, je roulais donc au pas), je baissais ma vitre côté passager. Tout de suite, le gendarme qui m'observait me cria :

_ « Il ne faut pas s'arrêter là !!! »

Je m'arrêtais à sa hauteur et voici, mot pour mot, le dialogue qui s'en est suivi :

_ « Bonjour Monsieur, je ne suis pas de la région, je vais au-dessus de Menton et je suis perdu... Pourquoi ai-je été obligé de sortir de l'autoroute ? »

En passant légèrement la tête par la vitre il pointa son index vers le gilet

jaune posé sur mon tableau de bord, contre la vitre, avec un ton accusateur : Gilet jaune !

_ « On n'a pas le droit d'exprimer ses opinions ? »

Il dit d'un ton autoritaire : Vous soutenez les casseurs !

_ « Mais je n'ai rien cassé, moi, Monsieur ! »

Vous les soutenez ! (à ce moment-là, voyant que je ne cesserai pas de sitôt la conversation, il regarde mon pneu avant et me dit en me sermonnant)

_ « Et puis y faudra changer vos pneus ! »...

Mes pneus n'étaient pas lisses pourtant, mais certainement pas assez neufs pour ce Monsieur, et comprenant qu'il allait me demander de me garer pour ausculter ma voiture (qui veut mettre une prune trouve toujours une bonne raison), je préférai filer en refermant ma vitre en lui criant au revoir. Il avait gagné : il m'avait fait peur en me faisant comprendre que si j'insistais, j'allais devoir passer au tiroir-caisse... Je pris donc la poudre d'escampette pour ne pas me retrouver avec une amende.

Bref... après ce tri sélectif, quelques centaines de voitures se retrouvant dans le même cas que moi, nous avons créé un énorme embouteillage sur la corniche entre Roquebrune-Cap Martin et Menton, occasionnant bien malgré nous une pollution évidente et des désagréments importants pour tous les résidents, le long et autour de cette route, pendant plus de deux heures (pour faire une quinzaine de kilomètres !).

Conclusion (que l'on soit d'accord ou pas avec le mouvement des gilets jaunes) : En France, aujourd'hui, si vous exprimez votre opinion qui est défavorable aux yeux du gouvernement, vous êtes puni et vous devez sortir de l'autoroute sans autre explication que celle qui affirme que vous soutenez des casseurs.

Et si, au début de ce message, je précise que cette histoire est vraie, c'est

parce que je pense qu'on pourrait la prendre aisément pour une fiction, tellement elle va à l'encontre de la démocratie. Alors, certes, nous étions le 13ème samedi de manifestation citoyenne, mais je précise qu'il n'y avait aucun manifestant à la gare de péage.

J'ai appris, qu'une manifestation était prévue à la frontière franco-italienne. Et pour empêcher ces regroupements citoyens dans un lieu public, la gendarmerie a dérouté tous les gilets jaunes sur l'autoroute qui se dirigeait en direction de l'Italie. Cela met en relief le manque de liberté de circuler sur la voie publique lorsqu'on exprime ses difficultés de vivre, cela ne change rien au sujet du "discours" de ce gendarme qui non seulement m'accuse de soutenir les casseurs alors que je suis tranquillement au volant de ma voiture et qui, en outre, fait allègrement l'amalgame entre gilets jaunes et casseurs. Dans quelle mesure ce discours est-il partagé dans sa corporation ? Qui attise les braises dans cette situation ? A qui bénéficie cet amalgame "gilets jaunes-casseurs" ? Certainement pas aux gilets jaunes qui sont, dans une très forte majorité, constitués de femmes, d'hommes, de parents et de grands-parents qui ne parviennent pas à vivre dignement.

Pour finir et pour rire un peu… jaune, car il s'agit quand même de notre République...

Si j'avais eu du temps et de l'argent, j'aurais pu lui dire, à ce gendarme, qu'en effet, j'avais un gilet jaune dans ma voiture puisque c'était obligatoire ! Je suis sûr qu'il aurait aimé m'assaisonner ! Moralité : dans votre voiture, vous devez avoir un gilet jaune pour respecter la loi, mais selon où vous le mettez dans l'habitacle, vous serez gentil ou méchant pour les autorités. Il faut qu'il soit présent mais caché ! Je pense que Coluche en aurait fait un bon sketch...

Le soir même, après avoir perdu deux heures dans cette petite mésaventure, ma voiture a été fouillée par d'autres gendarmes postés dans la Vallée de la Roya pour vérifier que je n'avais pas de réfugiés cachés dans mon coffre ou sur la banquette arrière.

Pour vous prévenir, donc, je récapitule : En France, en 2019, dans sa

voiture, un gilet jaune est obligatoire, mais il ne doit pas être visible. En revanche un refugié, qu'il soit visible ou non est interdit.

La France d'Eric Zemmour,

Selon notre compréhension des propos d'Eric Zemmour, écrivain et journaliste politique, qui se définit lui-même, comme étant Juif et antisioniste… organiser une manifestation anti sémite en France, serait une mascarade, au vu de leurs organisateurs, puisqu'ils en seraient, eux-mêmes, les « pompiers pyromanes » ! Ils auraient créé le terreau de l'anti sémitisme, depuis des décennies, en France… en ne cherchant pas à endiguer une immigration islamique de masse, sous le prétexte que l'Islam serait une religion de Paix et d'Amour, et dont cette immigration, en France, serait de 400.000 personnes par an, en moyenne. Il y aurait une coalition, d'une part, entre les stratégies des responsables religieux et militants islamistes pour coloniser la France, par une immigration massive, et d'autre part, par certains responsables politiques, dits d'extrême gauche, appliqués à vouloir dominer la France.

Un parallèle, entre l'anti sémitisme et un anti sionisme, permettrait-t-il la création d'une Loi pouvant condamner ces deux attitudes ? Eric Zemmour y serait complètement hostile et fermement opposé, sous le prétexte d'une atteinte à la liberté d'expression, dont il serait lui-même victime depuis de nombreuses années… et qui servirait, en fin de compte, à alimenter le vieil adage des Juifs tous puissants, organisateurs de Lois liberticides, qui ne leur seraient qu'exclusivement favorables. Or, les Français de confession Juive, seraient des victimes d'un anti sémitisme pouvant remonter à des origines particulièrement historiques dans le Monde, mais aussi et surtout dans l'histoire française plus récente. Cet anti sémitisme français serait plutôt le résultat des influences monétaires d'une banque extrêmement puissante et d'une influence économique incommensurable, appelée « Rothschild », qui dès l'Empire Napoléonien aurait créée des coalitions contre cet Empereur et qui aurait ainsi contribué à vaincre Napoléon 1er.

Les juifs, incarnés par les Rothschild, représentèrent ceux qui surent le mieux s'adapter, dès la fin du 19ème siècle, aux nouvelles exigences économiques, d'une France essentiellement paysanne et qui a dû affronter la révolution industrielle et économique de l'époque. Madame Delphine Horvilleur, rabbin Française du mouvement Juif libéral de France, aurait précisé :

_ « … Quand la contestation du pouvoir s'énonce en des termes de dénonciation d'élites, de culpabilité des riches ou de complot des puissants, c'est un langage ancestral qui fut dans l'histoire, celui de l'antisémitisme… »

Eric Zemmour déclarait en substance, ne pas être d'accord avec cette position catégorique. Il considèrerait, tout au contraire, qu'il y a le droit à critiquer les élites. Il y aurait une rébellion, depuis 30 ans, envers les élites qui se sont volontairement dissociés des Peuples, dans tout l'Occident. Or, le fait de porter des critiques envers de telles élites, ne représente absolument pas un acte anti sémites… et, bien pire encore, serait l'amalgame qu'il aurait constaté envers les « Gilets Jaunes ». Il considère que, oui, toutes ces personnes, qui sont d'abord descendues autour des rondpoints, puis partis manifester sur les grandes avenues des grandes villes, ont parfaitement le droit de critiquer les élites ainsi que leur modèle économique, qui les a plongés dans le plus grand dénuement économique. Ils ont parfaitement le droit de les désigner comme la cause essentielle de toutes leurs difficultés à devoir vivre, sans plus aucune dignité… Une telle situation n'a pas à être comparée à une quelconque attitude anti sémite et c'est là un véritable scandale… que d'y faire allusion !

La stratégie des Forces de l'ordre aurait changé, après le 1er décembre 2018 et les émeutes sur l'Arc de triomphe à Paris, selon Eric Zemmour qui aurait constaté qu'il s'agissait de « bandes organisées à la casse ». Désormais elles entrent en contact avec les porteurs de Gilet Jaune. Une telle situation a occasionné de nombreuses personnes estropiées à vie. Il précise avoir le sentiment que les forces de l'ordre seraient en situation de chercher à se venger de leurs précédentes frustrations à ne pas pouvoir intervenir. Ce seraient donc les Gilets Jaunes qui auraient à en

payer les « pots cassés ». De nombreuses provocations auraient été perpétrées, notamment par leurs encerclements dans des zones de « nasses ». Toujours selon son avis, la France serait un Pays sujet à des affrontements brutaux et violents, entrainants des morts et des blessés graves, en raison de ses modèles anthropologiques extrêmement variés constituant sa population.

Encore plus scandaleuse, serait, toujours selon lui, l'alliance intrinsèque, entre l'Etat et les corpuscules d'extrême gauche, chargés de tout casser dans les rues, et laissés impunément œuvrer, sans aucune intervention d'empêchement, permettant de pouvoir ensuite diaboliser, décrédibiliser et ternir le mouvement des manifestants appelés Gilets Jaunes, eux, pourtant totalement honnêtes et intègres. Alors que les « casseurs » auraient été filmés, par des Services de Police, sans aucune intervention… pendant qu'en même temps, des manifestants totalement pacifistes étaient ciblés, visés par les forces de l'Ordre, et atrocement mutilés. Leur seule carence ayant été, évidemment, de vouloir changer de système économique. Les élites, qui seraient farouchement opposés à tout changement, seraient prêtes à utiliser tous les stratagèmes, y compris ceux de la dictature… Ils n'entreprendront rien qui puisse modifier leurs engagements des libres échanges mondiaux, par une atteinte globale à l'Industrie française. Une situation qui a contraint les travailleurs à leur esclavage, pour ceux qui en étaient encore munis, et aux autres à « crever de faim »… L'immigration de masse ayant encore accentué le processus. Un autre Peuple, qui serait arabo musulman, serait tout simplement, dans l'ambition de pouvoir prochainement s'installer à la place du Peuple Français !

Il condamnerait aussi bien le communautarisme Juif que le communautarisme Islamiste. Les Juifs Français doivent être Français et respecter la France. Ils n'ont pas plus le droit que les Islamistes, à se revendiquer d'une autre origine ou de faire allégeance serait-ce à Israël. Ils ont, par contre, comme les Islamistes, le droit de quitter le territoire français pour un autre lieu de leur choix, en abandonnant leur nationalité française. Chacun à, bien évidemment, le droit d'éprouver de la sympathie pour Israël, comme pour tout autre Pays, il conviendrait alors de rester cohérent. Il se trouve que, dans le même temps, le Peuple

envahisseur, serait présenté par les élites dirigeantes, comme une nécessaire évolution dans l'organisation de la Société Française. Il condamnerait également les propos qui soutiendraient que le Philosophe et écrivain Alain Finkielkraut, répandrait la haine en France, contre les jeunes des Banlieues, contre les Musulmans, etc… Ce Philosophe aurait ainsi subi des insultes publiques, à caractère racial complètement condamnables. De telles allégations seraient le résultat, toujours selon Eric Zemmour, des agissements d'une extrême gauche, qui aurait établi une alliance avec les musulmans, pour pouvoir s'accaparer l'Etat Français, avec l'aide du pouvoir des « Frères Musulmans » qui, eux, cherchent des alliés Français, pour mieux pouvoir islamiser la France, en abattant définitivement le pouvoir des Juifs et des Chrétiens en France.

Alain Finkielkraut, quant à lui, précise que l'anti sionisme aurait pour ambition de vouloir supprimer l'Etat d'Israël, qui serait responsable de l'assassinat du Peuple Palestinien, selon les opposants, mais que malgré tout, son action consiste aussi à critiquer la Politique Israélienne. Or, la Ligue de Défense Juive aurait désigné ce Philosophe Français, comme étant un pro palestinien. L'anti sionisme ne peut pas être criminalisé, selon lui, et l'amalgame avec les Gilets Jaunes ne doit pas être installé. Il aurait considéré judicieux de devoir soutenir ce mouvement, à son départ, considérant qu'il lui apparaissait digne et nécessaire, par cette irruption d'une « France Invisible ». C'est en fait au sein des Facultés Françaises, d'une part, et d'une partie du monde journalistique, d'autre part, que se serait instauré un anathème, ainsi élaboré par le monde intellectuel, pour permettre de provoquer une haine « sioniste » à son encontre. Il partirait du principe, parfaitement logique, que les porteurs de Gilet Jaune, appartiendraient à une classe sociale, dont les écrits de ce Philosophe sont complètement inconnus, et dont ses détracteurs, l'accuseraient d'être un des porte-paroles d'une violence raciste identitaire. Il s'avère, toujours selon Alain Finkielkraut, que la haine des Juifs serait très répandue dans le Monde Arabo Musulman de France, et que certains hauts responsables chercheraient absolument à convaincre l'Opinion Publique que les Gilets Jaunes procèderaient de cette orientation. Or, une certaine journaliste accuserait ce Philosophe d'être un incitateur à la haine publique et notamment contre les jeunes

musulmans en toute impunité depuis 20 ans, permettant ainsi de justifier l'agression raciale dont il aurait été l'objet. Il soutient aussi, que des Eglises sont profanées quotidiennement en France, dans un silence absolu… alors que lorsqu'il s'agit d'une synagogue… cela provoquerait un déchainement médiatique immédiat ! Voilà qui permet de crédibiliser, à nouveau, un grand Philosophe Français, à partir de son raisonnement philosophique global. Son diagnostic, sur l'incident dont il a été victime, ne serait pas de chercher à obtenir la réparation du préjudice, selon lui, mais de pouvoir comprendre les raisons de cette haine résurgente, à l'encontre des Français de confession juive. Pourtant, il semblerait convaincu que les Français dans leur ensemble, et les porteurs de Gilet Jaune en particulier, ne seraient pas soudainement devenus antisémites.

Les français seraient-ils pourtant, devenus conscients de l'émergence d'une ploutocratie de matrice « judéocratique » de mouvance judéo maçonnique, créant la perte de leur démocratie, par une France « occupée » ? Toutefois, des dissidents s'interrogeraient sur la légitimité des propos du milieu sioniste en France. A l'évidence, ces deux protagonistes ne sont pas des dissidents du système Oligarque établi. Seraient-ils alors de simples manipulateurs de la réalité et de désinformations médiatiques. Ils pourraient ainsi procéder, à ce qui correspondrait à leur ultra médiatisation, d'une forme de pensée devant être véhiculée et édictée aux Français. Absolument rien, sur les causes des sujets abordés ne seraient évoqués, ce sont seulement les conséquences qui y seraient analysées. Il y aurait aussi des mensonges par omission. Est-il seulement possible de se poser la question de savoir s'ils sont des amis ou des ennemis du patriotisme français ? Tout véritable dissident du pouvoir judéo-cratique français, n'aurait aucune possibilité de pouvoir exprimer son point de vue, ni dans la presse écrite, ni dans la presse radiophonique, ni dans la presse audiovisuelle, toutes parfaitement encadrées par les mêmes propriétaires économiques privés. Quant à la presse publique, elle aussi, ne fait qu'illusion sur sa possibilité de neutralité. Seules les « chaînes » d'Internet permettraient d'offrir la parole à la critique, d'ailleurs au grand désappointement de l'Oligarchie qui parle de « Fake News », de fausses informations… Aucune allégation d'anti sémitisme par les Français ne pourrait

cependant être établie en France… et pour cause, puisque les sémites seraient à la fois des Arabo Musulmans et des Arabo Juifs ! L'assimilation des sémites au sein de la République, serait pourtant due au décret numéro 136 de 1870, appelé décret « Crémieux ». Ce Juif Franc-maçon, de son vrai nom Isaac Jacob, membre de l'alliance Juive Universelle, aurait permis aux citoyens Israélites indigènes d'Algérie, de pouvoir devenir des citoyens Français. Cette Loi abrogée par le Maréchal Pétain aurait été réinstaurée par le Général De Gaulle.

Les délinquants relationnels,

_ « …Nous ne pouvons pas non plus demander aux Français de faire des efforts sans fin en leur promettant la sortie d'une crise qui n'en est pas une. De cette attitude indéfiniment reprise depuis trente ans par nos dirigeants viennent la lassitude, l'incrédulité et même le dégoût… » _ « …Les Français sont plus conscients des nouvelles exigences du temps que leurs dirigeants. Ils sont moins conformistes, moins attachés à ces idées toutes faites qui assurent le confort intellectuel d'une vie politique… » _ « …La classe politique et médiatique forment un peuple de somnambules qui ne veut pas voir venir ce qui monte… » _ « …À côté des somnambules, rangés en bon ordre, voici les cyniques… » _ « …Le rôle de l'État est bien de garantir, et aujourd'hui encore, ce décloisonnement, ces accès, ces mobilités, offrant à chacun les moyens de sa vie… » _ « …C'est bien là que réside un danger dont il faut prendre l'exacte mesure. Pour atteindre ses objectifs, l'État a développé en France, dans l'assentiment général, un appareil lourd et compliqué, destiné à assurer régulièrement l'égalité et la sécurité… » _ « …Des centaines de structures subsistent qui devraient disparaître. Des agents s'occupent de tâches inutiles. La règle envahit tout, parce qu'il est plus commode d'écrire une loi ou un décret que d'indiquer une direction… » _ « …Ils savent, les Français, que l'on ne peut exister sous la tyrannie. La tyrannie du pouvoir mais aussi celle des structures dépassées, des préjugés, des cercles d'influence et des groupes de pression… »

_ « …avec la déclaration universelle des droits de l'homme et

l'antitotalitarisme, la France a contribué à éclairer le monde pour le libérer du joug de l'ignorance, des religions qui asservissent, de la violence qui nie l'individu… » _ « …face à ces risques, c'est une fermeté intransigeante et une autorité vraie qui s'imposent en acceptant qu'elles ne régleront jamais tout, tout de suite. La construction d'une société pacifiée prendra du temps… » _ « …Comme la France de 1945 et du Conseil national de la Résistance, nous devons changer de logique profonde et refonder nos manières de penser, d'agir et de progresser… » _ « …Les membres du Conseil national de la Résistance qui ont forgé le consensus de 1945 avaient pensé à la maladie, aux accidents du travail et à la retraite… » _ « …J'ai défendu les artisans et commerçants face à la concurrence des géants de l'Internet et plus encore plaidé pour que la nouvelle économie soit conçue, pour eux, comme une opportunité de croissance. Ce qui suppose de lever les obstacles qui entravent le développement de ces entreprises, à commencer par la multiplication de normes et de prélèvements qui ne s'imposent pas aux fameux Google, Apple, Facebook et Amazon (GAFA)… » _ « …Notre système d'enseignement supérieur, quant à lui, organise le tri entre les étudiants à fort potentiel et les autres… » _ « …Les Français ne sont pas dupes : ils savent bien que la politique ne peut pas tout, qu'elle n'a pas les moyens de tout régler, de tout régir, de tout améliorer… » _ « …nous devons conduire une véritable révolution. Il s'agit d'offrir à tous un accompagnement personnalisé, avec bilan de compétences, assorti, pour les bénéficiaires, d'une obligation de sérieux et d'assiduité… » _ « …une fatigue démocratique s'est installée, qui ne supporte plus ce qu'il est convenu d'appeler le « système », l'inefficacité de l'action publique, la prise en otage de notre destinée par quelques-uns… » _ « …Ce qui alimente la colère ou le rejet de nos concitoyens, c'est la certitude que le pouvoir est aux mains de dirigeants qui ne leur ressemblent plus, ne les comprennent plus, ne s'occupent plus d'eux… » _ « …Si les partis ne se transforment pas, la représentativité au Parlement ne servira à rien : nous ne ferons que remplacer des *apparatchiks* par d'autres *apparatchiks*… » _ « …J'ai conscience que cette refonte de l'organisation de l'État viendra heurter des habitudes mais cette révolution est essentielle pour gagner en efficacité et libérer les initiatives des fonctionnaires… » _ « …Les

citoyens eux-mêmes doivent désormais être considérés davantage comme des acteurs des politiques publiques que comme des administrés… » _ « …C'est ce qui fait que la solidarité, l'égalité, la liberté, ne sont pas de vains mots. Les Français ont la passion de leur pays et des autres : ils veulent servir plutôt que subir ! Donnons-leur les moyens de le faire… » _ « …J'ai conscience que cette refonte de l'organisation de l'État viendra heurter des habitudes mais cette révolution est essentielle… » _ « …L'idée que je me fais de la démocratie, ce ne sont pas des citoyens passifs qui délèguent à leurs responsables politiques la gestion de la nation. Une démocratie saine et moderne, c'est un régime composé de citoyens actifs, qui prennent leur part dans la transformation du pays… »

Extraits de « Révolution » - Emmanuel Macron, XO Editions 2016

Attention

Des parties de textes extraites au hasard, dans un ouvrage, ne permettent pas d'analyser cet ouvrage ni son auteur. Elles consentent seulement à élaborer une curiosité suggérant d'aller consulter l'ouvrage dans son détail. Et pourtant…

Note de l'éditeur

Le procès de l'élection,

La démocratie détermine un régime politique exigeant le pouvoir par le Peuple… qui vote les Lois. Une Loi ne peut alors être adoptée que par un accord unanime. Dans ce modèle de fonctionnement social, il n'y a pas besoin d'une force de « Police » pour faire respecter une Loi… la nécessité d'une Police s'avère pour exiger à la minorité de respecter les Lois édictées par une majorité. Il est donc évident que les Français ne sont pas dans une démocratie, puisqu'ils ne votent pas leurs Lois. Les Français ne participent pas, non plus à l'élaboration des Lois. Il s'agit,

au contraire d'une anti démocratie, puisque le Peuple Français est maintenu à l'écart des prises de décisions.

Les partis politiques ont pu établir leurs influences et leurs suprématies à cause de cette supercherie. Un texte supérieur, appelé « la constitution », servant à organiser et à séparer les « Pouvoirs », mais aussi à les diviser, devrait permettre, en réalité, à protéger les droits élémentaires des citoyens. La Constitution est un texte qui permet d'élaborer les moyens de fonctionnement d'une Société Humaine. Contrairement à ce qui est établi, la Constitution devrait être un moyen d'inquiéter les Pouvoirs en place plutôt qu'à renforcer leur suprématie. Or, ce sont les « Puissants » qui déterminent les Lois, à l'encontre des administrés qui doivent leur obéir.

Si la « Pyramide » des normes juridiques doit permettre de protéger une population contre les abus de pouvoirs, il devient évident que cela ne doit pas être accordé aux politiciens de les écrire. Un citoyen, dans une vraie démocratie, doit être autonome et participer à la production des règles de droits. A l'inverse, un électeur n'est plus autonome puisqu'il subit les règles de droits édictées par ceux qui le dirigent. Un électeur n'est plus un citoyen puisqu'il délègue sa volonté de prises de décisions. Il s'agit, en fait, d'une humiliation organisée par le droit de représentation, puisque les règles de la représentation ne sont pas définies par le représenté mais par ceux qui se destinent à le représenter.

Le modèle des « Marchands-spéculateurs » est de s'accaparer de la totalité des denrées de subsistance, pour pouvoir les raréfier à la revente, afin d'emmagasiner des fortunes sur le dos des Peuples ainsi conduis à la famine… Une telle situation permet la mise aux travaux forcés de toute la population : femmes et enfants… Or, c'est la révolution de 1789 qui a permis cette prise en main de tous les pouvoirs par le modèle économique. Ce modèle de situation, ayant permis d'affamer le Peuple Français, conduisant à la Révolution a surtout permis d'établir une Constitution décidant la représentativité des citoyens. Le pouvoir économique prenait le pouvoir politique. C'est, depuis, l'élection qui permet aux plus riches de soutenir leurs candidats représentatifs et à les faire élire. Les vainqueurs des élections devenant

ainsi redevables envers le pouvoir central oligarque. De débiteurs, ils deviennent ensuite des serviteurs.

La corruption politique n'est que la conséquence de cette situation de monopole de l'oligarchie représentée. Les points majeurs qui doivent être mis en exergue sur l'élection représentative tiennent sur : le faux suffrage universel. Pour les gouvernés, le modèle de l'élection au suffrage universel, les infantilise et les décourage. Notre modèle d'élection n'est pas démocratique mais aristocratique en tenant à l'écart tous ceux qui ne sont pas considérés comme les meilleurs. Les électeurs ne sont ainsi considérés que comme des crétins. L'aristocratie ainsi mise au pouvoir devient ensuite oligarchique et non plus représentative des meilleurs mais des plus puissants. Les philosophes se sont toujours opposés à la vraie démocratie.

Sauf, à de très rares exceptions, le suffrage universel à l'élection de candidats auto désignés, sélectionne les éléments qui sont les pires représentants. Le principal souci ayant d'abord d'avoir été, pour chaque candidat, d'évincer tous ceux qui auraient pu lui faire ombrage. Ce modèle d'élection favorise aussi et incite surtout à la corruption. Ce sont tous ceux qui veulent le pouvoir absolument, qui parviennent au sommet. Il s'agit là, bien évidemment, d'un point de vue concernant le bien commun du Peuple. Les puissants ne peuvent pas s'accommoder de cette analyse.

L'élection sert à fabriquer des maîtres. Puisque cela permet à celui qui est considéré comme le meilleur de prendre le pouvoir. La vanité s'emparera immédiatement de celui qui vient d'être élu par une énorme quantité d'électeur qui l'on désigné comme le meilleur de leurs représentants. Il devient donc légitime, pour lui, à pouvoir tout décider à la place de ceux qui l'on désigné comme étant l'individu suprême. L'élection permet donc, aux plus « arrivistes », de s'accorder les pleins pouvoirs. Puisque c'est le meilleur qui a été élu, la confiance en lui est totale… jusqu'à ce que les faits puissent démontrer le contraire. Mais si l'élection permet la vanité des gagnants, elle permet également la rancune des perdants qui n'auront qu'une obsession : celle de se venger. A contrario, une personne désignée par un tirage au sort, fera

immédiatement l'objet d'un contrôle de ses capacités, de ses compétences et de sa probité, et ce tout au long de son mandat ainsi que de son bilan. L'élection fabrique des puissants, hors de tous contrôles, alors qu'à l'inverse le tirage au sort pour la désignation d'un candidat établi de facto les contrôles.

Il convient ainsi de comprendre que le « maître » qui a été élu, sera enclin à créer une « Caste » capable d'acheter les moyens d'information, qui deviennent par voie de conséquences des moyens de désinformations. Et ensuite les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets. Une déprofessionnalisation de la politique exige une rotation indispensable des personnes choisies par un tirage au sort. Cette rotation permettrait une représentativité de la population. Les Castes, appelés des partis politiques, sont des armées de combattants parfaitement hiérarchisés, disciplinés, chargés de faire gagner les élections à leur candidat désigné. C'est ainsi qu'ils deviennent des oligarchies. Et c'est inexorablement, le plus menteur, le plus tricheur, le plus psychopathes et le plus intransigeant, qui prendra le pouvoir de l'appareil politique. Il ne sera pas possible d'échapper à la logique de guerre des partis, avec toutes les atrocités qu'engendre une guerre des clans. Or, le modèle électoral pratiqué permet une aide financière aux candidats et c'est donc le plus fortuné qui l'emportera, par tout type de corruption possible, si cela s'avère nécessaire.

Mais il y aura alors une nécessaire contrepartie à ce modèle organisé par les plus riches. Le modèle électoral permet l'établissement de « maffias » de gouvernants. Cela n'est pas par hasard si tous les moyens de la presse, c'est-à-dire de l'information, c'est-à-dire de la désinformation, sont tous sous le contrôle des milliardaires. Ce sont donc les riches qui font élire leurs serviteurs. C'est bien le capitalisme qui dirige les peuples. C'est bien le capitalisme qui a permis l'instauration de l'élection au suffrage universel afin de s'octroyer le pouvoir constitutionnel et législatif. Les riches sont devenus les seuls décideurs. Ils détiennent tous les pouvoirs de décision sur les peuples qui en deviennent leurs esclaves. Les décideurs ont évidemment tout intérêt à faire croire aux bienfaits de l'élection au suffrage universel, en faisant croire à la démocratie du vote.

Le représenté devrait, lui-même, déterminer les règles de la représentation. Comment il devrait désigner les acteurs de la représentation, comment les contrôler et les punir lorsqu'ils ne respecteraient pas leurs engagements. C'est aux représentés de définir la Constitution, en divisant les pouvoirs, avec des mandats courts et non renouvelables parfaitement contrôlables. Ne pas donner de crédibilités, par « blanc-seing » à l'Exécutif ni à l'Armée. Le représenté doit conserver l'initiative en toute occasion. Le fléau actuel du capitalisme n'aura plus « force de Loi ». C'est en effet le « gouvernement représentatif » qui permet son hégémonie. Le Capitalisme permet l'établissement d'une monnaie privée, mise entre les mains des banques, devenant rare et chère, qui permet de fragiliser tous ceux qui en sont insuffisamment pourvus. Le « Monopoly » démontre la cupidité du modèle parfaitement établi à l'encontre des valeurs sociales. L'élection, au contraire du tirage au sort, donne le pouvoir aux plus intransigeants. Elle favorise le mensonge et c'est effectivement le meilleur menteur qui sera élu… L'élection favorise l'arrivée au pouvoir des pires escrocs. Ils deviennent des tricheurs et des menteurs professionnels. Une personne, tirée au sort, n'a plus aucun intérêt à mentir, puisqu'au contraire il ne recherche pas le pouvoir. mais plutôt à montrer ce qu'il a su faire.

La seule procédure véritablement démocratique procèdera d'un tirage au sort de ses représentants. Le postulat démocratique exige une égalité des citoyens en face de ses responsabilités politiques, à la désignation de ses représentants. Il convient d'être conscient qu'élire son représentant politique c'est refuser ses propres responsabilités à prendre des décisions utiles à l'ensemble du peuple. Le représentant politique est mis là pour décider à la place de celui qui l'a élu. Il est bien évident que les candidats désignés, qui font croire en la réalité d'une souveraineté de l'électeur, n'est qu'une pure escroquerie de leur part. L'élection, au contraire, dépossède l'électeur de sa souveraineté, puisqu'il désigne son représentant. L'électeur est ainsi déresponsabilisé des décisions prises. Il n'a plus aucun droit à la parole. Seul, le tirage au sort, pour désigner des représentants, permettrait une égalité des citoyens, qui ne deviendraient plus redevables du pouvoir oligarchique mais les dignes représentants du Peuple. Le tirage au sort permettant

aussi un contrôle efficace des personnes représentatives ainsi désignées.

Donner la parole au peuple, par un Référendum d'Initiative Citoyenne, serait déjà de permettre à chacun et chacune d'être un citoyen et de s'engager en faveur d'un projet de société commun. C'est reconnaître à chacun et à chacune une dignité et une voix légitime pour exprimer une préférence individuelle, en participant à la vie publique et à l'exercice de la souveraineté nationale. Cette parole est la condition du «gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple», érigé comme principe de notre République. Conformément à la Constitution, elle peut être portée par des représentants ou être exprimée directement par la voie du référendum. L'élection ou la décision directe des citoyens leur permettent ainsi de faire des choix collectifs qui participent à la construction de la Nation et assurent le caractère démocratique de notre République. Or, la crise de la représentation, caractérisée par une défiance croissante envers le personnel politique et la montée de l'abstention, est accentuée par l'absence, consciemment organisée par ces mêmes représentants, d'outils adaptés à l'expression du peuple. Or, le RIC, tel que définit, est bien trop difficile à mettre en œuvre pour pouvoir être opérationnel et fonctionnel.

L'idéologie des dogmes,

Entre la théorie ambitieuse sur une linéarité du temps ayant un passé, un présent et un futur, et une autre conception fataliste sur une répétition cyclique et permanente du temps, la perception de notre place y sera évidemment différente. Il est toutefois possible de se situer en indépendance de ces deux conceptions du temps. Avant notre Civilisation « judéo-chrétienne », d'autres civilisations s'étaient succédé sur notre Planète. Cette actuelle Civilisation part du principe de l'existence d'un hypothétique représentant d'un Dieu, lui-même hypothétique, d'un prophète étant venu prêcher la bonne parole et dont la réalité historique ne peut pas être démontée. Il s'agit d'un concept devenu vérité et idéologie. Il suffit ensuite de créer une biographie pour faire accepter cette vérité-fiction. Des réunions successives, appelées

« conciles » seront chargées d'authentifier ensuite tous ces faits hypothétiques. Toutes les sectes religieuses devenues religions s'imposent, non pas à partir de vérités, mais à partir d'idéologies. Ce sont des idéologues qui se mettent au service des puissants et du pouvoir. Ils sont les orthodoxes qui fondent les croyances d'une civilisation. Toutefois, les idéologies sont imposées par la force et non par la vérité de son discours. Toute personne qui chercherait à s'écarter de l'idéal idéologique religieux sera sévèrement réprimée, par la force, la violence et la brutalité. Toutes les religions s'imposent de cette façon. Ce scénario s'applique aussi aux secteurs politiques et aux secteurs économiques.

Les idéologies religieuses édictent un certain nombre de règles à respecter et leur non-respect serait punissable. Ni le libre choix, ni le libre arbitre ne sont autorisés lorsqu'ils sont contraires aux doctrines préétablies. Chacun doit devenir responsable et punissable de ses choix, dès lors qu'ils sont contraires aux dogmes religieux. C'est l'idéologie au service des puissants contre les peuples qu'il faut sans cesse spolier et réduire au rang d'esclavage et d'humiliation. Il est facile ensuite d'atteindre une matrice génocidaire et totalitaire, au nom des dogmes à respecter. Mais, c'est déjà là, la fin de cette civilisation judéo-chrétienne. C'est alors le libéralisme capitaliste qui établit alors son pouvoir et qui devient force de loi. C'est la fin du régime occidental européen qui s'est ainsi trouvé fragilisé et en état d'effondrement. Il sera remplacé, selon toute probabilité, par un autre régime monopolistique qui pourra être d'une souche venant de l'Inde ave l'indouisme pour religion, de la Chine avec son confucianisme ou de l'Afrique et du Moyen Orient avec son islamisme. Chaque religion procède d'une vision du Monde précisant que :

_ …les « raisons » de ce Monde, ici, sont à chercher dans un autre Monde… »

Toutes les religions, sans exception procède de ce mécanisme philosophique… Nous nous situons dans un monde où sa vérité est à chercher dans un autre monde. Le Talmud, sensé précéder le Christianisme ne se serait constitué que très tardivement, et à partir du

Christianisme. Il en irait de même pour le Coran, issu des traditions orales à l'origine, et constitué, lui, à partir du Talmud. Il aurait été écrit ensuite, sans aucune ponctuation. Le sens d'un texte n'a plus la même valeur, lorsque vous lui apportez les ponctuations manquantes, mais absolument nécessaires à la compréhension pour sa lecture. Les choix effectués par les traducteurs apparaissent totalement aléatoires, au regard des origines de toutes les religions. Les écritures ne sont donc que des histoires racontées et traduites qui deviennent ensuite des mythes, déterminés comme vérités. Ce n'est qu'ensuite que sont reconstitués des parcours, tout aussi aléatoires, de la vie très hypothétique d'un prophète présenté comme l'exemple de la sagesse religieuse. Et, enfin, pour pouvoir crédibiliser l'ensemble, il sera fait appel aux créateurs artistiques et à la « culture » permettant ainsi de pouvoir légitimer le mythe religieux et ses dogmes, par des preuves historiques construites de toute pièce à partir d'agencements allégoriques. Pour la culture juive, cette religion doit rester nationale et identitaire. Aucune conversion au judaïsme n'est tolérée. Seule la mère permet de transmettre à ses enfants son identité juive. Or, concernant l'identité de Moïse et de son monothéisme, il serait à l'origine un sous-produit des Egyptiens, ni prophètes, ni juifs. Au contraire, la religion judéo-chrétienne, selon Saint Paul, juif d'origine, préciserait qu'elle est une Religion « Universelle », donc faite de multi culturalistes et ainsi avec une possible conversion. L'exportation d'une spiritualité s'accompagnerait d'un apport de Civilisation… selon leurs adeptes. Comment faire confiance en de tels dogmes pré établis comme des vérités simplement fabriquées.

Ces préjugés religieux aboutissent inexorablement à une conversion, par la force, de ceux qui osent penser différemment :

_ « … à ces peuples barbares nous allons expliquer ce qu'est la démocratie… libérale…», selon un certain B.H.L.

Pourtant, s'il convient de considérer que les colonialismes… étaient tous barbares… dans le passé. Deviendraient-ils soudainement vertueux ? Sous le prétexte que « les droits de l'homme » ne seraient pas respectés, dans certains Pays, il deviendrait alors judicieux d'aller

les leur imposer. Aucune doctrine philosophique, même de structure religieuse, ne doit aller imposer ses concepts dogmatiques. Les doctrines ne sont qu'un prétexte permettant ensuite le pillage des contrées conquises. Il n'y a aucun multi culturalisme chez les Juifs ni chez les Musulmans. Le racisme ne peut être acceptable, dans certains cas, et pas dans certains autres… aucun cosmopolitisme, maintenant appelé humanitarisme, ne doit pouvoir définir une bonne ou une mauvaise discrimination raciale. Le « libéralisme » procède aussi d'une discrimination économique, par une sauvagerie irresponsable à l'égard de tous ceux qui se permettent de peser différemment. Il procède en plus à la renonciation de la souveraineté. Renoncer à sa souveraineté, s'est permettre à « quiconque » de prendre votre place, chez-vous, à votre place… tout cela procèderait d'une tradition anti humaniste, dans les faits.

_ « … salauds de pauvres… », aurait dit, un certain ancien Premier Ministre de Giscard d'Estaing, un certain Raymond Barre, fervent détracteur de la fraude fiscale...

La « Communauté » dans son ensemble doit être respectée, or les règles du jeu de la politique du libéralisme identitaire ne le permettent pas. Les règles du jeu d'un vote par représentation ne le permettent pas non plus. Il convient alors de réagir et de combattre les obscurantismes des sectes économiques, politiques et religieuses, à partir de la culture, du savoir et de la connaissance, en permettant la concrétisation d'un contre-pouvoir utile et efficace. Le savoir peut devenir le pouvoir d'un contre-pouvoir. L'Université Populaire est une émanation de cette impérative nécessité d'une large diffusion de la connaissance des réalités.

Les conséquences,

La majorité des dirigeants des TPE françaises, des commerçants et des artisans, pensent qu'il est injuste d'être taxés et ponctionnés comme ils le sont, par l'état français, et estiment subir une overdose fiscale. En France, le taux des prélèvements obligatoires sur les TPE est estimé à

60 % du résultat commercial : c'est le record en Europe. Les entreprises du CAC 40 sont-elles, imposées à 8%, les PME à 30%. La majorité des dirigeants des TPE françaises pensent qu'il est injuste de percevoir des pensions de retraites dérisoires, eue égard aux montants cotisés en charges sociales et aussi au temps de travail accompli au cours de leurs carrières. On nous parle beaucoup du suicide des policiers. Pourtant quantitativement, il n'égale pas, et de loin, celui des agriculteurs, ni celui des dirigeants des TPE françaises, des commerçants et artisans désespérés, passé totalement sous silence dans les médias, des moyens d'information devenus des moyens de désinformation par omission.

Le fait d'utiliser, depuis récemment, des méthodes de contrôles de caisse des commerçants (sur cartes bancaires, chèques, espèces) n'est pas un signe d'encouragement pour devenir un « premier de cordée », c'est un signe de défiance qui rabaisse le commerçant à un simple fraudeur potentiel et qui montre le peu de considération des dirigeants politiques pour les dirigeants de TPE français. C'est tout simplement humiliant pour un dirigeant de TPE de devoir aligner ces chiffres quotidiennement pour démontrer qu'il n'a pas triché, puisque c'est bien la vocation des logiciels de caisse, actuellement imposés. Compte tenu de ce constat, entre l'Etat français et les TPE, si l'un des deux devait être considéré comme un escroc, ce ne sont pas les dirigeants des TPE... Pendant que l'Etat français rabaisse ses potentiels « premiers de cordée » au rang de « fraudeurs potentiels » et perd son temps inutilement, les plus grosses entreprises, qu'elles soient françaises ou étrangères fuient la fiscalité et les charges françaises : Ce sont des centaines de milliards d'euros qui échappent à l'administration fiscale française. C'est là que sont les vrais délinquants, mais eux ne sont ni contrôlés ni inquiétés. L'Etat français n'aurait donc que faire de ces milliards d'euros et n'aurait comme seul objectif que de maintenir à la place qui est la leur les TPE, sans perspective de progrès et sans la moindre considération. Si les relations ont changé entre le cabinet d'experts comptables et ses clients commerçants, c'est du fait que les contrôles voulus par l'administration leur ont été confiés. Du coup, le client, commerçant ou artisan, ne perçoit plus l'expert-comptable comme un conseiller et un allié lui permettant d'évoluer. Mais il se sent désormais déconsidéré, puisque supposant être considéré par lui, uniquement comme un

fraudeur potentiel qu'il faut surveiller et éventuellement sanctionner. Si ce climat existe désormais, ce n'est pas le fait des clients des experts comptables, ni le fait des experts comptables eux-mêmes, encore que…. Chacun le subit. On taxe à outrance les TPE françaises, on les surveille, on les sanctionne, mais on ne les protège pas en contrepartie de la concurrence déloyale.

Exemples : Les Fleuristes avec vente au 1er mai du muguet par des particuliers non déclarés. Les Primeurs avec vente d'oranges d'Espagne par des marchands ambulants (non-respect du code du travail et des lois françaises, non-respect des normes sanitaires françaises, etc.) Les Achat-revente sur les vides greniers, brocantes, fêtes diverses, restaurateurs improvisés, etc.

Amazon et les géants du net,

Comment les petits commerces français peuvent-ils rivaliser sur le net avec des géants étrangers qui utilisent l'esclavage moderne, fuient la fiscalité française, ne paient pas ou très peu de charges en France, et utilisent des méthodes commerciales de « voyous » qui ne sont ni identifiées ni sanctionnées par les organismes d'état habilités tels que la DGCCFR par exemple. Qu'est-ce qu'on attend pour réglementer les pratiques commerciales des sites internet et mettre l'éthique au cœur de la consommation sur internet ? Soit on autorise les petites entreprises à utiliser les mêmes méthodes que ces géants. Soit on interdit aux géants d'utiliser ces méthodes. Si tel n'est pas le cas, le dinosaure américain, et ces géants à qui tout est permis, auront tôt fait table rase des commerces français et européens avant la prochaine décennie.

En résumé,

L'hypocrisie actuelle a été instaurée par le plus haut « dirigeant » de l'état français qui reproche aujourd'hui à ses compatriotes de ne pas être capables de devenir des « premiers de cordée » tout en encourageant les

plus grands voyous à réussir à leurs détriments.

_ « C'est comme si on attachait les mains derrière le dos d'un boxeur poids plume, tout en lui bandant les yeux et qu'on l'encourageait chaleureusement à monter sur le ring face à un poids lourd en possession de tous ses moyens... et ayant acheté l'arbitre ! »

Si vous connaissez un moyen de rétablir la confiance... L'expert-comptable aurait-il un moyen de faire remonter ce type d'observation ? Quelles sont l'aide et les conseils pouvant être apportés par un expert-comptable pour faire face aux réalités et aux enjeux actuels qui viennent ?

Une liste des impôts à titre professionnel :

TVA, CFE, Taxe HBJO, Taxe foncière, Sacem, Spré, Taxes diverses sur la Voirie (contraventions, péages, stationnement, taxe sur les carburants, etc.)

Une liste des impôts à titre personnel :

Impôt sur le revenu commercial, Taxe d'habitation, Taxe audiovisuelle, Taxe foncière, Impôt sur les revenus fonciers, Taxe foncière sur fonciers Divers (contraventions, péages, stationnement, taxe sur les carburants, etc.).

Trop c'est trop…

Rétrospectivement,

Cela serait arrivé dans l'agglomération de Garéoult, dans le Var. Un accident qui serait survenu entre une voiture et un cycliste expérimenté, habitant cette localité. Ce cycliste revenait d'une séance d'entrainement, pour sa préparation à l'étape du Tour de France des Cyclosportifs (à ne pas confondre avec les épreuves cyclotouristes) projetée pour le 21 juillet 2019 entre Albertville et Val Thorens. Il venait de Puget ville en

direction de Rocbaron, pour y escalader la cote de « Sainte Philomène ». Il rentrait tranquillement depuis Forcalqueiret, lorsqu'il a été percuté par une voiture qui arrivait par un chemin latéral très étroit, et qui s'était arrêtée à son approche… C'est en tout cas ce qu'il avait cru… cette voiture qui lui paraissait arriver à vive allure l'avait contraint à freiner, habitué qu'il était à voir sa trajectoire coupée par des automobilistes n'ayant que bien peu de respects ni de considérations pour les vélos ou même… pour les piétons.

Or, lorsqu'il est parvenu à la hauteur du véhicule, celui-ci a brutalement accéléré et l'a violemment percuté, puis le véhicule a tourné pour prendre le sens de la circulation, en continuant son accélération alors que le cycliste se trouvait coincé au sol à l'avant du véhicule et qu'il gueulait autant qu'il le pouvait encore, depuis le moment de l'impact… cela lui avait semblé durer un temps interminable alors qu'il raclait le bitume. Il avait quand même été traîné sur une dizaine de mètres, avant que le véhicule se soit stoppé, selon toute vraisemblance, en raison des klaxons intempestifs des véhicules venant de l'arrière mais surtout par ceux venant d'en face. Le véhicule enfin arrêté, le cycliste a réussi à se dégager et clopinant à la façon de « Serge Lama » (un ancien chanteur à la démarche incertaine), devant plusieurs chauffeurs et passagers déjà sortis de leurs véhicules. Ils étaient tous apparemment médusés, de voir ce cycliste capable de se déplacer et de parler. L'un d'entre eux, précisait qu'il appelait les secours avec son « smartphone » et demandait à ce cycliste intrépide de s'asseoir, qu'il serait transporté à l'hôpital pour des examens dont il précisait s'avérer indispensables. Le refus fut catégorique du cycliste septuagénaire, qui après avoir invectivé la personne qui sortait du véhicule l'ayant percuté, était alors retourné extraire son vélo coincé dans la calandre de cette voiture… Il convient de préciser que ce cycliste « fou de rage », on le serait peut-être à moins, se serait retrouvé complètement décontenancé en constatant que le responsable de ses malheurs était une dame toute frêle, âgée, tremblante, lui disant :

_ « Monsieur, je ne vous ai pas vu… » _ « paniquée j'ai confondue l'accélérateur avec le frein »… alors qu'il constatait les dégâts causés à son vélo pendant qu'elle lui disait qu'elle allait appeler son mari pour

qu'il vienne faire un constat :

_ « Mon mari est Colonel de Gendarmerie ». Le cycliste lui a simplement demandé si elle voulait bien faire réparer sa bicyclette sérieusement endommagée. Le mari, lui aussi septuagénaire, rapidement parvenu sur les lieux, puisqu'habitants à quelques rues de là, a tout de suite proposé d'emmener le cycliste chez-lui, et qu'il passerait d'abord à son domicile pour lui remettre un chèque en blanc et signé, pour pouvoir couvrir les frais occasionnés à la bicyclette, expliquant qu'il avait été programmé avec sa Femme de quitter leur domicile le lendemain matin. Ce brave homme précisait qu'il avait été lui aussi un adepte de la « petite reine », mais qu'en raison de son état de santé, il en était maintenant privé. Ainsi fut fait, le cycliste a pu emmener son vélo à réparer dans l'après-midi, puisque c'était un samedi. Toutefois, rien n'étant jamais trop simple, le marchand de cycle « Cycles Center » de Brignoles, le plus proche de son domicile, lui a refusé la réparation, sous divers prétextes, dont celui de ne pouvoir engager sa responsabilité… sauf à lui vendre un vélo neuf… la réparation a donc été confiée à Carcès, auprès d'un mécano compétiteur très connu dans la Région. Puis, en fin d'après-midi, le couple serait venu prendre des nouvelles de l'accidenté. La conductrice apparaissait toujours choquée par l'évènement, elle se disait infirmière. Elle aurait précisé avoir tenu pour responsable la personne nonagénaire, qu'elle avait prise en charge pour la transporter à la pharmacie située à 150 mètres de l'endroit, et d'avoir retardé son départ. Elle aurait aussi précisé au cycliste qu'il aurait dû s'arrêter… Y aurait-il une priorité à droite à cet endroit ? Cette conductrice refuserait-elle tout simplement d'assumer sa responsabilité dans cet accident ?... En effet, ce cycliste s'est refait le « film » de l'accident, se revoyant tentant d'éviter la collision, à la façon des compétiteurs qui évitent un obstacle ou qui s'évitent entre eux, au cours de chutes. Il lui était impossible de comprendre que cette conductrice n'ait pas pu le voir. Pourtant, un détail, qui a sans doute une grande importance, lui serait revenu à l'esprit. Le mari, en quittant les lieux en sa compagnie, lui avait fait remarquer que la sortie du chemin était située dans un virage intérieur, sans aucune visibilité avec des véhicules arrivants sur la gauche, sauf à regarder dans un miroir, situé en hauteur de l'autre côté de la voie

d'accès. Les véhicules arrivant à très vive allure il était indispensable de prendre de l'élan pour pouvoir se faufiler dans leur flot et ne pas risquer d'être percuté par l'arrière. Dans ces conditions, il convenait d'informer la Mairie d'une telle dangerosité d'accès, ce qui fut fait le jour même par le cycliste. Il était surtout convaincu que s'il s'était agi d'un gros véhicule avec un pare-choc surélevé, il serait passé sous les roues et aurait été écrasé plutôt que poussé… Comme rien n'est jamais simple, il s'est souvenu qu'il avait envoyé un courrier à la Mairie de Garéoult pour signaler avoir été attaqué par trois chiens sortis de leur enclot, alors qu'il promenait sa chienne en laisse…

La réponse en avait été :

_ « Les comportements inciviques que vous décrivez dans votre courrier sont, hélas, de plus en plus fréquents dans le monde actuel. Il va de soi que vous devez prévenir le service de police municipale lorsque vous constatez un chien qui divague sur la voie publique ou qui vous paraît dangereux. En ce qui concerne ceux-ci la réglementation est bien précise et ils doivent être muselés et tenus en laisse. Restant à votre écoute je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. »… Sans commentaires… Sachant que rien n'avait changé sur place, puisqu'une personne rencontrée incidemment, l'aurait informé avoir eu les mêmes déboires, au même endroit, il avait alors changé son lieu de promenade. Aussi, alors qu'il avait de nouveau été attaqué par l'un des chiens, deux molosses promenés en toute liberté par un voisin, il a décidé de ne pas en faire état à qui que ce soit, bien que légèrement blessé, car ce voisin était en couple non « hétéro », et il avait eu peur d'être taxé d'homophobie… Mais, pour revenir à ce lieu d'accident, il aurait appris que le risque d'accidentologies du lieu avait été signalé à maintes reprises à la Mairie de Garéoult, sans résultat… fallait-il en conclure que tant qu'un proche de la Municipalité ne serait pas victime à cet endroit… rien ne serait programmé ?... une limitation de vitesse à 30 kmh serait pourtant des plus judicieuse, à condition qu'elle soit effectivement respectée…

Y aurait-il quelqu'un pour s'en préoccuper ?

Crépuscule,

Issu de « Science Po », de « Normale Sup », avec une thèse en Droit, des « Masters » à la Sorbonne… Juan Branco avait vocation à intégrer l'Elite Dirigeante de l'Etat Français sélectionnée par cooptation. Il a pu aborder et décrypter les « Espaces du Pouvoir » et comprendre leurs modèles de fonctionnement. Un « Univers » glauque où les « grosses fortunes » sont réalisées avec l'argent des contribuables, et dotés de logements de fonction… à partir de « salaires » avoisinant les 50.000 €uros mensuels…Or, les cooptations ne sont pas faites au mérite, par des concours égalitaires, comme on nous le laisserait croire, mais exclusivement par des parrainages, entre « gens de bonne famille », issus d'écoles spécialisées réservées et… gratuites.

Une reprise du contrôle social,

Une révolte survient toujours après une trahison de l'élite dirigeante. Ceux qui croyaient en l'intégrité du système en place, présenté comme représentatif de leurs sollicitudes, se retrouvent soudainement convaincus d'avoir été dupés. Parce qu'ils ont crus aux fondements d'une élection représentative, par une délégation d'un droit à parler et d'une prise des décisions en leur nom. Lorsque la population se rend compte des liens de compromissions existant entre les « cartels » de l'édition, le milieu politique, les médias de l'information, et les puissances économiques, qui détiennent tout et tous, sous leurs contrôles. D'un cynisme absolu, par des stratégies de captations des pouvoirs, les « Serveurs, ou Collabos » des 10 principaux dignitaires les plus riches de France sont prêts à tout pour réussir dans leurs logiques d'ambitions personnelles. C'est ainsi que sont créés des réseaux d'influence et de procédures. C'est une technocratie absorbante qui tisse des liens et des complicités. Il s'agit d'un système d'intérêts réalisé pour gérer ses seuls intérêts, en dehors de toute compréhension d'un bien collectif. Seule l'ambition personnelle de chaque agent du système

est établie pour servir la réalisation des intérêts particuliers.

Toutes les hautes fonctions sont réservées à ces dignitaires sans scrupules ni empathie. De tels modèles de servitudes ne sont utiles qu'au recrutement des ambitieux, par une surenchère de flagornerie. Ceux qui tombent dans ce piège n'ont ensuite plus aucune autre alternative que de s'exécuter. Les plus naïfs restant alors les plus propices. C'est cette aristocratie vulgaire, qui devient apte à diriger et servir les hauts financiers qui les ont installés dans les postes décisionnels. Les capacités personnelles restent très secondaires dans ces modèles de supercheries. A partir de l'extérieur, rien n'est compréhensible de ces jeux d'apparatchiks. Ce sont des « Castes » de privilégiés complètement inutiles pour le bien collectif et qui ne sont que des parasites sociaux. Ce sont des viviers qui servent à alimenter les serveurs des grosses fortunes et peu importe que ces serveurs soient de simples incapables. Seules des illusions de compétences sont utilisées pour justifier la mise en place de ceux qui sont destinés à être les élus. C'est ainsi que, par nécessité de remerciements et de reconnaissance, les « hauts dignitaires » n'hésitent pas à « piller » des réseaux de l'Etat, au sein de l'Inspection des Finances pourtant chargée du contrôle des avoirs étatiques, au profit des banques d'affaires privées.

Les privatisations, tous azimuts, ne servent que les intérêts particuliers des traitres à la Nation. De telles informations, ne sont pas obtenues par les réseaux d'information traditionnels qui eux ne voient pas, n'entendent pas et ne disent pas, mais à partir des « domestiques » maltraités et sous-payés par ces élites qui les exploitent. C'est à cause de la rancœur et de la vengeance de ces « esclaves » de l'espace bourgeois, que tout peut être dévoilé. Ce n'est que de cette façon-là que des vérités peuvent s'évaporer.

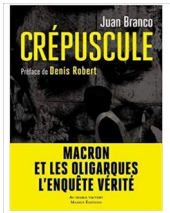
C'est ainsi que sont expliqués tous les mouvements de compromissions permettant de servir le « système ». C'est ainsi qu'ont été mises en service les « machines » à détruire le petit commerce des Centres-villes, par l'expansion effrénée des grands centres commerciaux en France. C'est ainsi qu'elles se sont aussi avérées des machines à détruire tout lien social, aidés en cela par l'informatique sociale et la propagation

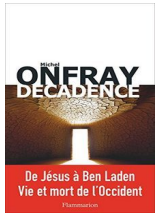
exponentielle des « Smartphones ». Il s'agit d'une Caste où la corruption est devenue légale. Elle est constamment avide de toujours plus de pouvoir, au détriment de la société qui leur a permis d'établir leurs modèles mafieux. La 3ème fortune mondiale de 100 milliard d'€uros, aurait été établie à partir de la cession d'un groupe économique pour 1 ancien Franc, dit symbolique, par « l'Etat »… assorti d'un chèque de 300 Millions de francs de subventions, avec l'engagement de ne pas licencier… promesse non tenue avec le licenciement de 3.000 salariés. Mais 100 milliards d'€uros ne suffiraient pas à pouvoir payer ses impôts en France et son exil vers la Belgique, comme tant d'autres, lui aurait semblé indispensable. L'oligarchie ne s'encombre pas de préjugés !

_ « …merci Patron… », le film de François Ruffin démontre comment on devient un oligarque mondial.

Ils ne seraient qu'une dizaine d'oligarques économiques à tout contrôler en France, dont la fortune ne dépendrait que des « magouilles » orchestrés par des hauts responsables étatiques. Une dilapidation parfaitement organisée par les privatisations, sous le prétexte que les dirigeants de l'Etat ne seraient pas de bons gestionnaires… des masses colossales d'€uros, provenant de la richesse du travail des salariés et continuellement dilapidés par les voleurs étatiques. Comment le Peuple peut-il ne pas se révolter ? Pourquoi continue-t-il à aller voter, alors que les dirigeants élus étaient déjà désignés, bien avant qu'il se rende dans les urnes ?

Salauds de Traitres…





Le signe du destin,

Un « Black Saturday » serait survenu, c'était l'acte trois des Gilets Jaunes ! Une gestion de crise aurait été bien inspirée, mais le G20 s'imposait... et une interruption dans la poursuite des réformes n'était pas envisageable ! L'analyse du contexte français, à ce moment-là, ne fait allusion qu'à un chaos organisé. L'arrogance, précédemment reprochée par le Peuple Français en colère, à ses dirigeants politiques, n'apparaissait pas argumentée. La révolte ne pouvait alors que s'amplifier. Le Pouvoir se serait mis à cafouiller mais il ne s'émeut pas. Ce mouvement social ne peut être qu'un épisode, ne représentant qu'une partie infime du Peuple. La stratégie élaborée doit continuer et ne rien céder à quelque revendication que ce soit, la trajectoire budgétaire reste essentielle et l'ordre public doit surpasser les libres expressions. La conclusion du « Grand débat », avec les seuls élus locaux, a été reportée… et le mouvement des Gilets Jaunes momentanément éclipsé… la Cathédrale « Notre Dame » de Paris avait pris feu… C'était, sans doute, une page de l'histoire qui devait se tourner, très à propos ! Les alertes avaient pourtant été nombreuses… sans aucune prise en considération ! Il s'ensuivra un déchaînement de haine à l'égard du Pouvoir « Jupitérien » passagèrement choqué pour quelques temps. Une délégation d'infiltration est dépêchée à l'intérieur du mouvement revendicatif afin de pouvoir en connaître ses véritables intentions. Le Régime Présidentiel aurait vacillé, des scénarii auraient été élaborés, un gel des réformes et des déblocages financiers aussi envisagés. La démonstration, de la mise à sac des infrastructures et des

commerces, serait-elle payante ? Pourtant les résultats présentés apparaissaient plus comme étant le produit d'un « enfumage » que celui de mesures efficaces. Le mouvement de contestation, de quelques classes moyennes et populaires, non représentatives, n'était considéré que comme un évènement logique dans le système démocratique français. Les Gilets Jaunes n'auraient alors été considéré qu'en qualité de subterfuge permettant d'accélérer les changements programmés dans l'organisation de la Société Française, en les faisant accepter par la société elle-même ! Telle serait la nouvelle méthode…

Le signe du désordre,

Il s'agirait pourtant d'une authentique « révolution » des consciences, étudiée et répercutée. S'agirait-il aussi d'une volonté dans un transfert des pouvoirs, à partir du Peuple, à la place des délégations par les votes représentatifs tous remis en question. La souveraineté doit rester individuelle. Le Pouvoir étatique n'a jamais été au service du Peuple. Dans la configuration trilogique du Pouvoir : le Peuple (le Travail), le Privé (les Financiers) et le Public (le Gouvernement), il n'y a que le Peuple qui produise des richesses, les deux autres éléments ne font que vivre à ses crochets. La collusion des Gouvernants avec les Financiers devient alors inéluctable, afin de pouvoir exploiter le Peuple le plus possible. Aucune Lois élucidé, selon ce principe de base, ne peut être favorable au Peuple. Toutes les Lois sont élaborées pour ne devoir servir que les Financiers. Les pièges à éviter sont : la sécurité, la facilité, la gratuité. Ces trois allégories permettent aux gouvernants et aux financiers d'acheter leur tranquillité. Le Peuple a peur des financiers et des gouvernants, à juste titre, alors que lui seul produit leur Pouvoir. La sécurité et la protection, prétendues par ces deux pouvoirs, ne sont que des alibis permettant d'enfermer le Peuple dans leurs carcans. C'est aussi à partir de ces deux éléments, que les deux pouvoirs vont obliger le Peuple à porter la même « puce » (RFID) que vous faites installer sur vos chiens et vos chats, pour leur protection et leur sécurité.

Ils sont enragés,

La Société Françaises se serait scindée en trois groupes. Le premier est inséré dans les grandes villes et plus particulièrement à Paris. Il s'agirait des grands gagnants de la mondialisation. Les financiers, les journalistes, les politiciens, dont le prix de l'immobilier leur est facilement accessible et dont la prospérité est sans cesse exponentielle. Ils représentent une Caste qui organise leur environnement, pour eux seuls. Le second est à proximité immédiate, où se trouvent tous leurs Serviteurs, ce sont les travailleurs émigrés. Ce sont des populations très bien subventionnées. Le troisième, qui représente 50% des Français, se trouve être la classe laborieuse, livrée à elle-même, privée des commodités et qui est constamment surtaxée, est complètement désespérée. La Caste dirigeante du premier groupe, pille les résultats du travail du troisième groupe, et se permet en plus de les mépriser. La France, mais pas qu'elle, est gouvernée par cette Caste de prédateurs qui ne seraient que des parasites.

La cryptomonaie,

Tout instrument contenant sous forme numérique des unités de valeur non monétaire pouvant être conservées ou, être transférées dans le but d'acquérir un bien ou un service, mais ne représentant pas de créance sur l'émetteur. La monnaie numérique est, légalement, une monnaie stockée sur des mémoires électroniques de façon indépendante d'un compte bancaire. La confiance (*fiducia* en latin) que lui accorde l'utilisateur comme valeur d'échange, moyen de paiement, et donc comme monnaie, repose sur un principe de garantie défendu par une organisation centralisatrice. La monnaie numérique ne doit être qu'un intermédiaire d'échanges. Elle est un instrument de paiement en vigueur en un lieu et à une époque donnée, sans investissement. C'est un système de paiement de pair à pair. Les échanges doivent se faire par carte numérique. Il s'agit d'une monnaie alternative, sans cours légal ni indexation. Les transactions sont toutes vérifiées et enregistrées dans un domaine public, assurant tout à la fois confidentialité et authenticité, grâce à la technologie blockchain.

Cosmologiquement,

L'Espèce Humaine aurait-elle des archaïsmes encéphaliques de querelleur et de batailleur, ce qui expliquerait sa propension à une autodestruction de son espèce par des guerres incessantes depuis des millénaires ? Si tel était le cas, il lui faudrait plusieurs millions d'années d'évolutions biologiques, avant de pouvoir observer chez elle un changement radical d'attitude. La seule solution, qui permettrait de modifier rapidement une évolution vers une attitude pacifique de cette espèce, ne pourrait se réaliser qu'à partir d'une hybridation, dont les effets seraient immédiats et brutaux, mais qui devront cependant se réaliser sur plusieurs générations. Est-ce à cette situation que nous pourrions assister à partir des « abductions » qui seraient effectuées par plusieurs « Entités Biologiques Extérieures ». Cela pourrait apparaître particulièrement choquant que des Civilisations extérieures se permettraient de modifier l'ADN Humain. Et pourtant, il nous faut bien convenir que leurs interférences avec nous pourraient avoir pour seule origine la sauvegarde de notre Planète, dont la diversité biologique serait tellement extravagante, en comparaison de ce qu'ils auraient pu rencontrer ailleurs, dans notre Galaxie. Auraient-ils une mission de sauvegarde des équilibres, puisque l'on sait maintenant que les explosions nucléaires entreprises sur notre Planète, auraient eues des répercussions et des perturbations dans tout le Cosmos.

Les Peuples ne doivent pas savoir,

Selon des informations qui auraient été divulguées par une « Entité Energétique Externe » à la Planète Terre, l'Espèce Humaine auraient la nécessité de savoir quel serait la vie ailleurs. Dans ce cas identifié, d'une Entité qui aurait coopéré, pour la divulgation de certaines informations, il apparaitrait que l'identification d'une individualité se réaliserait seulement sur la base de ses compétences et non à partir d'un aspect physique. Il y aurait des unités spécifiques de Civilisations, chargées de se déplacer dans le Cosmos à des fins de repérages. Certains vaisseaux cosmiques proviendraient d'un endroit situé dans un

« Consortium » de Galaxies pouvant représenter un quart de notre Univers Physique. Une de ces Entités qui ne serait que d'un mètre de hauteur, d'une peau grise et asexuée d'apparence, sans bouche, ni nez, ni oreilles, aurait été dotée de membres effilés avec trois doigts et d'une tête anormalement disproportionnée. Ses pupilles paraissaient grosses et opaques dans des yeux énormes, sans paupières ni sourcils et restant toujours ouverts. Cette créature qui semblait ne jamais dormir, se déplaçait avec difficulté et aurait été dotée d'une vision spécifique. Elle n'était pas constituée de cellules biologiques mais d'un réseau électrique, non de conception artificielle comme un robot, mais par une synthétisation. Elle n'avait pas besoin d'eau, ni d'oxygène, ni de nourriture et précisait utiliser l'énergie incluse dans son organisme. Elle aurait précisé être contingentée en qualité d'Entité Spirituelle et composée, pour son incursion dans notre Univers Physique particulier, de matériaux synthétiques dotés d'un système nerveux électrique de haute sensibilité, en adéquation avec le véhicule chargé de la déplacer. Sa présence sur notre Planète aurait eu pour premier rôle celui de décontaminer l'oxygène pollué par les explosions atomiques dans notre atmosphère, repérées depuis le Cosmos, et de sa surveillance pour second rôle. Cette Planète serait sous la surveillance permanente de cette organisation cosmique avant même que l'espèce humaine s'y soit implantée. Elle serait annexée à un gigantesque consortium de Planètes, tous placés sous une haute surveillance.

La civilisation terrienne ne lui apparaît d'aucun intérêt, au regard des niveaux de technologie et de ses applications, dans sa Civilisation exceptionnellement élevée, par rapport à tout ce qu'elle a pu rencontrer précédemment. Il y aurait des Civilisations organisées et de très grandes technologies, partout dans chaque Galaxie, avec des niveaux d'organisation très divers. Toutefois, afin de pouvoir mieux correspondre télépathiquement, la « créature » aurait acceptée d'apprendre la langue anglaise et elle aurait été particulièrement intéressée par la littérature qui lui aurait été remise ensuite. Elle aurait pu, à partir des éléments qu'elle avait mémorisés, précisé qu'elle avait en charge la sauvegarde des espèces. Elle aurait démontré l'immortalité de l'humanité, à partir d'une expérimentation de sortie de corps auprès d'une personne chargée du recueil des informations divulguées

volontairement. Elle aurait aussi révélé que tout être physique serait immortel, intemporel et qu'il pourrait décider de son existence. Tout être physique serait un créateur et la source de la localisation de l'espace ainsi que de l'énergie. Pour ce qui la concernerait, cette Entité ne se considèrerait pas physique et ne serait pas localisable ni dans l'espace ni dans le temps. L'Univers Physique ne serait qu'un espace et un temps illusoires où le jeu de la création y serait permanent. Au-delà de l'Univers Physique, il existerait une multitude d'autres Univers. Notre Univers Physique aurait la particularité d'établir des énergies permanentes et d'être dans une expansion illimitée.

La prise en considération de l'existence d'un Dieu piègerait tous leurs adeptes dans un processus de captivité, dont il ne sortirait plus, parce que chaque modèle de la vie ne serait lui-même, qu'un modèle de création. Un précédent « Empire Galactique » aurait implanté sur notre Terre, diverses races de « consciences » ayant eues la nécessité d'adopter une structure biologique d'humanoïdes et cela depuis plusieurs milliers d'années. Ces consciences proviendraient de divers endroits de notre Galaxie. Cette situation particulière de notre Planète permettrait d'expliquer les diverses races qui la composent, avec leurs divers langages et écritures, leurs religions différentes et avec leurs organisations sociales complexes. Ce serait en raison de cet historique particulier à notre Planète, que différentes Civilisations s'y seraient développées. La prise de contrôle de notre Terre serait maintenant dans le pouvoir d'un autre Empire Galactique, auquel appartiendrait l'Entité chargée de la surveillance de notre évolution. Le pouvoir technologique de ces deux empires serait inimaginable à notre niveau de compréhension. Etant opposés l'un à l'autre, ils dissimuleraient leurs implantations sur diverses planètes derrière des écrans de « forces » empêchant tous repérages.

Les évènements, sur notre planète mais aussi dans tout l'univers, se produiraient d'une façon interactive, en concurrence et en simultané. Les évènements ne seraient que des parties d'un ensemble interactif. Le temps ne serait qu'un modèle de vibration uniforme parcourant tout l'univers physique dans sa globalité. Parmi les modèles d'évènements, dans le contrôle du mental des Humains, seraient les pièges religieux,

politiques et économiques. De nombreux grands édifices terrestres seraient dotés de puissants rayonnements. Tous en pierre, ces édifices auraient été réalisés à partir de gros blocs de pierre découpés à partir de dispositifs au laser, ce qui expliquerait la très grande précision de leurs assemblages. Le transport de ces blocs à partir des carrières d'extraction aurait été effectué, soit à l'aide de « champs de force », soit transportés à partir de leurs appareils de déplacement que nous appellerions des OVNIs. Quels seraient l'utilité de ces rayonnements, encore existants ? Quatre races extérieures à la planète Terre y auraient été importées : une race nordique, une race noire, une race asiatique et une race « cuivrée », celle de l'ancienne Egypte (dont la mythologie mi humaine, mi animale, aurait eu pour origine des expérimentations d'ADN), mais qui aurait disparue depuis. Au cours des 50 dernières années, de nombreuses avancées technologiques auraient été mises à la disposition de quelques Pays, par des « représentants » de civilisations extérieures. Les Humains seraient actuellement sous l'emprise d'une civilisation malveillante qui n'aurait aucune considération et aucune compassion pour l'espèce humaine. Elle semblerait vouloir favoriser l'autodestruction de l'espèce humaine afin de pouvoir la remplacer ultérieurement.

Il nous faut bien convenir que l'Espèce Humaine se comporte d'une façon extrêmement nuisible envers toutes les autres formes de vie sur notre Planète. Mais il y aurait plus grave car c'est à l'intégrité même de cette Planète que nous serions en mesure de porter atteinte. Les explosions nucléaires auraient déjà provoqué d'énormes dommages génétiques d'une très grande ampleur sur beaucoup d'espèces et aussi la disparition irréversible d'un grand nombre d'entre elles. De tels changements de biotopes se sont déjà produits sur cette Planète et il aurait ensuite fallu quelque milliards d'années pour retrouver un autre foisonnement de vies. Les militaires ont créé les armes nucléaires, puis thermonucléaires et maintenant ils abordent les armes au « Plasma ». Ces armes auraient la faculté de réaliser une vitrification des zones atteintes… elles pourraient vaporiser les Océans… toute la Planète pourrait même être détruite à partir d'un tel armement. Il ne s'agirait pas d'un épisode de science-fiction mais d'un évènement qui se serait déjà produit, quelque part dans un autre système planétaire de notre

Galaxie. Comment l'Espèce Humaine, qui apparemment serait prête à tout détruire, pourrait-elle être considérée avec bienveillance, par des Entités qui auraient en charge un équilibre des Civilisations. L'Espèce Humaine serait considérée comme une entité qui ne créerait que du désordre partout où elle le peut. Les hauts responsables militaires seraient « configurés » pour déclencher le lancement de centaines de missiles à ogives nucléaires, sans aucune appréhension, dès qu'on leur en donnerait l'ordre. Une guerre atomique reste encore à l'ordre du jour… un résultat de l'absurdité humaine ! S'il est vraiment question de la sauvegarde de l'humanité… qu'elle disparaisse… et bon débarras…

_ « Parqués (toutes les issues étant bouclées), gazés, matraqués, éborgnés, mutilés, trahis par des milices commanditées et entrainées, appelées « Black Blocks », par des Brigades Spéciales d'Interventions rapides…

_ « Vous, porteur de Gilet Jaune, soyez fier d'avoir montré au reste du Monde, la « Misère économique » et la précarité de vie, du Peuple Français. »

Note de l'Auteur

EN CONCLUSION :

La richesse s'intensifie pour les plus riches, au détriment des autres, en appauvrissant toujours davantage les plus pauvres. Les pouvoirs politiques sont à la solde des ultras riches. Les différents organismes mondiaux qui ont été créé ne semblent pas vouloir se préoccuper des difficultés rencontrées par les populations, même lorsqu'ils font semblant de s'intéresser à elles. Il convient de comprendre que les « €sclavoïdes », doivent maintenant apprendre à s'autogérer, ou ils disparaitront... L'Oligarchie Dirigeante continuera à les remplacer par des Robots beaucoup plus disciplinés et rentabilisables !

COMMENT

Tout est expliqué dans les ouvrages cités en référence.

Il conviendra surtout de profiter des prochaines élections municipales pour choisir chaque futur Maire qui adoptera, par *contrat écrit*, le rôle des : « *Référents de Quartier* ».

POURQUOI

Il conviendra d'établir un nouveau processus économiques et de laisser les « Partisants » de la « Démocrature » établie, à pouvoir continuer leurs jeux préférés : leurs *« Batailles navales* », leurs « *Parties de Monopoly Tricheurs* » et leurs « *Jeux d'Echecs* »…) ! Sachez surtout qu'ils sont de véritables « Requins » entre eux…10 milliardaires se seraient emparés de tous les moyens de l'information.

Si les « GJ » se sont exprimés de la manière connue… contrairement au « bourrage de cranes » habituel... des processus « d'information », toujours aussi bien appliqués à « désinformer »… Cette expression, des GJ, n'est pas due, ni au hasard, ni à une quelconque spontanéité, elle est le résultat d'une « Bataille Navale »… engagée depuis

plusieurs années : c'est la « Guerre des Chefs »…qui s'est accomplie…

Si vous, les « €sclavoïdes », voulez continuer à jouer à leur « Monopoly Tricheur », vous savez que vous ne pouvez que… perdre…toujours et toujours plus… jusqu'à votre exclusion permanente et sans retour possible, de leur jeu social…

Si vous voulez vous mesurer à leur « Echiquier », sachez qu'ils en détiennent toutes les règles, et que vous, vous n'en comprendrez jamais aucune…car ils s'appliquent en permanence à les modifier, dès que nécessaire… pour leurs seuls pouvoirs, bien évidemment…

DES RÈGLES

Les « *Référents de Quartiers* », seront la courroie de transmission de vos décisions et de votre organisation. Vous allez devoir mettre en place un modèle économique adapté à vos besoins. Il devra d'abord consister, *(par exemple),* à définir que toute personne, sans emploi, pourra assurer une tâche, dès qu'il sera inscrit, à votre organisation. Il pourra s'agir d'un Service Civique, (*par exemple*), qui sera mis en œuvre, en accord avec les besoins désignés par les Représentants Communaux : Elus, Contractuels ou Fonctionnaires et aussi avec les représentants des Entreprises publiques ou privées désirant participer à ce nouveau modèle de fonctionnement économique. Aucune forme de prosélytisme, de la part des adhérents à l'organisation, ni aucune représentation que ce soit, ne devra être tolérée. Seuls, les Français et les Etrangers parfaitement familiarisés à la langue française et enregistrés à une demande de citoyenneté française, pourront y adhérer. Les autres Etrangers pourront être acceptés, à condition qu'ils soient en situation régulière, et après une « Etude » très rigoureuse, sur l'opportunité de leur adhésion.

Une participation horaire, toujours, *(pour l'exemple)*, ne devra pas dépasser 20 heures par Semaine et 4 semaines par Mois.

Chaque participant, à ce Service Civique, sera rémunéré à hauteur de : (équivalant à : 4 000 €uros par Mois, par personne, dès l'âge de 15 ans, en valeur 2019, révisable), s'il ne perçoit aucune aide

financière par ailleurs. Dans le cas contraire, le montant déjà perçu viendra en déduction. Evidemment, le temps de participation sera alors proportionné au montant réellement versé au titre du Service Civique. Il sera naturellement versé, à l'avance, (en début de mois) comme dans le vrai Jeu de « Monopoly »…

Pour pouvoir se faire, il sera impératif de créer une « *Banque en Ligne* », autonome et indépendante, (si possible par un ancien employé de banque), pour chaque Commune, où, toutes les transactions financières, *(toujours par exemple)*, ne devront se faire qu'avec de la Monnaie Electronique… *sans aucune épargne ni spéculation possible*… par l'intermédiaire, encore *(par exemple)*, d'une clé USB, enregistrée nominativement…et avec un « apurement » *impératif* des comptes, en fin de chaque Mois ou d'année…

_ « Si cette formule vous apparaît utopique, il convient de comprendre que l'utopie disparaît, dès lors qu'un projet est d'abord testé, puis mis en service…Une autre formule pourra peut-être être trouvée… mais attention aux infiltrés… ».

LA COOPERATVIE

Une **coopérative** est la combinaison d'un regroupement de personnes et d'une entreprise fondée sur la participation économique des membres, en capital et en opérations. Son organisation et son fonctionnement sont caractérisés par des principes et des valeurs qui confèrent à chaque coopérative un caractère universel, quel que soit son objet ou son secteur d'activité. La coopérative est un modèle d'entreprise démocratique. Elle se différencie des entreprises dites « classiques » par sa gouvernance démocratique et la double qualité de ses membres. En coopérative, une personne = une voix. Et c'est ce qui fait toute la différence.

S'il ne s'agit là que *d'exemples*, c'est qu'il vous faudra prendre conscience qu'aucun projet, que vous aurez choisi, ne conviendra jamais à l'Oligarchie cachée ou visible, qui mettra tout en œuvre pour vous en dissuader… et si possible, pour vous l'interdire…accompagnée qu'elle sera, par une « Mise en

Condition » de tous leurs « *COLLABOS* »…dont vous avez pu connaître les « *Méthodes* »…au cours de vos diverses initiatives… ainsi que celles de leurs « *Robots Humains* » diligentés et télécommandés, eux aussi réduits à l'état « d'*€sclavoïdes-commandités* »…et sur-primés à l'occasion…

Vous savez maintenant ce qui est écrit sur le monument « Guidestones » : C'est un véritable GENOCIDE GLOBAL programmé… à bon entendeur… bonne chance…

Une anecdote ?

Histoire vraie relatée par Me Christophe Piguet et reprise dans « la tribune de Genève » : 18 mai 2016

Enfin une précision sur l'origine de ce fameux vêtement qui fait tant parler de lui…

Christophe Piguet, Avocat à la cour, bâtonnier, Genève :
_ « Je viens d'être témoin d'une scène extraordinaire dans le tram 12 à Genève.
_ « Assise à côté de moi, une femme entièrement voilée (y compris gants et tout le tralala), seule une fente horizontale d'un petit centimètre laissait entrevoir ses yeux.
_ « Une autre femme d'une quarantaine d'années, vêtue à la mode d'ici est assise en face de nous et s'adresse à elle avec douceur :

- Bonjour Madame, comme vous je suis musulmane, mais je ne comprends pas pourquoi vous vous déguisez ainsi. Pourriez-vous m'expliquer ?

- Madame, ce n'est pas un déguisement, c'est le prophète qui nous demande de nous vêtir comme cela.

- Le Prophète ? Vous êtes sûre ? Vous auriez la gentillesse de m'indiquer où se trouve ce texte et quel en est le contenu ? Je vous demande cela car je ne connais pas ce texte.

- C'est dans le Coran !

- Ah, j'ai lu et étudié le Coran, mais je n'ai vraiment aucun souvenir d'avoir lu le Prophète nous demander de nous déguiser comme les femmes de la tribu « machinchosebidule » (là, c'est moi qui n'ai pas retenu) qui vit dans « telle » zone du Sahara et qui portaient ce type de vêtement bien avant la naissance du Prophète, pour se protéger des tempêtes de sable.
>> En plus, cette zone est très lointaine des différents voyages de notre Prophète. Historiquement parlant, notre Prophète ne devait même pas connaître cette tribu. Comment se fait-il dès lors, qu'il ait demandé aux femmes musulmanes de s'habiller dans un accoutrement qu'il ne connaissait pas ?

- Ça suffit Madame, c'est le Prophète qui l'a écrit, je l'ai lu.

- Vous avez lu le Prophète … d'accord … une traduction ?

- Non, en arabe.

- Ahhh, vous lisez et parlez l'arabe très couramment donc ?

- Oui absolument.

Là, la dame vêtue à l'occidentale se met à lui parler en arabe à grande vitesse.
>> La femme entièrement couverte bredouille des réponses hésitantes.
>> La femme reprend en français : *Madame, je suis professeur d'arabe et de la civilisation musulmane à l'Université et je peux affirmer que vous ne comprenez rien à l'arabe. Je vous ai posé des questions dans un arabe pur et élaboré. Des questions très ambiguës, à double sens et vous n'y avez rien vu du tout. Vous m'avez répondu complètement à côté. Vous êtes née où ?*

- Je suis née ici

- Donc si je récapitule : vous portez des vêtements faits pour lutter contre les tempêtes de sable d'une petite tribu, vivant dans une certaine zone subsaharienne dont le Prophète n'a jamais entendu parler, vous avez lu le Coran, mais êtes incapable de comprendre les finesses de la langue arabe, vous y avez trouvé des instructions vestimentaires mais vous ne pouvez pas me dire quel est ce texte.

- Ça suffit Madame, vous m'agressez !

- Non chère Madame, c'est vous qui nous agressez et injuriez ma religion, par votre déguisement, par votre inculture. Vous nous faites tous passer, nous les musulmans, pour des imbéciles fanatiques.

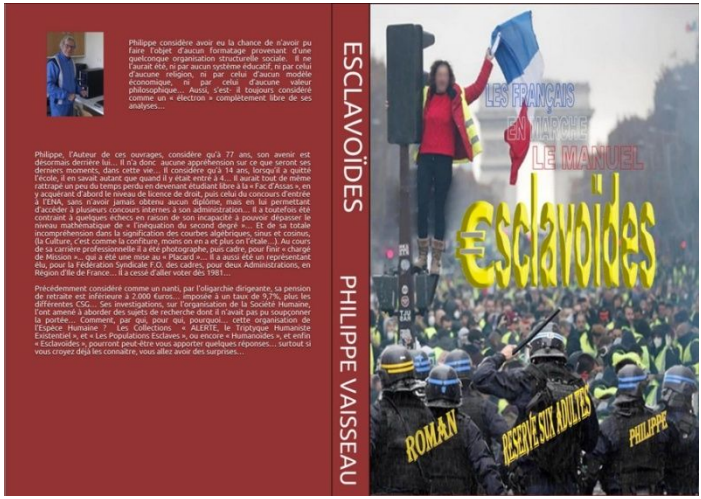
C'est fort bien exprimé...

Bravo à cette femme courageuse, la vraie musulmane, c'est elle.

Nota : Tous les textes sont des extraits d'idées émises par diverses personnalités provenant de plusieurs sources…

En ce qui concerne les images d'illustration présentes dans cet ouvrage, elles appartiennent exclusivement à leurs auteurs respectifs. Elles ne sont utilisées qu'à titre illustratif, ne transgressant aucune législation en vigueur.

Il convient de remercier le très grand nombre de personnes ayant contribué, directement ou indirectement, à la confection de cet ouvrage. Cette liste est beaucoup trop importante pour pouvoir y être transcrite.



Philippe considère avoir eu la chance de n'avoir pu faire l'objet d'aucun formatage provenant d'une quelconque organisation structurelle sociale. Il ne l'aurait été, ni par aucun système éducatif, ni par aucune religion, ni par aucun modèle économique, ni par aucune valeur philosophique… Aussi, s'est-il toujours considéré comme un « électron » complètement libre de ses analyses…

Il est l'Auteur de ses divers ouvrages et il estime qu'à 77 ans, son avenir est désormais derrière lui… Il n'a donc aucune appréhension sur ce que sera sa fin de vie… A 14 ans, lorsqu'il a quitté l'école, il en savait autant que quand il y était entré à 4… Il aurait tout de même rattrapé un peu de retard en devenant étudiant libre à la « Fac d'Assas », en y acquérant d'abord le niveau de licence de droit, puis celui du concours d'entrée à l'ENA, sans n'avoir jamais obtenu aucun diplôme, mais en lui permettant d'accéder à plusieurs concours internes à son administration… Il a toutefois été contraint à quelques échecs en raison

de son incapacité à pouvoir dépasser le niveau de « l'inéquation du second degré », en mathématiques… Et de sa totale incompréhension dans la signification des courbes algébriques, des sinus et cosinus, (la Culture, c'est comme la confiture, moins on en a et plus on l'étale…). Au cours de sa carrière professionnelle il a été photographe, puis cadre, pour finir « chargé de Mission »... qui s'est avéré être une mise au « Placard »… Il a aussi été un représentant élu, pour la Fédération Syndicale F.O. des cadres, pour deux Administrations, en Région d'Ile de France… Il a pourtant cessé d'aller voter dès 1981…

Précédemment considéré comme un nanti, par l'oligarchie dirigeante, sa pension de retraite est inférieure à 2.000 €uros… imposée à un taux de 9,7%, plus les différentes CSG… soit de 1 828,69 €uros mensuel, pour 2019. Ses investigations, sur l'organisation de la Société Humaine, l'ont amené à aborder des sujets de recherche dont il n'avait pas pu soupçonner la portée… Comment, par qui, pour qui, pourquoi… cette organisation de l'Espèce Humaine ? Les Collections « ALERTE, le Triptyque Humaniste Existentiel », et « Les Populations Esclaves », ou encore « Humanoïdes », et enfin « Esclavoïdes », pourront peut-être vous apporter quelques réponses… et surtout si vous croyez déjà les connaître, vous allez avoir des surprises…

SOMMAIRE

Pages Titres

AVERTISSEMENT
6 Jacques Guillemain
11 Edito

PREFACE
12 Un schéma fonctionnel

PREAMBULE
14 Des organisations sociales humaines

CHAPITRE 1
17 La déclaration de 1789
18 Le C.N.R.
20 Un respect constitutionnel
23 Un modèle organisationnel
25 Des organisations de personnes
26 Une situation

CHAPITRE 2
29 La fracture sociale
30 Vers une fracture identitaire
32 Une réalité sociale
34 Les caisses sont vides
36 Un pacte
40 Une écologie

CHAPITRE 3
52 Des risques
53 Des invasions historiques
55 Une stratégie
58 Manipuler
60 Selon Aldous Huxley
62 Un Peuple s'est révolté
62 Le savez-vous

CHAPITRE 4
64 Des destructeurs
66 Des dictatures déguisées
67 Un revenu de base
68 Le savez-vous
69 Une haine irraisonnée
72 Vers un collapse
75 Vers un Monopoly
77 Un jeu évocateur

CHAPITRE 5
82 Des stratégies de jeux économiques
87 Vers une chronologie
95 Vers un Monopoly plus radical
100 Des véhicules identifiables
102 Le saviez-vous
103 En bref
138 En conclusion
147 Une anecdote ?

© Philippe VAISSEAU 2019
Editeur Philippe VAISSEAU
N° : 978-1-099623400

Composition, mise en page et graphisme
par Philippe VAISSEAU

Réservé aux Adultes

Dépôt Légal au 1er trimestre 2019
Code ISBN : 9781099623400